



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

Collecte continue de données qualitatives sur les opinions des Canadiens - Novembre 2023

Rapport final

Rédigé pour le compte du Bureau du Conseil privé

Fournisseur : The Strategic Counsel

Numéro de contrat : CW2241412

Valeur du contrat : 814 741,30\$

Date d'octroi du contrat : 19 décembre 2022

Date de livraison : 19 décembre 2023

Numéro d'enregistrement : POR-053-22

Pour de plus amples renseignements sur ce rapport, prière d'écrire à por-rop@pco-bcp.ca

This report is also available in English.

Collecte continue de données qualitatives sur les opinions des Canadiens

Rapport final

Rédigé pour le compte du Bureau du Conseil privé

Fournisseur : The Strategic Counsel

Novembre 2023

Le présent rapport de recherche sur l'opinion publique présente les résultats d'une série de groupes de discussion menés par The Strategic Counsel au nom du Bureau du Conseil privé. Le septième cycle de la première année de la présente étude comptait en tout douze groupes de discussion composés d'adultes canadiens (âgés de 18 ans ou plus) qui ont été menés entre le 7 novembre 2023 et le 29 novembre 2023.

Cette publication est également disponible en anglais sous le titre : Final Report - Continuous Qualitative Data Collection of Canadian's Views - November 2023

Cette publication ne peut être reproduite qu'à des fins non commerciales. Une autorisation écrite préalable peut être obtenue du Bureau du Conseil privé. Pour obtenir de plus amples renseignements sur ce rapport, prière d'en faire la demande par courriel à por-rop@pco-bcp.ca, ou par la poste à :

Bureau du Conseil Privé
Édifice Blackburn
85, rue Sparks, local 228
Ottawa, Ontario K1A 0A3

Numéro de catalogue :

CP12-4E-PDF

Identifiant international des publications en série (ISSN) :

ISSN 2816-9360

Publications connexes (numéro d'enregistrement : POR-053-22) :

CP12-4F-PDF (Rapport final en anglais)

ISSN 2816-9379

© Sa Majesté le Roi du chef du Canada, 2023

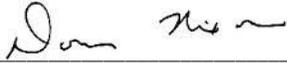
Remarque : Dans le présent document, le genre masculin est utilisé comme générique dans le seul but d'alléger le texte.

Canada 

Attestation de neutralité politique

À titre de cadre supérieure du cabinet The Strategic Counsel, j'atteste par la présente que les documents remis sont entièrement conformes aux exigences en matière de neutralité politique du gouvernement du Canada énoncées dans la Politique sur les communications et l'image de marque et dans la Directive sur la gestion des communications – Annexe C – Procédure obligatoire relative à la recherche sur l'opinion publique.

Plus précisément, les documents remis ne contiennent pas d'information sur les intentions de vote électoral, les préférences quant aux partis politiques, les positions des partis ou l'évaluation de la performance d'un parti politique ou de ses dirigeants.

Signature :  _____

Date: 19 décembre 2023

Donna Nixon, associée

The Strategic Counsel

Table des matières

Sommaire	4
Introduction	4
Méthodologie.....	5
Principales constatations	7
Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux)	7
Priorités et performance du gouvernement du Canada (Ottawa, Terre-Neuve, Calgariens de 55 ans et plus approchant de la retraite, membres de la diaspora caribéenne de centres de moyenne taille et de grands centres de l'Ontario, jeunes adultes de Sherbrooke, Toronto, Nord-du-Québec, centres de taille moyenne de la C.-B., Autochtones, membres actifs et vétérans des FAC de l'est de l'Ontario, Vancouver, francophones vivant dans les Prairies).....	7
Énoncé économique de l'automne (Autochtones de centres de taille moyenne de la C.-B., Nord-du-Québec, membres actifs et vétérans des FAC, sud de l'Alberta, Vancouver, francophones vivant dans les Prairies).....	11
Économie (Terre-Neuve, Calgariens de 55 ans et plus approchant de la retraite, jeunes adultes de Sherbrooke).....	12
Régime de pensions du Canada (Calgariens de 55 ans et plus approchant de la retraite, sud de l'Alberta).....	14
Logo de la fête du Canada (Ottawa, membres de la diaspora caribéenne de centre de taille moyenne et de grands centres de l'Ontario, jeunes adultes de Sherbrooke, Toronto, Autochtones de centres de taille moyenne de la C.-B., Nord-du-Québec).....	15
Mot-symbole du gouvernement du Canada (Ottawa, Nord-du-Québec, sud de l'Alberta, francophones vivant dans les Prairies).....	15
Tarification du carbone (Terre-Neuve).....	16
Sécurité communautaire (Toronto).....	17
Forces armées canadiennes (membres actifs et vétérans des FAC de l'est de l'Ontario)	18
Sentiment du public (Membres de la diaspora caribéenne de centres de taille moyenne et de grands centres de l'Ontario).....	19
Opioides (Vancouver)	19
Protection et promotion de la langue française (francophones vivant dans les Prairies).....	20
Résultats détaillés.....	23
Chronologie des annonces en novembre 2023.....	24
Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux).....	27
Priorités et performance du gouvernement du Canada (Ottawa, Terre-Neuve, Calgariens de 55 ans et plus approchant de la retraite, membres de la diaspora caribéenne de centres de moyenne taille et de grands centres de l'Ontario, jeunes adultes vivant à Sherbrooke, Toronto, Nord-du-Québec, Autochtones de centres de taille moyenne de la C.-B., membres actifs et vétérans des FAC de l'est de l'Ontario, Vancouver, francophones vivant dans les Prairies)	28
Logement (Ottawa, Toronto, Vancouver).....	32



Coût de la vie (jeunes adultes vivant à Sherbrooke)	34
Immigration (Toronto).....	35
Autochtones (Autochtones de centres de moyenne taille et de grands centres de La C.-B.).....	35
Membres de la diaspora caribéenne (centres de taille moyenne et grands centres de l'Ontario).....	37
Énoncé économique de l'automne (Autochtones de centres de taille moyenne de la C.-B., membres actifs et vétérans des FAC, sud de l'Alberta, Vancouver, francophones vivant dans les Prairies)	38
Économie (Terre-Neuve, Calgariens de 55 ans et plus approchant de la retraite, jeunes adultes de Sherbrooke).....	40
Emplois (jeunes adultes de Sherbrooke).....	42
Régime de pensions du Canada (Calgariens de 55 ans et plus approchant de la retraite, sud de l'Alberta).....	43
Logo de la fête du Canada (Ottawa, membres de la diaspora caribéenne de centre de taille moyenne et de grands centres de l'Ontario, jeunes adultes vivant à Sherbrooke, Toronto, Autochtones de centres de taille moyenne de la C.-B., Nord-du-Québec)	46
Mot-symbole du gouvernement du Canada (Ottawa, Nord-du-Québec, sud de l'Alberta, francophones vivant dans les Prairies).....	49
Tarifcation du carbone (Terre-Neuve).....	51
Sécurité communautaire (Toronto)	53
Forces armées canadiennes (membres actifs et vétérans des FAC de l'est de l'Ontario)	55
Sentiment du public (Membres de la diaspora caribéenne de centres de taille moyenne et de grands centres de l'Ontario)	57
Opioides (Vancouver).....	58
Protection et promotion de la langue française (francophones des Prairies)	59
Annexes	62
Annexe A - Questionnaires de recrutement	63
Questionnaire de recrutement français	64
Questionnaire de recrutement anglais.....	73
Annexe B – Guides de discussion.....	85
Guide du modérateur français.....	86
Guide du modérateur anglais.....	110
Annexe C – Concepts publicitaires	131
Logo de la fête du Canada.....	131



Mot-symbole du gouvernement du Canada 133
Signature musicale du gouvernement du Canada 133

Sommaire

Introduction

Le Secrétariat des communications et des consultations du Bureau du Conseil privé (BCP) a confié à The Strategic Counsel (TSC) le mandat de mener des cycles continus de recherche par groupes de discussion avec des membres du public un peu partout au pays, portant sur des enjeux, des événements et des initiatives stratégiques de premier plan liés au gouvernement du Canada.

L'objectif général de ce programme de recherche qualitative se décline en trois volets : analyser les dimensions et les facteurs d'influence de l'opinion publique sur les plus importants enjeux auxquels le pays est confronté; évaluer les perceptions et les attentes relatives aux mesures et aux priorités du gouvernement fédéral; orienter l'élaboration des communications du gouvernement du Canada afin qu'elles continuent d'être en concordance avec les points de vue des Canadiennes et des Canadiens et leurs besoins en matière d'information, tout en veillant à ce qu'elles demeurent concises et faciles à comprendre.

Les travaux de recherche visent à aider le Secrétariat des communications et des consultations du BCP à remplir son mandat, qui consiste à soutenir le bureau du premier ministre dans la coordination des communications du gouvernement. Ces travaux de recherche permettront plus particulièrement de s'assurer que le BCP reste au fait des tendances émergentes et de l'opinion des Canadiens quant aux enjeux de macro-niveau qui intéressent le gouvernement du Canada.

Le présent rapport dévoile les conclusions qui ressortent de douze (12) groupes de discussion en ligne menés entre le 7 novembre 2023 et le 29 novembre 2023, à différents endroits du pays. Les détails concernant les lieux, le recrutement et la composition des groupes figurent dans la section ci-dessous.

Les travaux de recherche menés dans le cadre du présent cycle portaient en grande partie sur les priorités et les résultats du gouvernement du Canada dans un certain nombre de domaines importants aux yeux des Canadiens. À cet égard, certains groupes ont pris part à des discussions ciblées portant principalement sur des initiatives fédérales liées au logement, au coût de la vie, à l'immigration, aux Autochtones ainsi qu'aux membres de la diaspora caribéenne au Canada. Tous les participants ont discuté de ce qu'ils avaient vu, lu ou entendu au sujet du gouvernement fédéral au cours des derniers jours, en se focalisant sur les mesures et les initiatives qu'il avait prises tant au Canada que sur la scène internationale.

Des enjeux liés à l'économie canadienne ont également été étudiés dans le cadre du présent cycle de recherche. Les participants de plusieurs groupes ont discuté de l'Énoncé économique de l'automne du gouvernement canadien, de la situation économique au Canada et de la situation actuelle sur le marché de l'emploi. Deux groupes basés en Alberta ont également échangé leurs points de vue concernant le Régime de pensions du Canada (RPC) et la récente proposition du gouvernement de l'Alberta de créer son propre régime de pensions provincial. Les participants d'un certain nombre de groupes ont échangé leurs points de vue sur le mot-symbole et la signature musicale du

gouvernement du Canada, tandis que d'autres se sont livrés à un exercice consistant à évaluer une série de concepts créatifs potentiels destinés à promouvoir la fête du Canada.

Au nombre des autres sujets abordés au cours de ce cycle figuraient la tarification du carbone, la sécurité communautaire, les Forces armées canadiennes (FAC), le sentiment du public, les opioïdes, ainsi que la protection et la promotion de la langue française.

En guise de mise en garde lors de l'interprétation des résultats de la présente étude, les conclusions de la recherche qualitative sont uniquement de nature indicative et ne peuvent être attribuées quantitativement à l'ensemble de la population étudiée avec un quelconque degré de confiance.

Méthodologie

Aperçu des groupes

Public cible

- Résidents canadiens de 18 ans et plus.
- Les groupes ont été divisés principalement en fonction de la situation géographique.
- Certains groupes se sont concentrés sur des cohortes particulières de la population, notamment les militaires actifs et les vétérans, les personnes âgées de plus de 55 ans approchant de la retraite, les membres de la diaspora caribéenne, les jeunes adultes âgés de 18 à 24 ans ainsi que les francophones et les Autochtones.

Approche détaillée

- Douze groupes de discussion ont été tenus dans diverses régions du Canada.
- Six groupes de discussion ont été tenus avec des membres de la population générale d'Ottawa, de Terre-Neuve, de Toronto, du Nord-du-Québec, du sud de l'Alberta et de Vancouver.
- Les six groupes restants étaient composés des principaux sous-groupes de population suivants :
 - Membres actifs et vétérans de l'armée;
 - Personnes âgées de 55 ans et plus approchant de la retraite;
 - Membres de la diaspora caribéenne;
 - Jeunes adultes âgés de 18 à 24 ans;
 - Autochtones;
 - Francophone résidant dans les Prairies.
- Les deux groupes de discussion tenus au Québec et celui organisé dans les Prairies ont été animés en français. Tous les autres groupes de discussion ont été animés en anglais.
- Toutes les discussions de groupe de ce cycle se sont déroulées en ligne.
- Huit (8) participants au total ont été recrutés par groupe, en présumant pouvoir compter sur la présence de six à huit personnes.

- Dans tous les lieux, 86 personnes au total ont pris part aux discussions. Les détails concernant le nombre de participants par groupe sont fournis ci-dessous.
- Chaque participant a reçu une rétribution de 125 \$.

Localisation et composition des groupes

LIEU	GROUPE	LANGUE	DATE	HEURE (HAE)	COMPOSITION DU GROUPE	NOMBRE DE PARTICIPANTS
Ottawa	1	ANGLAIS	Mardi 7 novembre	18 h à 20 h	Population générale	8
Terre-Neuve	2	ANGLAIS	Mercredi 8 novembre	16 h 30 à 18 h 30	Population générale	8
Calgary	3	ANGLAIS	Jeudi 9 novembre	20 h à 22 h	Personnes de 55 ans et plus approchant de la retraite	8
Centres de taille moyenne et grands centres de l'Ontario	4	ANGLAIS	Mardi 14 novembre	18 h à 20 h	Diaspora caribéenne	8
Sherbrooke	5	FRANÇAIS	Mercredi 15 novembre	18 h à 20 h	Jeunes (âgés de 18 à 24 ans)	7
Toronto	6	ANGLAIS	Jeudi 16 novembre	18 h à 20 h	Population générale	8
Centres de taille moyenne de la Colombie-Britannique	7	ANGLAIS	Mardi 21 novembre	21 h à 23 h	Autochtones	8
Nord-du-Québec	8	FRANÇAIS	Mercredi 22 novembre	18 h à 20 h	Population générale	5
Est de l'Ontario	9	ANGLAIS	Jeudi 23 novembre	18 h à 20 h	Membres actifs et vétérans des FAC	6
Sud de l'Alberta	10	ANGLAIS	Lundi 27 novembre	20 h à 22 h	Population générale	4
Vancouver	11	ANGLAIS	Mardi 28 novembre	21 h à 23 h	Population générale	8
Prairies	12	FRANÇAIS	Mercredi 29 novembre	20 h à 22 h	Francophones vivant dans les Prairies	8
Nombre total de participants						86

Principales constatations

Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux)

Au début de chaque rencontre, les participants ont été interrogés sur ce qu'ils avaient vu, lu ou entendu au sujet du gouvernement du Canada au cours des derniers jours. Un vaste éventail d'annonces et d'initiatives ont été rappelées, dont un certain nombre de réunions entre des fonctionnaires fédéraux et les dirigeants de grandes chaînes d'épicerie pour discuter de moyens de stabiliser les prix des produits d'épicerie, l'annonce par le gouvernement fédéral d'une suspension temporaire de la taxe sur les livraisons de mazout de chauffage dans toutes les provinces et tous les territoires, et la publication de l'Énoncé économique de l'automne (EEA). Parmi les autres mesures qu'ont mentionnées les participants figuraient l'annonce, par le gouvernement fédéral, de la suppression de la taxe sur les produits et services (TPS) pour la construction de nouveaux logements locatifs, l'octroi d'un supplément d'un milliard de dollars au Fonds pour le logement abordable en vue de la construction de nouveaux projets d'habitation sans but lucratif, coopératifs et sociaux, ainsi qu'une entente conclue entre le gouvernement du Canada et Google visant la mise en place d'un cadre réglementaire qui permettrait à Google de continuer à diffuser des nouvelles d'actualité canadiennes en ligne.

Les participants ont également rappelé certaines activités en lien avec le gouvernement du Canada sur la scène internationale. Celles-ci comprenaient l'acheminement d'une aide humanitaire à la population d'Israël, de la bande de Gaza et de la Cisjordanie touchée par le conflit qui fait rage dans cette région, ainsi que les tensions persistantes entre le Canada et l'Inde à la suite de l'annonce du gouvernement fédéral selon laquelle les agences de sécurité canadiennes étaient en possession de renseignements susceptibles d'établir un lien entre des agents du gouvernement indien et le meurtre d'un citoyen canadien en juin 2023 à Surrey, en Colombie-Britannique. Un certain nombre d'entre eux ont rapporté avoir entendu dire que de nombreux membres du corps diplomatique canadien avaient été rappelés d'Inde au cours des derniers mois à la suite d'une communication officielle du gouvernement indien indiquant qu'il envisageait de lever unilatéralement leur immunité diplomatique.

Priorités et performance du gouvernement du Canada (Ottawa, Terre-Neuve, Calgariens de 55 ans et plus approchant de la retraite, membres de la diaspora caribéenne de centres de moyenne taille et de grands centres de l'Ontario, jeunes adultes de Sherbrooke, Toronto, Nord-du-Québec, centres de taille moyenne de la C.-B., Autochtones, membres actifs et vétérans des FAC de l'est de l'Ontario, Vancouver, francophones vivant dans les Prairies)

Les participants de onze groupes ont pris part à des discussions portant sur les enjeux auxquels les Canadiens sont actuellement confrontés et sur leurs points de vue concernant la gestion du gouvernement fédéral quant à ces priorités. Ces derniers ont été invités à recenser les domaines dans lesquels ils estimaient que la performance du gouvernement du Canada était satisfaisante et les domaines dans lesquels ils estimaient qu'il y avait matière à amélioration. Les participants ont exprimé

des points de vue à la fois positifs et négatifs concernant un certain nombre d'enjeux. Au nombre de ceux-ci figuraient l'immigration, le changement climatique et l'environnement, la réconciliation avec les peuples autochtones ainsi que la sécurité nationale.

Les participants ont également recensé un certain nombre de domaines dans lesquels ils estimaient que la performance du gouvernement du Canada avait été satisfaisante, à savoir : le vaste éventail de soutiens et de prestations offerts aux Canadiens, la promotion de la diversité et de l'inclusion à l'échelle du pays ainsi que la fourniture d'une aide humanitaire sur la scène mondiale.

Les participants ont également mentionné un certain nombre de domaines dans lesquels le gouvernement du Canada pouvait s'améliorer. Au nombre de ceux-ci figuraient l'inflation et le coût de la vie, ce qui était perçu comme un manque de ressources consacrées à la résolution de problèmes en lien avec la santé mentale et la toxicomanie.

Invités à cerner ce qu'ils considéraient comme étant les principaux enjeux auxquels le gouvernement fédéral devrait désormais accorder la priorité, beaucoup ont réitéré qu'il fallait s'attacher davantage à rendre le logement plus abordable dans l'intérêt des Canadiens et à prendre des mesures pour réduire l'inflation et le coût de la vie. Plusieurs participants ont également mentionné les soins de santé et le changement climatique comme étant des domaines qui, selon eux, devraient être davantage priorités à l'avenir. Parmi les autres domaines prioritaires mentionnés par les participants figuraient la réconciliation avec les peuples autochtones, l'augmentation des investissements alloués à l'éducation et à la formation des enseignants, le renforcement des soutiens apportés aux personnes âgées et la réduction des dépenses fédérales dans le but de parvenir à un équilibre budgétaire.

Logement (Ottawa, Toronto, Vancouver)

Les participants de trois groupes ont entamé une discussion portant sur la situation du logement au sein de leurs collectivités respectives. À la question de savoir si le logement constituait une priorité importante sur laquelle devait se focaliser le gouvernement du Canada, tous les participants ont répondu par l'affirmative et bon nombre d'entre eux étaient d'avis qu'il s'agissait d'une question hautement prioritaire à l'heure actuelle. La quasi-totalité d'entre eux estimait que la situation du logement au sein de leurs collectivités s'était détériorée au cours des dernières années. De l'avis général, il était de plus en plus difficile pour les Canadiens à revenu faible ou moyen de trouver un logement sûr et abordable dans leurs régions respectives en raison de la forte augmentation du coût du logement au cours des dernières années tant pour les acheteurs éventuels d'une propriété que pour les locataires. Plusieurs participants étaient d'avis que l'augmentation du coût des logements était largement attribuable à ce qu'ils percevaient comme étant une augmentation du taux d'itinérance dans leur région. En évoquant d'autres facteurs ayant eu un impact négatif sur la situation du logement au sein de leurs collectivités, les participants ont mentionné des problèmes liés à ce qu'ils percevaient comme étant la prédominance grandissante des sociétés de location à court terme (p. ex., Airbnb et Vrbo) qui, selon eux, avaient entraîné une diminution l'offre de logements loués à long terme.

Très peu de participants ont déclaré avoir vu, lu ou entendu quoi que ce soit au sujet de mesures ou d'initiatives récemment prises par le gouvernement du Canada en matière de logement. À la question de savoir s'ils avaient eu connaissance d'une initiative du gouvernement fédéral visant à fournir un



financement supplémentaire aux municipalités s'engageant à alléger les formalités administratives afin de permettre la construction d'un plus grand nombre de logements, aucun participant n'a répondu par l'affirmative. À la question de savoir s'ils appuyaient ce type d'initiative, plusieurs participants ont répondu par l'affirmative, estimant que cela contribuerait à augmenter l'offre de logements au sein de leur collectivité. Un certain nombre d'entre eux ont toutefois interprété cette mesure comme étant une suppression des règlements existants en matière de logement et ont dit craindre qu'elle n'ait un impact négatif sur les collectivités et sur l'environnement.

Lorsqu'on leur a demandé ce que le terme « densification » évoquait dans leur esprit, plusieurs d'entre eux estimaient qu'il impliquait un ensemble de stratégies visant à augmenter le nombre de personnes vivant dans une zone donnée et qu'il impliquait la construction de complexes d'habitation plutôt que de maisons unifamiliales. Plusieurs d'entre eux doutaient que l'impact d'une densification s'avère globalement positif, et un certain nombre d'entre eux se sont dit préoccupés par une augmentation des embouteillages et du trafic, ainsi que par la pression accrue à laquelle sont soumis les services essentiels. Parmi le petit nombre de participants favorables à une densification accrue, certains estimaient que la poursuite de cette stratégie conduirait ultimement à créer des villes plus durables en misant davantage sur l'amélioration du potentiel piétonnier des collectivités et sur l'utilisation accrue de transports en commun plutôt que de véhicules à usage personnel. À la question de savoir s'ils seraient favorables à une plus grande densification au sein de leur propre collectivité, plusieurs participants ont répondu par l'affirmative, sous réserve qu'un nombre suffisant d'infrastructures supplémentaires (telles que des écoles, des hôpitaux et des transports en commun) soient construites à l'avance pour pouvoir faire face à une augmentation de la population locale.

Les participants se sont ensuite vu présenter de l'information relative au Fonds pour accélérer la construction de logements du gouvernement du Canada. Lorsqu'on leur a demandé quels types d'infrastructures devraient, à leur avis, construire les municipalités dans le cadre de cette initiative, les participants ont mentionné des services et notamment du transport en commun, des écoles, des hôpitaux, des espaces verts (p. ex., parcs et terrains de jeux) ainsi que des systèmes de gestion des déchets. À la question de savoir si leur opinion sur la densification avait changé en sachant que le gouvernement du Canada prenait ces mesures pour venir en aide à des collectivités toujours plus nombreuses, peu de participants ont répondu par l'affirmative. Plusieurs d'entre eux ont réaffirmé que ce financement supplémentaire ne suffirait pas à lui seul à remédier aux problèmes actuels en matière de logement et que dans l'intérêt des Canadiens, le gouvernement fédéral devait désormais s'attacher davantage à rendre les logements plus abordables.

Coût de la vie (jeunes adultes de Sherbrooke)

Les participants du groupe composé de jeunes adultes vivant à Sherbrooke, au Québec, ont entamé une brève discussion sur le coût de la vie actuel. Invités à définir les principaux enjeux relatifs au coût de la vie que devrait, selon eux, privilégier le gouvernement du Canada, les participants ont soulevé des questions liées à l'abordabilité des produits d'épicerie, au coût du logement et au taux d'imposition perçu comme étant élevé à l'heure actuelle. La plupart des participants estimaient que le gouvernement fédéral faisait actuellement fausse route en ce qui a trait à sa réponse au problème du

coût de la vie, et plusieurs d'entre eux avaient l'impression que ce problème s'était aggravé au cours des dernières années.

À la question de savoir si le changement climatique avait une incidence sur le coût de la vie, la plupart des participants ont répondu par l'affirmative. On estimait que les catastrophes naturelles, et notamment les feux de forêt, les tempêtes de vent et les inondations de grande ampleur, avaient causé des préjudices économiques considérables au cours des dernières années et que, dans certaines régions du pays, il était devenu plus coûteux pour les Canadiens de chauffer leurs maisons en raison des températures plus froides constatées au cours des mois d'hiver. Quelques participants étaient d'avis que les initiatives visant à atténuer les effets du changement climatique, notamment la mise en place d'une tarification fédérale du carbone, avaient également eu pour effet d'augmenter le coût de la vie au cours des dernières années.

Immigration (Toronto)

Les participants résidant à Toronto se sont vu poser quelques questions complémentaires au sujet du système d'immigration canadien. En décrivant ce qu'ils considéraient comme étant les problèmes les plus importants liés à l'immigration, plusieurs participants estimaient qu'il fallait en faire plus pour rationaliser le processus de reconnaissance professionnelle des nouveaux arrivants cherchant à travailler dans leur domaine d'expertise. Les participants estimaient également que des mesures devaient être prises pour s'assurer que suffisamment de possibilités d'emploi et de logements sont offertes afin de répondre aux besoins des nouveaux immigrants. Un certain nombre d'entre eux se souvenaient avoir entendu parler de nouveaux immigrants ayant eu du mal à entamer une nouvelle vie au Canada en raison de la difficulté à se trouver un emploi et un logement au sein de leur collectivité.

À la question de savoir s'ils estimaient que le gouvernement du Canada était sur la bonne voie en matière d'immigration, les participants estimant qu'il faisait fausse route étaient à peu près aussi nombreux que ceux dont l'opinion était moins tranchée. Parmi les participants qui étaient d'avis que le gouvernement faisait fausse route, certains se sont dit préoccupés par la demande accrue en matière de logement et par la pression potentielle que pourrait exercer un afflux supplémentaire de nouveaux arrivants sur des secteurs vitaux comme ceux des soins de santé et de l'éducation. La plupart de ces participants s'accordaient pour dire que le taux d'immigration devait être temporairement réduit tant et aussi longtemps que les besoins fondamentaux des personnes vivant déjà au Canada n'auront pas été satisfaits.

Autochtones (Autochtones de centres de moyenne taille et de grands centres de la C.-B.)

Les participants du groupe composé d'Autochtones résidant dans des centres de moyenne taille de la C.-B. ont entamé une discussion portant sur la réconciliation et les progrès réalisés par le gouvernement du Canada en la matière. Lorsqu'on leur a demandé de définir les principales problématiques auxquelles sont confrontés les Autochtones, les participants ont fourni un éventail de réponses. Au nombre de ces dernières figuraient la santé mentale et les dépendances, le manque de programmes récréatifs et culturels destinés aux jeunes autochtones, ainsi que la construction ou la réparation d'infrastructures (systèmes d'eau potable, établissements de soins de santé et écoles) au sein des communautés autochtones.

Lorsqu'on leur a demandé si une réconciliation avec les peuples autochtones avait à leur avis été priorisée par le gouvernement du Canada au cours des dernières années, les participants ont exprimé des avis partagés. S'il était généralement admis que des efforts plus importants avaient été déployés pour sensibiliser aux difficultés particulières que connaissent les peuples autochtones et instaurer un dialogue à ce sujet, la plupart des participants n'estimaient pas que des progrès tangibles avaient été réalisés en ce sens. Au sujet des mesures que le gouvernement fédéral pourrait prendre pour résoudre ces problèmes, les participants étaient d'avis qu'il fallait en faire davantage pour inciter les peuples autochtones à devenir autonomes, en fournissant aux collectivités autochtones les ressources financières et les infrastructures dont elles ont besoin pour bâtir des économies locales autosuffisantes.

En décrivant les indicateurs auxquels ils se fieraient pour déterminer si des progrès ont été réalisés en matière de réconciliation, beaucoup ont dit souhaiter que les Autochtones exercent une plus grande gouvernance de leurs propres collectivités et que des dialogues en tête-à-tête soient instaurés entre le gouvernement fédéral et les différents peuples autochtones. À la question de savoir comment le gouvernement fédéral pourrait améliorer son implication auprès des Autochtones, les participants ont suggéré de faire davantage appel aux organismes et aux centres de bon voisinage administrés par des Autochtones.

Membres de la diaspora caribéenne (centres de taille moyenne et grands centres de l'Ontario)

Les participants du groupe composé de membres de la diaspora caribéenne vivant dans des centres de taille moyenne et de grands centres de l'Ontario ont entamé une brève discussion sur leurs points de vue et leur vécu en tant que Canadiens d'origine caribéenne. Lorsqu'on leur a demandé de nommer les principaux problèmes affectant actuellement la communauté caribéenne au Canada, un certain nombre de participants estimaient qu'il fallait en faire plus pour permettre aux nouveaux immigrants, y compris à ceux issus de pays caribéens, d'obtenir plus facilement un certificat leur permettant de travailler dans leur domaine d'expertise. On estimait également que le gouvernement fédéral pouvait déployer davantage d'efforts pour promouvoir la culture caribéenne et pour mettre en valeur les contributions historiques de Canadiens d'origine caribéenne, et certains participants étaient d'avis que comparativement à d'autres cultures, on portait souvent moins attention à la diaspora caribéenne. Quelques-uns d'entre eux estimaient que le processus d'immigration était plus facile pour les personnes originaires de certaines régions du monde que pour d'autres, et que les Caribéens étaient souvent confrontés à des difficultés à cet égard. Dans le même ordre d'idées, certains participants considéraient que les immigrants originaires de pays des Caraïbes, dont l'anglais constitue la langue officielle, ne devraient pas avoir à se soumettre à un test linguistique et devraient être traités de la même manière que les immigrants originaires d'autres régions anglophones du globe.

Énoncé économique de l'automne (Autochtones de centres de taille moyenne de la C.-B., Nord-du-Québec, membres actifs et vétérans des FAC, sud de l'Alberta, Vancouver, francophones vivant dans les Prairies)

Les participants de six groupes ont participé à une brève discussion portant sur l'Énoncé économique de l'automne (EEA) du gouvernement fédéral publié le 21 novembre 2023. Lorsqu'on leur a demandé

s'ils avaient vu, lu ou entendu quoi que ce soit au sujet de L'EEA, très peu de participants ont répondu par l'affirmative. Après s'être vu fournir de l'information concernant les nombreuses mesures figurant dans l'EEA, les participants se sont livrés à un exercice consistant à déterminer la mesure qui, selon eux, serait la plus susceptible d'aider les Canadiens à l'avenir.

Dans tous les groupes, nombreux étaient les participants ayant choisi l'initiative visant à accroître le financement destiné à la construction d'un plus grand nombre de logements. On était largement d'avis que l'offre de logements devait augmenter de manière significative dans de nombreuses régions du pays et qu'en adoptant cette mesure, le gouvernement fédéral pourrait réaliser des progrès en rendant le logement plus abordable dans l'intérêt d'un plus grand nombre de Canadiens. Plusieurs participants ont également choisi la mesure visant à réprimer les pratiques anticoncurrentielles de grandes entreprises, y compris les grandes chaînes d'épicerie. Les participants estimaient que cette mesure bénéficierait probablement à un maximum de gens et plusieurs d'entre eux avaient l'impression qu'en raison du coût élevé de la vie, de nombreux Canadiens avaient actuellement du mal à joindre les deux bouts.

Un certain nombre de participants ont choisi l'initiative visant à établir une charte hypothécaire canadienne, estimant que cette mesure protégerait le grand nombre de ménages qui, selon eux, seraient négativement impactés au cours des prochaines années et risqueraient de perdre leur logement en raison de l'augmentation substantielle de leurs paiements hypothécaires. Les participants se sont également prononcés en faveur d'investissements plus importants de la part du gouvernement fédéral dans le domaine des technologies de fabrication d'énergie verte au Canada, estimant que cette mesure aurait un impact positif à la fois sur l'économie et dans la lutte contre le changement climatique.

Invités à faire part de leur réaction générale à ces mesures, la plupart des participants estimaient qu'elles constituaient un pas dans la bonne direction. De l'avis général, les mesures les plus importantes sur lesquelles devrait se pencher le gouvernement fédéral sont celles visant à remédier à la crise du logement et au coût de la vie. Quelques participants estimaient toutefois que l'EEA portait sur un trop grand nombre de domaines et qu'une approche plus ciblée reposant sur un plus petit nombre de priorités serait probablement plus efficace.

Économie (Terre-Neuve, Calgariens de 55 ans et plus approchant de la retraite, jeunes adultes de Sherbrooke)

Trois groupes ont pris part à une discussion portant sur l'économie canadienne et sur les mesures et initiatives que devrait, selon eux, privilégier le gouvernement fédéral dans ce domaine. Tous les participants estimaient que l'économie constituait un domaine important sur lequel devait se concentrer le gouvernement fédéral, et nombre d'entre eux étaient d'avis que dans un avenir prévisible, la résolution de problèmes comme ceux de l'inflation et du coût de la vie (jugé élevé) devait constituer une priorité absolue. À la question de savoir ce qui les préoccupait le plus au sujet de l'économie à l'heure actuelle, bon nombre d'entre eux ont décrit ce qu'ils considéraient comme étant une augmentation significative du coût des produits de première nécessité et notamment des produits alimentaires et de l'essence au cours des dernières années, ainsi que ce qu'ils considéraient comme

étant une pénurie généralisée de logements à prix abordables dans de nombreuses régions du pays. Plusieurs participants avaient l'impression que les salaires n'avaient pas augmenté assez rapidement par rapport au coût de la vie et que, par conséquent, un nombre croissant de ménages canadiens éprouvaient aujourd'hui des difficultés financières.

Les participants se sont ensuite livrés à un exercice dans le cadre duquel ils se sont vu présenter plusieurs modèles d'économie et invité à identifier l'approche que le gouvernement du Canada aurait, selon eux, intérêt à adopter. *Une économie qui fonctionne pour tous les Canadiens* a reçu le plus fort soutien de la part des participants, bon nombre d'entre eux estimant qu'il s'agissait de l'approche la plus juste et la plus équitable, et qu'elle profiterait à un maximum de Canadiens. Un plus petit nombre d'entre eux ont choisi *une économie forte* ainsi qu'*une économie durable*, tandis que très peu d'entre eux estimaient que le gouvernement du Canada devrait s'attacher à mettre en place *une économie propre*.

Lorsqu'on leur a demandé s'ils pensaient que le changement climatique avait actuellement une incidence sur l'économie canadienne, presque tous ont répondu par l'affirmative. Pour étayer leurs propos, bon nombre d'entre eux ont mentionné les coûts économiques liés à la reconstruction de collectivités canadiennes au lendemain de catastrophes naturelles et notamment de feux de forêt, de tempêtes de vent et d'inondations de grande ampleur, les dépenses visant à moderniser les bâtiments et les infrastructures pour les rendre plus résistants et plus durables sur le plan environnemental, ainsi que les coûts supplémentaires imposés aux consommateurs en raison d'initiatives fédérales comme la mise en place d'une tarification du carbone. La plupart des participants jugeaient important que le gouvernement fédéral se concentre aujourd'hui à la fois sur la lutte contre le changement climatique et la croissance économique. On estimait que ces domaines étaient indissociables et que, compte tenu des perturbations potentielles à grande échelle liées au changement climatique, il était impossible d'envisager une croissance économique à long terme sans tenir compte de l'environnement.

Emploi (jeunes adultes de Sherbrooke)

Les participants du groupe composé de jeunes adultes vivant à Sherbrooke, au Québec, ont entamé une brève discussion sur le marché actuel de l'emploi. La plupart des participants considéraient la situation sur le marché de l'emploi comme étant relativement défavorable à l'heure actuelle. Les participants s'accordaient à dire que si de nombreuses possibilités d'emploi étaient actuellement offertes dans toute une série de secteurs, peu de ces emplois offraient un salaire vital. On estimait donc que la plupart des demandeurs d'emploi refusaient de postuler ces emplois et qu'ils préféraient attendre des offres d'emplois plus rémunérateurs.

Lorsqu'on leur a demandé s'ils s'attendaient à ce que le marché de l'emploi s'améliore, se dégrade ou demeure inchangée d'ici cinq ans, la plupart des participants étaient d'avis qu'il demeurerait relativement stable. Parmi ces derniers, on estimait que le taux d'emploi au Canada avait connu une longue période de stabilité et qu'il était peu probable que la situation change au cours des cinq prochaines années. Parmi les quelques participants estimant que le marché de l'emploi s'améliorerait, on prévoyait probablement d'assister à une croissance de l'emploi dans des domaines cruciaux comme ceux des soins de santé et de l'éducation, que l'on considérait comme étant actuellement perturbés

par des pénuries de main-d'œuvre et nécessitant des investissements supplémentaires de la part des gouvernements fédéral et provinciaux.

À la question de savoir s'ils pensaient que le gouvernement du Canada était sur la bonne voie pour ce qui est de créer des emplois de qualité au Canada, le nombre de participants estimant qu'il faisait fausse route était à peu près égal à celui des participants dont l'opinion était plus incertaine. Interrogés au sujet des mesures supplémentaires que devrait prendre le gouvernement du Canada dans ce domaine, un certain nombre d'entre eux estimaient qu'il fallait davantage s'attacher à augmenter les salaires afin qu'ils demeurent en phase avec le coût de la vie. Les participants étaient également d'avis qu'il fallait porter plus d'attention à la santé mentale des travailleurs, estimant qu'un grand nombre de Canadiens souffraient actuellement d'épuisement professionnel à un degré ou à un autre.

Régime de pensions du Canada (Calgariens de 55 ans et plus approchant de la retraite, sud de l'Alberta)

Les deux groupes de participants vivant en Alberta ont pris part à une discussion portant sur la retraite et le Régime de pensions du Canada (RPC). Interrogés sur la fréquence à laquelle ils pensaient à leurs projets de retraite, la plupart des participants ont indiqué qu'il s'agissait actuellement d'une priorité importante à leurs yeux. Un grand nombre d'entre eux ont rappelé avoir été confrontés à des difficultés financières au cours des dernières années, et plusieurs se sont dit de plus en plus préoccupés par ce que serait leur situation financière s'ils devaient prendre leur retraite comme prévu. Quelques-uns craignaient ne jamais avoir les moyens de prendre leur retraite. En discutant de mesures particulières qu'ils avaient prises pour planifier leur retraite, un certain nombre d'entre eux ont déclaré avoir eu recours à des programmes d'épargne, dont le régime enregistré d'épargne-retraite (REER) et le compte d'épargne libre d'impôt (CELI).

Bien que tous les participants aient entendu parler du RPC, un certain nombre d'entre eux étaient d'avis que les montants versés dans le cadre de ce programme ne suffiraient pas à répondre à leurs besoins financiers au moment de la retraite et qu'il leur faudrait épargner davantage et trouver d'autres sources de revenus. Lorsqu'on leur a demandé s'ils avaient récemment vu, lu ou entendu quoi que ce soit au sujet du RPC, plusieurs ont mentionné la récente proposition du gouvernement de l'Alberta de se retirer du RPC pour mettre en place son propre régime de pensions provincial. La plupart d'entre eux se sont montrés défavorables à cette proposition, bon nombre d'entre eux craignant de perdre une partie de leur revenu de retraite habituel si le gouvernement provincial devait adopter cette approche. Si quelques participants considéraient comme attrayante l'idée d'un régime de retraite provincial, ceux-ci se sont montrés sceptiques quant au réalisme d'une telle initiative et estimaient qu'il serait extrêmement difficile pour l'Alberta de se retirer du RPC.

Les participants étaient pour la plupart d'avis que la mise en place d'un Régime de pension de l'Alberta (RPA) serait injuste à l'égard des Albertains en ceci qu'il pourrait éventuellement mettre en danger leurs économies de retraite sans apporter d'amélioration réelle par rapport au cadre du RPC actuel. À la question de savoir comment le gouvernement du Canada devait répondre à cette proposition, la plupart des répondants estimaient que ce dernier devait fournir de l'information claire et factuelle

détaillant les raisons pour lesquelles l'instauration d'un RPA aurait pour effet de réduire les perspectives financières des Albertains et de tous les autres Canadiens au moment de leur retraite.

En se focalisant sur le RPC de manière plus générale, on a demandé aux participants s'ils estimaient qu'il valait la peine de verser une cotisation sur une partie de leurs revenus actuels pour bénéficier d'un soutien financier plus tard dans la vie. Presque tous ont répondu par l'affirmative, estimant qu'il s'agissait d'une mesure importante à prendre pour assurer sa sécurité financière à la retraite, même si les montants versés par le RPC ne suffiraient pas à eux seuls à répondre à tous leurs besoins financiers. Informés que depuis 2019, le RPC avait progressivement été amélioré si bien que les travailleurs devaient dès aujourd'hui verser des cotisations un peu plus élevées chaque année pour pouvoir bénéficier de prestations plus substantielles au moment de leur retraite, tous les participants estimaient qu'il s'agissait là d'un pas dans la bonne direction. En raison de l'augmentation du coût de la vie, on était d'avis que les économies de retraite de nombreux particuliers devaient être plus substantielles et que cette mesure du gouvernement du Canada serait utile à ceux qui avaient actuellement du mal à épargner par eux-mêmes en vue de leur retraite.

Logo de la fête du Canada (Ottawa, membres de la diaspora caribéenne de centre de taille moyenne et de grands centres de l'Ontario, jeunes adultes de Sherbrooke, Toronto, Autochtones de centres de taille moyenne de la C.-B., Nord-du-Québec)

Les participants de six groupes ont échangé leurs points de vue au sujet d'une série de concepts visuels élaborés par le gouvernement fédéral pour promouvoir la fête du Canada. Invités à choisir l'approche qui, à leur avis, représentait le mieux la fête du Canada, les participants ont pour la plupart exprimé une préférence pour le concept présentant une multitude de couleurs entourant les contours d'une feuille d'érable. On était d'avis qu'il s'agissait de l'approche la plus festive, la plus inclusive et la plus représentative du caractère multiculturel du Canada, que des efforts considérables avaient été déployés pour concevoir cette approche et qu'elle était beaucoup plus esthétique et attrayante que les autres concepts. Un plus petit nombre de participants ont proposé un concept présentant de nombreuses nuances de rouge se combinant pour former une feuille d'érable plus grande. Les participants estimaient que cette approche se démarquait par une forte utilisation d'éléments canadiens dont la couleur rouge et la feuille d'érable, et un certain nombre d'entre eux se sont dit impressionnés par le caractère complexe du concept.

Mot-symbole du gouvernement du Canada (Ottawa, Nord-du-Québec, sud de l'Alberta, francophones vivant dans les Prairies)

Les participants de quatre groupes ont participé à des discussions portant sur les symboles visuels et les signatures sonores utilisés par le gouvernement fédéral pour s'identifier. La quasi-totalité d'entre eux estimait qu'il était relativement facile de déterminer si une information provenait du gouvernement du Canada. Lorsqu'on leur a demandé comment ils s'y prendraient pour déterminer si les renseignements consultés en ligne, obtenus par correspondance physique ou présentés dans des publicités publiques notamment sur des panneaux d'affichage, à la télévision et à la radio proviennent

du gouvernement du Canada, plusieurs participants avaient l'impression que les communications officielles du gouvernement fédéral étaient souvent accompagnées d'un logo, y compris du mot « Canada » et du drapeau canadien. À la question de savoir comment ils reconnaissaient en général les informations audio du gouvernement fédéral à la télévision ou à la radio, beaucoup se souvenaient de ce qu'ils décrivaient comme un refrain publicitaire qui, d'après eux, accompagnait souvent les communications officielles.

Lorsqu'on leur a montré une image du mot-symbole du gouvernement du Canada, tous les participants l'ont reconnu et un certain nombre d'entre eux ont confirmé qu'il s'agissait du logo qu'ils avaient précédemment décrit. Les participants se souvenaient avoir vu ce mot-symbole sur des sites Web administrés par le gouvernement du Canada, dans la correspondance qu'ils avaient reçue par la poste, dans des publicités télévisées, dans des publicités imprimées et numériques, ainsi que dans les directions physiques d'agences et de ministères fédéraux. Lorsqu'on leur a demandé quelle signification revêtait pour eux ce symbole, la plupart des participants estimaient qu'il servait à indiquer que les renseignements qu'il accompagnait étaient officiels, impartiaux et dignes de confiance. Bon nombre d'entre eux associaient étroitement le mot-symbole au gouvernement du Canada et le considéraient comme étant comparable à une signature employée pour ses communications officielles. À la question de savoir si ce symbole leur inspirait personnellement un quelconque sentiment, plusieurs l'associaient à leur identité en tant que Canadiens, et à la fierté qu'ils éprouvaient pour leur pays. Lorsqu'on leur a demandé si les contenus accompagnés du mot-symbole leur inspiraient en général confiance, la plupart d'entre eux ont répondu par l'affirmative.

Les participants se sont ensuite vu présenter une signature sonore produite par le gouvernement du Canada. Tous ont reconnu cet enregistrement audio, et beaucoup ont indiqué qu'il s'agissait du refrain publicitaire qu'ils avaient précédemment mentionné. Un grand nombre d'entre eux se souvenaient d'avoir entendu cette signature sonore à la suite de publicités télévisées ou radiophoniques, qui était souvent accompagnée d'un message vocal indiquant que la publicité qu'ils venaient de voir ou d'entendre provenait du gouvernement du Canada.

Tarification du carbone (Terre-Neuve)

Les participants résidant à Terre-Neuve ont pris part à une discussion sur le système de tarification du carbone du gouvernement fédéral. À la question de savoir si les effets potentiels du changement climatique les préoccupaient, presque tous ont répondu par l'affirmative. Si la plupart des participants considéraient que l'atténuation des effets du changement climatique devait constituer une priorité absolue du gouvernement du Canada, quelques-uns d'entre eux se sont dit d'un autre avis, estimant que des questions telles que l'inflation, le coût de la vie et ce qu'ils percevaient comme étant une pénurie de logements abordables constituaient des problèmes plus urgents à l'heure actuelle.

Lorsqu'on leur a demandé s'ils avaient eu connaissance du système de tarification du carbone mis en place par le gouvernement du Canada avant cette discussion, seuls quelques participants ont répondu par l'affirmative. Après qu'on leur ait présenté des renseignements sur la tarification fédérale du carbone, si la plupart des participants y étaient favorables, quelques-uns d'entre eux se demandaient s'il s'agissait de la stratégie la plus efficace pour lutter contre le changement climatique. Parmi ces



participants, on estimait qu'au lieu de reverser aux Canadiens les montants collectés dans le cadre de la tarification du carbone par le truchement de paiements de l'Incitatif à agir pour le climat (PIAC), ces fonds devraient plutôt être réinvestis dans des initiatives axées sur la durabilité, telles que le développement de technologies propres et de sources d'énergie renouvelable.

En décrivant les sources d'énergie auxquelles ils avaient recours pour se chauffer, très peu d'entre eux ont mentionné avoir recours à du mazout de chauffage pour ce faire. Après s'être vu informer que le gouvernement du Canada avait récemment annoncé qu'il suspendrait la redevance s'appliquant au mazout de chauffage jusqu'au 1er avril 2027, tous les participants ont réagi positivement. De l'avis général, en prenant cette mesure, le gouvernement fédéral donnerait plus de temps aux ménages envisageant de passer à une autre source de chauffage pour mener à bien leur projet (p. ex. une thermopompe) et leur permettrait de réaliser des économies supplémentaires pour ce faire. À la question de savoir ce qui pourrait encore être fait pour rendre le chauffage domestique plus abordable, on estimait que des mesures devraient être prises pour encourager les immeubles locatifs à installer des systèmes de chauffage à haut rendement énergétique et pour inciter les propriétaires et les sociétés de gestion immobilière à trouver des moyens de réduire les coûts de chauffage de leurs locataires.

Informés qu'à partir d'avril 2024, le gouvernement du Canada doublerait le supplément rural pour les remises sur le prix de la pollution, qui passerait de 10 % à 20 %, la plupart des participants ont estimé que cela aurait un impact positif, et plusieurs personnes vivant en milieu rural s'attendaient à bénéficier personnellement de cette initiative. Lorsqu'on leur a demandé si, en tant qu'approche, la tarification du carbone était, à leur avis, juste à l'égard de résidents de collectivités rurales et de petite taille, plusieurs d'entre eux étaient d'avis qu'elle l'était. Quelques-uns d'entre eux se sont montrés plus incertains, estimant qu'ils avaient besoin de plus de renseignements sur cette question pour déterminer s'il s'agissait d'une approche équitable et si ces remises tiendraient suffisamment compte des coûts énergétiques particuliers que doivent assumer les personnes vivant en milieu rural.

Sécurité communautaire (Toronto)

Les participants résidant à Toronto ont fait part de leurs points de vue sur la sécurité au sein de leur collectivité. Lorsqu'on leur a demandé s'ils s'y sentaient en sécurité, tous ont répondu par l'affirmative. À la question de savoir si le taux de criminalité avait augmenté, diminué ou était resté le même au cours des dernières années au sein de leur collectivité, les participants étaient à peu près aussi nombreux à estimer qu'il avait augmenté que ceux qui considéraient qu'il était resté le même. Parmi ceux qui estimaient que la criminalité avait augmenté, on était d'avis qu'un nombre croissant de Canadiens étaient actuellement aux prises avec des problèmes liés aux dépendances, à la santé mentale et à la pauvreté, et que cette augmentation perçue de l'activité criminelle était en grande partie attribuable au désespoir avec lequel ces personnes commettaient des crimes.

Interrogés sur le rôle que devrait jouer le gouvernement du Canada dans la lutte contre la criminalité, les participants ont souligné la responsabilité qui lui incombait de superviser des organisations comme la Gendarmerie royale du Canada (GRC) et le Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS), ainsi que des domaines particuliers comme ceux du contrôle et de la réglementation des armes à feu.

Pour ce qui est du contrôle des armes à feu plus particulièrement, si peu de participants avaient connaissance de mesures précises prises par le gouvernement fédéral dans ce domaine, un petit nombre d'entre eux se souvenait qu'il avait mis en place un programme de rachat d'armes à feu récemment interdites, ainsi qu'un gel national visant à interdire la vente, l'achat et le transfert d'armes de poing.

Lors d'une discussion sur les mesures supplémentaires que devrait prendre le gouvernement du Canada pour réduire la criminalité, plusieurs participants estimaient qu'il fallait en faire plus pour s'attaquer à ce qu'ils considéraient comme étant les causes profondes de l'activité criminelle, notamment la pauvreté, l'itinérance ainsi que les problèmes liés à la santé mentale et aux dépendances. Au nombre des autres mesures qu'ont proposé les participants figuraient une plus grande obligation redditionnelle et des conditions de libération sous cautionnement plus strictes pour les criminels violents ou les multirécidivistes, ainsi que des investissements accrus dans des programmes communautaires destinés aux jeunes afin d'éviter que ces derniers ne soient attirés par des bandes organisées ou par d'autres activités criminelles.

Forces armées canadiennes (membres actifs et vétérans des FAC de l'est de l'Ontario)

Les participants du groupe composé de militaires actifs et de vétérans résidant dans l'est de l'Ontario ont entamé une discussion portant sur de nombreuses questions auxquelles sont actuellement confrontées les Forces armées canadiennes (FAC). Invités à échanger leurs points de vue sur l'apport des FAC sur la scène nationale et internationale, bon nombre d'entre eux estimaient que la puissance ainsi que l'état de préparation de l'armée canadienne avaient diminué ces derniers temps. Plusieurs d'entre eux avaient l'impression que le budget de la défense nationale avait fait l'objet de nombreuses compressions au cours des dernières années, ce qui avait rendu plus difficile l'entraînement des militaires, l'acquisition d'équipements nécessaires et la participation à des activités militaires et de maintien de la paix sur la scène internationale.

Lorsqu'on leur a demandé d'énumérer les domaines dans lesquels ils estimaient satisfaisante la performance actuelle des FAC, quelques-uns d'entre eux ont fait valoir que l'armée continuait d'offrir aux Canadiens la possibilité de gagner leur vie, de voyager et d'acquérir des compétences et des expériences précieuses tout en contribuant à la protection de leur pays. En décrivant des domaines précis relatifs aux FAC dans lesquels ils estimaient qu'il y avait matière à amélioration, les participants ont recensé toute une série de problématiques. Au nombre de celles-ci figuraient la qualité de l'équipement utilisé par les membres des FAC, les difficultés perçues en matière de recrutement et l'opinion selon laquelle le leadership des FAC était trop concentré dans les rangs supérieurs.

Tous les participants estimaient que le gouvernement du Canada faisait actuellement fausse route dans sa prise en compte des priorités les plus importantes des FAC. Invités à préciser les enjeux les plus importants auxquels sont confrontées les FAC et auxquels ces dernières doivent s'attaquer en priorité, plusieurs ont rappelé la nécessité d'augmenter le financement et les ressources dans tous les secteurs des forces armées. Quelques-uns d'entre eux estimaient que l'on pourrait en faire davantage pour apporter un meilleur soutien aux familles de militaires, en veillant notamment à ce que ces

dernières soient relogées ensemble et à ce que tous les membres des forces armées aient accès à des services et notamment à des médecins de famille et à des dentistes.

En abordant plus particulièrement la question du logement pour les membres actuels et anciens des FAC, nombre d'entre eux ont déclaré avoir été confrontés à des difficultés liées à l'achat d'une maison dans les collectivités où ils avaient été en poste. On estimait que le gouvernement fédéral et les FAC pourraient en faire beaucoup plus pour construire davantage de logements destinés aux militaires et pour subventionner le coût du logement de tous les membres de l'armée. À la question de savoir si, pour les vétérans des FAC, l'itinérance constituait un enjeu majeur, bien que certains participants aient entendu dire qu'il s'agissait d'un problème, aucun d'entre eux n'a déclaré avoir personnellement connu des vétérans ayant vécu une telle situation. La plupart des participants s'accordaient à dire qu'il fallait en faire davantage pour régler les problèmes de santé mentale auxquels sont confrontés des vétérans, estimant que bon nombre des problèmes auxquels sont confrontés les militaires lorsqu'ils quittent les forces armées découlent principalement d'un syndrome de stress post-traumatique non résolu et d'autres problèmes de nature psychologique.

Sentiment du public (Membres de la diaspora caribéenne de centres de taille moyenne et de grands centres de l'Ontario)

Les participants d'un groupe composé de membres de la diaspora caribéenne résidant dans les centres de taille moyenne et les grands centres de l'Ontario ont brièvement échangé leurs points de vue sur leur avenir au Canada, ainsi que sur le caractère inclusif de la société canadienne. Lorsqu'on leur a demandé ce qui les rendait optimistes concernant leur avenir au Canada, plusieurs d'entre eux ont mentionné ce qu'ils percevaient comme étant un sentiment de sécurité ainsi que la protection des libertés individuelles et la possibilité de célébrer leur culture sans subir de discrimination. En abordant les enjeux qui les préoccupaient le plus concernant leur avenir au Canada, plusieurs participants ont mentionné des questions liées à la hausse du coût de la vie et à ce qu'ils percevaient comme étant une pénurie de logements abordables à l'échelle du pays.

Invités à décrire la situation en matière de diversité, d'équité et d'inclusion au Canada, les participants ont pour la plupart formulé des commentaires positifs. La plupart d'entre eux ont déclaré se sentir bien accueillis au sein de leur collectivité et estimaient que le gouvernement fédéral s'était résolument attaché à assurer la protection et la promotion des différentes cultures et origines au Canada. Quelques-uns d'entre eux étaient d'un avis quelque peu différent, estimant que même si le Canada était en général un endroit inclusif et accueillant, certaines minorités visibles étaient encore traitées différemment dans certaines parties du pays et qu'il y avait encore des progrès à faire à cet égard.

Opioides (Vancouver)

Les participants résidant à Vancouver ont fait part de leurs points de vue sur les dépendances et la consommation d'opioïdes au sein de leur collectivité. Tous estimaient que la dépendance aux opioïdes constituait un problème très préoccupant à Vancouver et considéraient que ce problème s'était

considérablement aggravé ces dernières années. Lorsqu'on leur a demandé s'ils pensaient que la situation s'améliorerait dans les années à venir, aucun n'a répondu par l'affirmative.

À la question de savoir s'ils se souvenaient de mesures prises par le gouvernement du Canada pour lutter contre la dépendance aux opioïdes dans leur région, les participants ont rappelé de nombreuses initiatives axées sur la réduction des méfaits liés à cette dépendance. Au nombre de celles-ci, la suppression des sanctions pénales pour la possession de petites quantités de certaines substances illégales en Colombie-Britannique, le financement et la création de sites de consommation sûrs, et la garantie d'un approvisionnement sécuritaire pour les personnes aux prises avec une dépendance. Aucun d'entre eux ne voyait ces efforts d'un œil positif, estimant qu'ils avaient profité aux personnes luttant contre la dépendance en augmentant leur accès aux opioïdes et en supprimant les conséquences de la possession et de l'utilisation de ces substances. Lorsqu'on leur a demandé s'ils estimaient qu'il était important que les personnes luttant contre la dépendance aient accès à des sites d'approvisionnement et de consommation sûrs, la plupart des participants estimaient que les ressources actuellement allouées à ces programmes devraient plutôt être consacrées à ce que les participants considéraient comme étant des solutions à plus long terme, soit le traitement, la réadaptation et la désintoxication.

Après s'être vu informer que le gouvernement du Canada avait accordé une exemption à la *Loi réglementant certaines drogues et autres substances* afin de supprimer les sanctions pénales en cas de possession d'un maximum de 2,5 grammes de certaines drogues illégales en Colombie-Britannique, tous les participants estimaient qu'il s'agissait là d'un pas dans la mauvaise direction. De l'avis général, la consommation d'opioïdes a augmenté dans la province à la suite de l'annonce de cette exemption. À la question de savoir ce qu'ils souhaiteraient que le gouvernement du Canada fasse d'autre pour remédier à ce problème, tous les participants ont réitéré leur souhait de voir augmenter le financement de centres de traitement. Un petit nombre d'entre eux estimait que le gouvernement fédéral devait apporter une aide supplémentaire aux membres des familles de personnes aux prises avec une dépendance, y compris l'aide financière nécessaire pour qu'ils puissent s'absenter de leur travail afin de soutenir les membres de leur famille confrontés à de tels problèmes ou en cours de traitement.

Protection et promotion de la langue française (francophones vivant dans les Prairies)

Les participants du groupe composé de francophones vivant dans les Prairies ont entamé une discussion portant sur la protection et la promotion de la langue française au Canada. Lorsqu'on leur a demandé si la promotion et la protection de la langue française devaient à leur avis constituer une priorité du gouvernement fédéral, tous les participants ont répondu par l'affirmative. Plusieurs d'entre eux estimaient toutefois qu'il était également important de promouvoir le bilinguisme, estimant que le fait de se concentrer uniquement sur la promotion de la langue française pourrait nuire à la capacité des francophones à communiquer et à s'associer avec d'autres Canadiens.

À la question de savoir s'ils étaient au courant de mesures prises par le gouvernement du Canada visant à protéger et à promouvoir la langue française, une série d'initiatives ont été rappelées. Au nombre de celles-ci figuraient la publication du Plan d'action pour les langues officielles du gouvernement du Canada, la mise à disposition de ressources en français destinées aux étudiants et

aux immigrants, et l'offre de programmes linguistiques gratuits dans certains collèges et universités de la région.

En s'intéressant plus particulièrement au Plan d'action pour les langues officielles du gouvernement du Canada, les participants se sont vu remettre de l'information sur les principaux objectifs et mesures que renferme le plan. Dans l'ensemble, tous les participants ont favorablement accueilli ces initiatives, estimant qu'elles apporteraient une aide considérable aux francophones du pays, et en particulier aux francophones hors Québec. À la question de savoir quelle mesure contribuerait le plus, selon eux, à promouvoir et à protéger la langue française, bon nombre de participants ont mentionné des mesures visant à accroître les investissements consacrés aux services de garde d'enfants et aux ressources éducatives offerts en français. De l'avis général, ces mesures sont essentielles pour assurer la pérennité de la langue française au sein de la prochaine génération de francophones au Canada.

En discutant d'autres mesures que pourrait prendre le gouvernement du Canada pour promouvoir et protéger la langue française, les participants ont suggéré d'offrir des cours de français gratuits en ligne aux anglophones désireux d'apprendre le français, d'accroître la disponibilité des services fédéraux en français et d'exiger une signalisation routière bilingue dans toutes les provinces et tous les territoires du Canada.



THE
**STRATEGIC
COUNSEL**

COMPLÉMENT D'INFORMATION

The Strategic Counsel

Numéro de contrat : CW2241412

Date d'attribution du contrat : 19 décembre 2022

Valeur du contrat : 814 741,30 \$

Résultats détaillés

Chronologie des annonces en novembre 2023

Afin de mieux situer les discussions de groupe dans le contexte des principaux événements survenus au cours de ce mois, nous vous présentons ci-après un bref résumé du mois de novembre 2023.

- Du 1er au 7 novembre
 - Le 1er novembre. Le gouvernement du Canada annonce son plan de stabilisation de l'immigration en accueillant et en retenant 500 000 résidents permanents d'ici à 2026.
 - Le 3 novembre. Les gouvernements du Canada et de la Colombie-Britannique ainsi que le First Nations Leadership Council (FNLC) annoncent l'adoption d'une entente tripartite axée sur la conservation de l'environnement et la protection de la biodiversité en Colombie-Britannique. En appui à ce projet, le gouvernement annonce un investissement de 500 millions de dollars sur toute la durée de l'entente.
 - Le 6 novembre. Le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) annonce prendre des mesures visant à augmenter la concurrence et rendre les services Internet plus abordables dans l'intérêt de plus de 5 millions de ménages canadiens, notamment en exigeant des grandes entreprises de télécommunications qu'elles permettent à de plus petits concurrents d'utiliser leurs infrastructures en Ontario et au Québec.
 - Le 7 novembre. Le gouvernement du Canada annonce la construction de plus de 2 800 logements sur six terrains excédentaires fédéraux à Calgary, Edmonton, St. John's et Ottawa.
 - [Groupe de discussion avec des membres de la population générale d'Ottawa \(7 novembre 2023\).](#)
- Du 8 au 14 novembre.
 - [Groupe de discussion avec des membres de la population de Terre-Neuve \(8 novembre 2023\).](#)
 - [Groupe de discussion avec des Calgariens âgés de 55 ans et plus approchant de la retraite \(9 novembre 2023\).](#)
 - Le 14 novembre. Le gouvernement du Canada annonce un investissement de 1,2 milliard de dollars pour la construction de plus de 2 600 nouveaux logements locatifs à Toronto.
 - Le 14 novembre. Le Bureau de la concurrence obtient une ordonnance judiciaire pour faire avancer une enquête civile sur un possible comportement anticoncurrentiel de la part d'Applied Systems inc. et de ses sociétés affiliées.
 - [Groupe de discussion avec des membres de la diaspora caribéenne de l'Ontario \(14 novembre 2023\).](#)
- Du 15 au 21 novembre.
 - Le 15 novembre. Le gouvernement du Canada, le gouvernement de la Nouvelle-Écosse et la municipalité régionale de Cap-Breton annoncent un investissement de 54 millions de

dollars pour l'amélioration des installations de transport en commun et l'introduction d'autobus électriques dans la région.

- Le 15 novembre. Le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec annoncent un investissement conjoint de 57 millions de dollars pour la couverture cellulaire de la région Eeyou Istchee Baie-James.
- Le 15 novembre. Le gouvernement du Canada annonce qu'il engage des fonds pour traiter la présence de substances poly- et perfluoroalkylées (SPFA) dans l'eau distribuée par le réseau d'aqueduc municipal de la Ville de Saguenay, au Québec.
- Le 15 novembre. Le gouvernement du Canada annonce un investissement de 131 millions de dollars à la base militaire de Bagotville, au Québec.
- Le 15 novembre. Le gouvernement du Canada annonce un investissement de 14 millions de dollars en appui à dix projets communautaires visant à combattre les infections transmissibles sexuellement et par le sang.
- [Groupe de discussion avec de jeunes adultes âgés de 18 à 24 résidant à Sherbrooke \(15 novembre 2023\).](#)
- [Groupe de discussion avec des membres de la population générale de Toronto \(16 novembre 2023\).](#)
- Le 17 novembre. Le gouvernement du Canada et le gouvernement de la Colombie-Britannique annoncent un investissement conjoint de 89,6 millions de dollars pour la modernisation de deux ponts franchissant la rivière Kicking Horse, afin de rendre ces derniers plus résistants aux impacts du changement climatique, dans l'intérêt des collectivités du sud-est de la Colombie-Britannique.
- Le 17 novembre. Le gouvernement du Canada annonce un investissement de 31,1 millions de dollars pour la modernisation des infrastructures de transport en commun à Port Coquitlam, en Colombie-Britannique.
- Le 17 novembre. Le gouvernement du Canada annonce un investissement de 180 millions pour l'achat de 47 nouveaux tramways destinés à la Ville de Toronto.
- Le 20 novembre. Le gouvernement du Canada annonce un investissement de 72,9 millions de dollars pour aider les Albertains à améliorer leurs compétences et à trouver de l'emploi sur le marché du travail actuel.
- Le 20 novembre. Le gouvernement du Canada annonce le lancement d'un nouveau processus consultatif autochtone visant à mettre en œuvre des réformes de la *Loi sur les Indiens*.
- Le 21 novembre. Le gouvernement du Canada publie son Énoncé économique de l'automne (EEA) renfermant une évaluation de la situation économique du pays et des renseignements sur ses plans pour l'avenir, dont l'annonce d'un Plan d'action en habitation, des aides destinées aux Canadiens de la classe moyenne ainsi que d'autres initiatives.
- [Groupe de discussion avec des Autochtones résidant en Colombie-Britannique \(21 novembre 2023\).](#)

- Du 22 au 28 novembre
 - Le 22 novembre. Le gouvernement d'Israël et le Hamas annoncent un accord de cessez-le-feu temporaire de quatre jours pour permettre la libération d'otages et augmenter l'apport en aide humanitaire.
 - [Groupe de discussion avec des membres de la population générale du Nord-du-Québec \(22 novembre 2023\).](#)
 - [Groupe de discussion avec des membres actifs et des vétérans des Forces armées canadiennes de l'est de l'Ontario \(23 novembre 2023\).](#)
 - Le 24 novembre. Quatorze otages israéliens sont libérés, dont une famille de quatre personnes ayant des liens avec des résidents de Toronto.
 - Le 27 novembre. Le gouvernement d'Israël et le Hamas annoncent avoir prolongé leur cessez-le-feu de deux jours.
 - [Groupe de discussion avec des membres de la population générale du sud de l'Alberta \(27 novembre 2023\).](#)
 - Le 28 novembre. Le gouvernement du Canada présente un projet de loi pour entamer la mise en application des mesures annoncées dans l'EEA, notamment en modifiant la *Loi sur la concurrence* afin de stabiliser les prix et en s'appuyant sur les mesures prévues en vertu de la *Loi sur le logement et l'épicerie à prix abordable* (projet de loi C-56).
 - Le 28 novembre. Quatre-vingt-cinq (85) des 240 otages enlevés en Israël le 7 octobre 2023 par le Hamas et d'autres organisations terroristes dans la bande de Gaza sont libérés, dont la plupart sont des femmes et des enfants.
 - Le 28 novembre. Le gouvernement du Canada annonce une aide humanitaire supplémentaire de 16,4 millions de dollars pour faire face à la crise actuelle dans la bande de Gaza, en Cisjordanie et dans d'autres régions avoisinantes.
 - [Groupe de discussion avec des membres de la population générale de Vancouver \(28 novembre 2023\).](#)
 - Le 29 novembre. Le gouvernement du Canada annonce être parvenu à un accord avec Google pour établir un cadre réglementaire qui permettrait à Google de partager des actualités canadiennes en ligne en contrepartie d'une indemnisation de l'ordre de 100 millions de dollars en paiements annuels aux organes de presse basés au Canada.
 - [Groupe de discussion avec des francophones vivant dans les Prairies \(29 novembre 2023\).](#)
 - Le 30 novembre. Le gouvernement d'Israël et le Hamas annoncent avoir prolongé leur cessez-le-feu de 24 heures afin de permettre la libération d'autres otages et de poursuivre l'acheminement de l'aide humanitaire.

Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux)

Au début de chaque rencontre, les participants ont été interrogés sur ce qu'ils avaient vu, lu ou entendu à propos du gouvernement du Canada au cours des derniers jours. Un vaste éventail d'annonces et d'initiatives ont été rappelées, dont les suivantes :

- La tenue de réunions entre des fonctionnaires fédéraux et des dirigeants de grandes chaînes d'alimentation afin de discuter des moyens de stabiliser les prix des produits d'épicerie et de rendre plus abordable le prix des aliments dans l'intérêt des Canadiens;
- Une annonce du gouvernement fédéral selon laquelle ce dernier suspend temporairement l'application de la redevance sur les combustibles pour les livraisons de mazout de chauffage dans toutes les provinces et tous les territoires où la redevance s'applique, et ce, à compter du 9 novembre. Plusieurs participants étaient d'avis que cette exemption devrait être élargie afin d'inclure toutes les formes de chauffage domestique;
- La publication de l'Énoncé économique de l'automne (EEA) du gouvernement du Canada le 21 novembre 2023 et l'annonce d'une série de nouvelles mesures visant à remédier aux problèmes liés au logement et au coût de la vie perçu comme étant élevé à l'heure actuelle;
- Une annonce du gouvernement fédéral selon laquelle il entend abolir la taxe sur les produits et services (TPS) pour la construction de nouveaux logements locatifs dans le but d'augmenter à long terme l'offre de logements de ce type sur l'ensemble du territoire canadien;
- L'annonce d'un investissement supplémentaire d'un milliard de dollars pour le Fonds pour le logement abordable en appui aux fournisseurs de logements sans but lucratif, coopératifs et sociaux en vue de construire plus de 7 000 logements d'ici 2028;
- L'annonce, le 29 novembre 2023, d'une entente conclue entre le gouvernement du Canada et Google pour établir un cadre réglementaire qui permettrait à Google de continuer à publier des nouvelles d'actualité canadiennes en ligne en contrepartie d'une indemnisation de l'ordre de 100 millions de dollars en paiements annuels aux organes d'information basés au Canada.

Les participants ont également rappelé certaines initiatives du gouvernement du Canada sur la scène internationale. Au nombre de celles-ci figuraient :

- La fourniture d'une aide humanitaire continue à la population d'Israël, de la bande de Gaza et de Cisjordanie, touchée par les attaques menées par l'organisation terroriste Hamas contre des civils israéliens le 7 octobre 2023 et par la riposte militaire israélienne qui s'en est suivie. Un certain nombre de participants se souvenaient avoir entendu parler des efforts déployés par le gouvernement du Canada pour évacuer les Canadiens bloqués dans la région à la suite des attaques;
- Les tensions en cours entre le Canada et l'Inde faisant suite à l'annonce par le gouvernement fédéral selon laquelle les agences de sécurité canadiennes étaient en possession de renseignements établissant un lien potentiel entre des agents du gouvernement indien et le

meurtre, en juin 2023, d'un citoyen canadien à Surrey, en Colombie-Britannique (C.-B.). Un certain nombre de participants ont indiqué avoir appris que de nombreux membres du corps diplomatique canadien avaient été rappelés d'Inde au cours des derniers mois à la suite d'une communication officielle du gouvernement indien indiquant son intention de lever unilatéralement leur immunité diplomatique.

Une question complémentaire a été posée au groupe composé de membres de la diaspora caribéenne résidant en Ontario à savoir s'ils avaient vu, lu ou entendu quoi que ce soit au sujet de l'accueil, par le gouvernement du Canada, de dirigeants caribéens dans le cadre du sommet Canada-Communauté des Caraïbes (CARICOM), qui s'est tenu à Ottawa du 17 au 19 octobre 2023. Seuls quelques participants avaient entendu parler de ce sommet, et aucun d'entre eux ne se souvenait de détails précis à son sujet. À la question de savoir comment ils décriraient la façon dont le gouvernement fédéral gère ses relations avec les pays des Caraïbes, les participants ont exprimé des avis partagés. Si plusieurs d'entre eux avaient le sentiment que le gouvernement du Canada avait entretenu des relations positives avec la plupart des pays des Caraïbes, ils estimaient que les Canadiens n'étaient guère au courant des actions et des initiatives prises par le gouvernement à cet égard et qu'il fallait en faire davantage pour faire connaître ces efforts à l'avenir.

Priorités et performance du gouvernement du Canada (Ottawa, Terre-Neuve, Calgariens de 55 ans et plus approchant de la retraite, membres de la diaspora caribéenne de centres de moyenne taille et de grands centres de l'Ontario, jeunes adultes vivant à Sherbrooke, Toronto, Nord-du-Québec, Autochtones de centres de taille moyenne de la C.-B., membres actifs et vétérans des FAC de l'est de l'Ontario, Vancouver, francophones vivant dans les Prairies)

Les participants de tous les groupes ont pris part à des discussions portant sur les enjeux auxquels les Canadiens sont actuellement confrontés et sur leurs points de vue concernant la gestion du gouvernement fédéral quant à ces priorités. Les participants ont été invités à définir les domaines dans lesquels ils estimaient satisfaisante la performance du gouvernement du Canada et ceux dans lesquels

ils estimaient qu'il y avait matière à amélioration. Ces derniers ont formulé des points de vue à la fois positifs et négatifs concernant un certain nombre d'enjeux. Au nombre de ces derniers figuraient :

- Les soins de santé — si certains ont parlé en termes positifs de ce qu'ils considéraient comme étant la couverture universelle des soins de santé au Canada et l'accessibilité financière à de tels soins, beaucoup ont exprimé des préoccupations concernant ce qu'ils percevaient comme étant une pénurie de travailleurs de la santé, et notamment de médecins et d'infirmières, dans de nombreuses régions du pays. Dans le même ordre d'idées, on était d'avis qu'il fallait en faire plus pour que les médecins aient davantage de facilité à exercer leur profession sans être obligés de détenir une licence pour chaque province ou territoire. Un certain nombre de participants estimaient en outre que des mesures devaient être prises par le gouvernement fédéral pour rationaliser le processus de reconnaissance des titres de compétences des travailleurs formés à l'étranger;
- L'immigration — bien qu'un certain nombre de participants considéraient que l'augmentation du taux d'immigration au cours des dernières années finirait par être avantageuse pour l'économie canadienne, plusieurs d'entre eux estimaient qu'il fallait en faire plus pour s'assurer de disposer d'infrastructures et de services en quantité suffisante (p. ex., des hôpitaux et des écoles) pour répondre à la croissance démographique. Quelques participants estimaient que des mesures devaient être prises pour inciter les immigrants à s'établir aux quatre coins du pays, et étaient d'avis qu'une vaste portion de nouveaux arrivants s'était concentrée dans de grands centres urbains et notamment à Toronto, Montréal et Vancouver;
- Le changement climatique et l'environnement — plusieurs participants s'accordaient à dire que le changement climatique devait constituer une préoccupation majeure pour le gouvernement fédéral et estimaient que ce dernier avait pris de nombreuses mesures pour en atténuer les effets au cours des dernières années. Quelques-uns d'entre eux étaient d'un autre avis et considéraient que, compte tenu de l'ampleur potentielle des menaces posées par le changement climatique, des mesures plus urgentes devaient être prises pour en atténuer les effets. Ces participants estimaient que le gouvernement du Canada devait en faire davantage pour respecter les engagements qu'il a pris dans le cadre d'initiatives internationales sur le climat et notamment de l'Accord de Paris;
- La réconciliation — si on estimait qu'une plus grande attention avait été accordée à la réconciliation ces dernières années, plusieurs participants étaient toutefois d'avis que cela n'avait guère donné lieu à des progrès tangibles pour ce qui est d'améliorer les conditions de vie des populations autochtones du Canada. Certains participants estimaient que le gouvernement du Canada devait davantage veiller à ce que toutes les communautés autochtones aient accès à des éléments de première nécessité et notamment à de l'eau potable, à des denrées alimentaires et à des logements abordables, ainsi qu'à des services de soins de santé (y compris pour des problèmes liés à la santé mentale et aux dépendances);
- Sécurité nationale — un certain nombre de participants avaient le sentiment que la vie au Canada était relativement sûre par rapport à d'autres pays et que le gouvernement fédéral s'était montré efficace dans ses efforts pour protéger les Canadiens, tant sur le territoire national qu'à l'étranger. D'autres participants se sont dit préoccupés par le manque de

ressources allouées à la défense nationale, y compris aux Forces armées canadiennes (FAC). Quelques-uns d'entre eux estimaient qu'il fallait redoubler d'efforts pour sécuriser des régions comme le Nord canadien, qui, selon eux, pourraient être de plus en plus menacées au cours des prochaines décennies.

Les participants ont également recensé un certain nombre de domaines dans lesquels ils estimaient que la performance du gouvernement du Canada avait été satisfaisante, à savoir :

- Soutiens destinés aux Canadiens — plusieurs participants estimaient que le gouvernement fédéral avait fait preuve d'efficacité quant à sa mise en place d'un large éventail de mesures de soutien et de prestations pour les Canadiens. Au nombre des programmes expressément mentionnés par les participants figuraient l'Allocation canadienne pour enfants (ACE), la Prestation dentaire canadienne (PDC), des mécanismes de soutien aux personnes âgées comme le Régime de pensions du Canada (RPC) et la Sécurité de la vieillesse (SV), ainsi qu'une aide financière destinée aux personnes vivant avec un handicap. Les participants ont également mentionné des mesures prises ces dernières années qui, au bénéfice des familles canadiennes, ont rendu les services de garde d'enfants plus abordables, notamment la mise en œuvre de programmes de garde d'enfants à 10 dollars par jour (en moyenne) dans de nombreuses régions du pays;
- Diversité et inclusion — bon nombre de participants considéraient que le gouvernement fédéral avait fait du bon travail en matière de protection et de promotion de la diversité et du multiculturalisme partout au Canada. Plusieurs d'entre eux estimaient qu'il avait fait preuve de diligence au cours des dernières années pour défendre les droits de groupes marginalisés et notamment ceux des Canadiens racialisés, des personnes vivant avec un handicap et des personnes 2ELGBTQI+. De l'avis général, le Canada est une terre d'accueil pour les immigrants de toutes les régions du monde, y compris pour ceux qui cherchent à fuir les conflits qui font rage dans leur pays d'origine;
- Aide internationale — Un certain nombre de participants estimaient que le gouvernement du Canada avait fourni un soutien militaire et financier efficace à l'Ukraine dans le cadre de ses efforts pour se défendre contre l'invasion de son territoire par la Russie, ainsi qu'une aide humanitaire à ceux qui, en Israël, dans la bande de Gaza et en Cisjordanie, ont été touchés par le conflit sévissant dans leur région.

Les participants ont également mentionné un certain nombre de domaines dans lesquels le gouvernement du Canada pouvait s'améliorer. Au nombre de ceux-ci figuraient :

- Le logement — plusieurs participants considéraient que le logement constituait actuellement un problème de taille et que le coût de la vie avait considérablement augmenté au cours des dernières années. Outre ce qu'ils considéraient comme étant un manque généralisé de logements abordables, les participants ont mentionné tout un éventail de problématiques supplémentaires en matière de logement. Ces dernières comprenaient ce qu'ils percevaient



comme étant une hausse du taux d'itinérance au sein de leurs collectivités, la difficulté qu'ont les propriétaires à assumer leurs paiements hypothécaires en raison des taux d'intérêt à la hausse, ainsi que la crainte de voir augmenter la demande en matière de logement dans les années à venir en raison d'une augmentation des taux d'immigration;

- Le coût de la vie — plusieurs participants étaient d'avis que les prix avaient considérablement augmenté dans un large éventail de secteurs au cours des dernières années, y compris ceux des produits de première nécessité et notamment les produits d'épicerie et l'essence. On estimait que pour les Canadiens, la vie en général était devenue moins abordable et que de nombreux ménages avaient du mal à joindre les deux bouts. Quelques participants estimaient que l'augmentation des dépenses publiques au cours de la pandémie de COVID-19 avait fortement contribué à l'inflation et que le gouvernement fédéral devait en faire davantage pour parvenir à un équilibre budgétaire. Un certain nombre d'entre eux étaient d'avis qu'il fallait également davantage s'attacher à fournir une aide financière aux Canadiens à revenus faibles et moyens qui peinent à faire face au coût de la vie, ainsi qu'à réduire temporairement les impôts pour venir en aide aux personnes éprouvant des difficultés financières;
- La santé mentale et les dépendances — certains participants étaient d'avis qu'un nombre croissant de Canadiens avaient été impactés par des problèmes liés à la santé mentale et à la dépendance au cours des dernières années, et que les ressources dont on dispose pour venir en aide à ces personnes sont actuellement bien insuffisantes. Certains de ces participants estimaient que la santé mentale et les dépendances devaient constituer une priorité absolue du gouvernement du Canada à l'avenir et que des investissements plus importants étaient nécessaires dans ce domaine.

Invités à cerner ce qu'ils considéraient comme étant les principaux enjeux auxquels le gouvernement fédéral devrait accorder la priorité, de nombreux participants ont de nouveau mentionné la nécessité de rendre le logement plus abordable dans l'intérêt des Canadiens et de prendre des mesures visant à réduire l'inflation et le coût de la vie. Plusieurs d'entre eux ont désigné les soins de santé comme priorité absolue et étaient d'avis que des mesures urgentes devaient être prises pour remédier aux pénuries de travailleurs, aux longs temps d'attente avant de pouvoir recevoir des soins primaires et d'urgence et à ce qu'ils percevaient comme étant un accès insuffisant à des ressources en santé mentale au détriment des Canadiens. Un certain nombre de participants considéraient également le changement climatique et l'environnement comme étant une priorité absolue, estimant qu'il fallait davantage se focaliser sur le développement de sources d'énergie renouvelable et de technologies propres. Parmi les autres domaines prioritaires mentionnés par les participants figuraient la réconciliation avec les peuples autochtones, l'augmentation des fonds alloués à l'éducation et à la formation des enseignants, le renforcement des soutiens apportés aux personnes âgées et la réduction des dépenses fédérales dans l'objectif de parvenir à un équilibre budgétaire.

Logement (Ottawa, Toronto, Vancouver)

Les participants de trois groupes ont entamé une discussion portant sur la situation du logement au sein de leurs collectivités respectives. À la question de savoir si le logement constituait une priorité importante sur laquelle devait se focaliser le gouvernement du Canada, tous les participants ont répondu par l'affirmative et bon nombre d'entre eux étaient d'avis qu'il s'agissait d'un enjeu hautement prioritaire à l'heure actuelle. La quasi-totalité d'entre eux estimait que la situation du logement au sein de leurs collectivités s'était détériorée au cours des dernières années. De l'avis général, le coût des logements a fortement augmenté au cours des dernières années, tant au détriment d'acheteurs éventuels d'une propriété qu'à celui des locataires, et que c'était la raison pour laquelle il était de plus en plus difficile pour des Canadiens à revenu faible ou moyen de se procurer un logement sûr et abordable dans leurs régions respectives. Plusieurs participants étaient d'avis que l'augmentation du coût des logements avait contribué de manière significative à ce qu'ils percevaient comme étant une hausse du taux d'itinérance dans leur région. Les participants se sont dit préoccupés par le fait que l'accès à la propriété devenait hors de portée pour un nombre croissant de particuliers, et certains d'entre eux se demandaient s'ils pourraient un jour se permettre l'achat d'une propriété. Quelques-uns d'entre eux avaient en outre le sentiment qu'en raison de l'augmentation du coût du logement, un plus grand nombre de Canadiens vivaient désormais en colocation ou constituaient des ménages multigénérationnels afin de réduire leurs dépenses. En évoquant d'autres facteurs ayant eu un impact négatif sur la situation du logement au sein de leurs collectivités, les participants ont mentionné des problèmes liés à ce qu'ils percevaient comme étant la prédominance grandissante des sociétés de location à court terme (notamment d'Airbnb et de Vrbo) qui, selon eux, avaient entraîné une diminution de l'offre de logements loués à long terme. Quelques-uns d'entre eux se sont dit préoccupés par la hausse des taux d'immigration, qui, selon eux, avait encore exacerbé la demande de logements dans les grands centres et notamment à Toronto, à Vancouver et à Ottawa.

Très peu de participants ont déclaré avoir vu, lu ou entendu quoi que ce soit au sujet de mesures ou d'initiatives récemment prises par le gouvernement du Canada en matière de logement. À la question de savoir s'ils avaient eu connaissance d'une initiative du gouvernement fédéral visant à octroyer un financement supplémentaire aux municipalités s'engageant à alléger leurs formalités administratives afin de permettre la construction d'un plus grand nombre de logements, aucun participant n'a répondu par l'affirmative. Lorsqu'on leur a demandé s'ils appuyaient une telle mesure, plusieurs participants ont répondu par l'affirmative, estimant que cela contribuerait à augmenter l'offre de logements au sein de leur collectivité. Un certain nombre d'entre eux ont toutefois interprété cette mesure comme une suppression des règlements existants en matière de logement et ont dit craindre qu'elle n'ait un impact négatif sur les collectivités et sur l'environnement. De l'avis général, le gouvernement fédéral devrait assurer une supervision rigoureuse afin de garantir que les fonds supplémentaires accordés à ces collectivités soient consacrés à la construction de logements abordables susceptibles de profiter concrètement à des familles à revenus faibles ou moyens, plutôt qu'à des logements de luxe ou à l'augmentation des frais exigés par les promoteurs immobiliers.

Lorsqu'on leur a demandé ce que le terme « densification » évoquait dans leur esprit, plusieurs d'entre eux estimaient qu'il désignait un ensemble de stratégies visant à augmenter le nombre de personnes vivant dans une zone donnée et qu'il impliquait la construction de complexes d'habitation plutôt que

de maisons unifamiliales. Certains d'entre eux associaient à ce concept des connotations plus négatives, estimant que toute densification entraînait généralement une augmentation des embouteillages, une hausse de la demande dans des domaines clés comme ceux des soins de santé et de l'éducation, ainsi que l'embourgeoisement de quartiers existants. En guise d'éclaircissements, les participants se sont vu expliquer que la densification désignait le processus visant à augmenter le nombre de logements dans une zone donnée, généralement en construisant davantage de logements ou en agrandissant les structures existantes. À la question de savoir s'ils pensaient que des efforts plus importants devraient être déployés pour promouvoir et faciliter une densification des grands centres urbains du Canada, seuls quelques participants se sont prononcés en faveur d'une telle mesure. Plusieurs d'entre eux doutaient que l'impact d'une densification s'avère globalement positif, et un certain nombre d'entre eux se sont dit préoccupés par l'augmentation des embouteillages et du trafic, ainsi que par la pression accrue à laquelle sont soumis les services essentiels. Les participants craignaient également qu'une densification accrue n'entraîne une réduction des espaces verts dans les villes, ce qui, par le fait même, aurait pour effet de réduire les possibilités de loisirs en plein air offertes aux citoyens. Parmi le petit nombre de participants favorables à une densification accrue, certains estimaient que la poursuite de cette stratégie, en misant davantage sur l'amélioration du potentiel piétonnier des collectivités et sur l'utilisation accrue de transports en commun plutôt que de véhicules à usage personnel, conduirait ultimement à la création de villes plus durables. À la question de savoir quels types de logements construiraient les municipalités soucieuses d'accroître leur densification, la plupart des participants ont répondu que les nouveaux projets comprendraient probablement des maisons en rangée, des immeubles en copropriété et des tours d'habitation. Quelques-uns d'entre eux ont dit craindre que cette approche n'entraîne une réduction de l'espace de vie global des résidents de ces villes, et estimaient qu'une tendance à la construction d'unités d'habitation plus petites se faisait déjà sentir.

Lorsqu'on leur a demandé s'ils seraient favorables à une plus grande densification de leur propre collectivité, plusieurs participants ont répondu par l'affirmative, sous réserve qu'un nombre suffisant d'infrastructures supplémentaires (telles que des écoles, des hôpitaux et des transports en commun) soient construites à l'avance pour faire face à une augmentation de la population locale. Un plus petit nombre d'entre eux se sont opposés à une densification sous quelque prétexte que ce soit, estimant que de nombreux quartiers urbains comme Toronto et Vancouver étaient déjà très peuplés et qu'il serait difficile de densifier davantage ces zones. Dans le même ordre d'idées, les participants estimaient qu'au lieu de se concentrer sur la densification de grands centres urbains, le gouvernement du Canada devrait plutôt s'efforcer d'augmenter l'offre de logements et le nombre de personnes résidant dans des régions moins peuplées du pays dont le potentiel de croissance est plus important.

Les participants se sont ensuite vu présenter l'information suivante au sujet du Fonds pour accélérer la construction de logements du gouvernement du Canada.

Le Fonds pour accélérer la construction de logements accorde du financement aux municipalités acceptant de réduire leurs formalités administratives pour permettre la construction d'un plus grand

nombre de logements plus rapidement. Cet argent peut servir à diverses fins, notamment à financer des projets d'infrastructure locale nécessaires au soutien des collectivités en expansion.

Lorsqu'on leur a demandé quels types d'infrastructures devraient, selon eux, bâtir les collectivités dans le cadre de cette initiative, les participants ont cité une série de services et notamment des transports en commun, des écoles, des hôpitaux, des espaces verts (dont des parcs et des terrains de jeux), ainsi que des systèmes de gestion des déchets. On estimait qu'en disposant de moins d'espace pour construire des résidences individuelles, il faudrait accorder plus d'importance à la création d'espaces communautaires permettant aux résidents de nouer des relations et de s'adonner à des activités de loisir. À la question de savoir si, sachant que le gouvernement du Canada prenait ces mesures pour venir en aide à des collectivités toujours plus nombreuses, leur opinion sur la densification avait changé, peu de participants ont répondu par l'affirmative. Plusieurs d'entre eux ont réaffirmé qu'à lui seul, ce financement supplémentaire ne suffirait pas à remédier aux problèmes actuels en matière de logement et que le gouvernement fédéral devait à l'avenir davantage s'attacher à rendre les logements plus abordables dans l'intérêt des Canadiens.

Coût de la vie (jeunes adultes vivant à Sherbrooke)

Les participants du groupe composé de jeunes adultes vivant à Sherbrooke, au Québec, ont entamé une brève discussion sur le coût de la vie à l'heure actuelle. Invités à cerner les principaux enjeux relatifs au coût de la vie que devrait, selon eux, privilégier le gouvernement du Canada, les participants ont soulevé des questions liées à l'abordabilité des produits d'épicerie, au coût du logement et au taux d'imposition qu'ils percevaient comme étant élevé à l'heure actuelle. Lorsqu'on leur a demandé s'ils se souvenaient de mesures qu'avait prises le gouvernement fédéral pour réduire le coût de la vie, quelques-uns d'entre eux avaient le sentiment qu'il avait octroyé des aides financières aux ménages à faible revenu ainsi que des fonds pour la construction de nouveaux logements, mais aucun ne se souvenait de détails précis à ce sujet. Lorsqu'on a expressément demandé aux participants s'ils avaient entendu parler d'efforts déployés par le gouvernement du Canada pour stabiliser le coût des produits d'épicerie, tous ont répondu par la négative. La plupart des participants estimaient que le gouvernement fédéral faisait actuellement fausse route dans sa réponse au problème du coût de la vie, et plusieurs d'entre eux avaient l'impression que ce problème s'était aggravé au cours des dernières années. Quelques-uns d'entre eux se sont montrés plus incertains, déclarant qu'ils n'en savaient pas assez sur les actions du gouvernement du Canada dans ce domaine pour pouvoir évaluer correctement sa performance.

À la question de savoir si le changement climatique avait une incidence sur le coût de la vie, la plupart des participants ont répondu par l'affirmative. On estimait que les catastrophes naturelles, et notamment les incendies de forêt, les tempêtes de vent et les inondations de grande ampleur, avaient causé des préjudices économiques considérables au cours des dernières années et que, dans certaines régions du pays, il était devenu plus coûteux pour les Canadiens de chauffer leurs maisons en raison des températures plus froides constatées au cours des mois d'hiver. Quelques participants étaient d'avis que les initiatives visant à atténuer les effets du changement climatique, notamment la mise en



place d'une tarification fédérale du carbone, avaient également eu pour effet d'augmenter le coût de la vie au cours des dernières années. En poursuivant la discussion sur le lien qui existe entre l'environnement et le coût de la vie, certains participants ont suggéré que le gouvernement du Canada prenne des mesures pour augmenter ses investissements dans le développement d'énergies renouvelables et de technologies propres. On était d'avis que cela permettrait d'atténuer les effets du changement climatique tout en réduisant à long terme les dépenses des Canadiens consacrées à l'énergie.

Immigration (Toronto)

Les participants résidant à Toronto se sont vu poser quelques questions complémentaires au sujet du système d'immigration canadien. Lorsqu'on leur a demandé si l'immigration constituait, à leur avis, un des principaux enjeux sur lequel le gouvernement fédéral devait se concentrer, les participants étaient à peu près aussi nombreux à avoir répondu par l'affirmative que ceux qui estimaient qu'il existait des problèmes plus urgents à résoudre à l'heure actuelle. En décrivant ce qu'ils considéraient comme étant les problèmes les plus importants liés à l'immigration, plusieurs participants estimaient qu'il fallait en faire plus pour rationaliser le processus de reconnaissance professionnelle des nouveaux arrivants cherchant à travailler dans leur domaine d'expertise. On était d'avis qu'un grand nombre d'immigrants éprouvaient actuellement des difficultés à faire reconnaître leurs titres de compétences et que, par conséquent, ces personnes se trouvaient sous-utilisées sur le marché du travail canadien. Les participants estimaient également que des mesures devaient être prises pour s'assurer que suffisamment de possibilités d'emploi et de logements sont offertes afin de répondre aux besoins des nouveaux immigrants. Un certain nombre d'entre eux se souvenaient avoir entendu parler de nouveaux immigrants ayant eu du mal à entamer une nouvelle vie au Canada en raison de la difficulté à se procurer un emploi et un logement au sein de leur collectivité.

À la question de savoir s'ils estimaient que le gouvernement du Canada était sur la bonne voie en matière d'immigration, les participants estimant qu'il faisait fausse route étaient à peu près aussi nombreux que ceux dont l'opinion était plus incertaine. Parmi les participants qui estimaient que le gouvernement faisait fausse route, certains se disaient préoccupés par la demande accrue en matière de logement et par la pression potentielle que l'immigration supplémentaire pourrait exercer sur des secteurs vitaux comme ceux des soins de santé et de l'éducation. La plupart de ces participants s'accordaient à dire que le taux d'immigration devait être temporairement réduit tant et aussi longtemps que les besoins fondamentaux des personnes vivant déjà au Canada n'auront pas été satisfaits.

Autochtones (Autochtones de centres de moyenne taille et de grands centres de La C.-B.)

Les participants du groupe composé d'Autochtones résidant dans des centres de moyenne taille de la C.-B. ont entamé une discussion portant sur la réconciliation et les progrès réalisés par le gouvernement du Canada à ce sujet. Lorsqu'on leur a demandé de définir les principaux problèmes

auxquels sont confrontés les Autochtones, les participants ont fourni une série de réponses. Au nombre de ceux-ci figuraient :

- La santé mentale et les dépendances — plusieurs participants estimaient qu’il fallait en faire davantage pour remédier aux problèmes liés à la santé mentale et aux dépendances parmi la population autochtone. On estimait que ces problèmes touchaient une partie importante de cette communauté et que le gouvernement fédéral devait davantage se pencher sur l’aide à apporter à ces personnes, en leur offrant notamment des possibilités de traitement culturellement adaptées;
- Éducation — on était d’avis qu’il fallait investir davantage pour améliorer le niveau de scolarité au sein des collectivités autochtones et veiller à ce que les jeunes autochtones aient un accès suffisant à des programmes parascolaires et récréatifs favorisant un mode de vie sain et actif. Outre l’enseignement de compétences utiles, on estimait qu’une augmentation des ressources en ce sens constituerait un moyen efficace de s’assurer que les jeunes Autochtones ne se joignent pas à des gangs de rue ou ne se tournent pas vers d’autres activités criminelles. Quelques-uns d’entre eux étaient d’avis qu’il fallait tout particulièrement se concentrer sur l’enseignement des langues autochtones, estimant que bon nombre d’entre elles étaient actuellement menacées d’extinction du fait qu’elles n’étaient pas suffisamment parlées parmi les jeunes;
- De l’avis général, il fallait en faire davantage pour garantir que toutes les communautés autochtones aient accès à des services essentiels et notamment à de l’eau potable, à des écoles et à des services de soins de santé. On estimait qu’il fallait redoubler d’efforts pour fournir aux collectivités nordiques des sources d’énergie et des connexions au réseau électrique fiables, et certains participants avaient le sentiment que nombre de ces collectivités dépendaient actuellement de sources d’énergie préjudiciables à l’environnement, dont le diesel, pour satisfaire leurs besoins en électricité.

Lorsqu’on leur a demandé si une réconciliation avec les peuples autochtones avait à leur avis été priorisée par le gouvernement du Canada au cours des dernières années, les participants ont exprimé des avis partagés. S’il était généralement admis que des efforts plus importants avaient été déployés pour sensibiliser les Canadiens aux difficultés particulières que connaissent les peuples autochtones et pour en débattre, la plupart des participants n’estimaient pas que des progrès tangibles aient été réalisés en ce sens. Tous les participants estimaient que la réconciliation devait constituer une priorité absolue du gouvernement du Canada. Au sujet des mesures que le gouvernement fédéral pourrait prendre à cet égard, les participants étaient d’avis qu’il fallait en faire davantage pour favoriser l’autosubsistance des Autochtones, notamment en fournissant aux communautés autochtones les ressources financières et les infrastructures dont elles ont besoin pour bâtir des économies locales autosuffisantes.

En décrivant les mesures d'évaluation qu'ils utiliseraient pour déterminer si des progrès ont été réalisés en matière de réconciliation, beaucoup ont exprimé le souhait que les Autochtones exercent une plus grande gouvernance de leurs propres collectivités et que des dialogues en tête-à-tête soient instaurés entre le gouvernement fédéral et les différents peuples autochtones. On considérait que chaque pays était confronté à ces propres difficultés et qu'il était important que les dirigeants autochtones puissent régulièrement faire part de ces préoccupations au gouvernement du Canada. À la question de savoir comment le gouvernement fédéral pourrait améliorer son implication auprès des Autochtones, les participants ont suggéré de faire davantage appel aux organisations et aux centres de bon voisinage administrés par des Autochtones. Dans un même ordre d'idées, quelques participants estimaient qu'il fallait en faire plus pour créer des centres culturels destinés aux Autochtones vivant dans des centres urbains, car ils considéraient que ces personnes étaient souvent plus éloignées les unes des autres en raison de leur vaste dispersion et que leurs liens avec les cultures et l'histoire des Autochtones s'en trouvaient limités.

Membres de la diaspora caribéenne (centres de taille moyenne et grands centres de l'Ontario)

Les participants du groupe composé de membres de la diaspora caribéenne résidant dans des centres de taille moyenne et de grands centres de l'Ontario ont tenu une brève discussion sur leurs points de vue et leur vécu en tant que Canadiens d'origine caribéenne. Lorsqu'on leur a demandé de nommer les principaux enjeux auxquels la communauté caribéenne au Canada était confrontée, un certain nombre de participants estimaient qu'il fallait en faire plus pour permettre aux nouveaux immigrants, y compris ceux des nations caribéennes, d'obtenir plus facilement un certificat leur permettant de travailler dans leur domaine d'expertise. On estimait également que le gouvernement fédéral pouvait en faire plus pour promouvoir la culture caribéenne et mettre en valeur les contributions historiques de Canadiens d'origine caribéenne, et certains participants étaient d'avis que comparativement à d'autres cultures, la diaspora caribéenne avait souvent reçu moins d'attention. Lorsqu'on leur a demandé si le gouvernement du Canada était à leur avis sur la bonne voie pour remédier à ces enjeux, la plupart d'entre eux se sont dit incertains et ignoraient en grande partie les mesures qu'il avait prises en ce sens. On estimait que le gouvernement fédéral devrait en faire plus pour nouer des relations avec la communauté caribéenne, en organisant notamment des forums où les Canadiens d'origine caribéenne pourraient directement exprimer leurs points de vue aux représentants du gouvernement fédéral.

En se focalisant sur la question de l'immigration, il a été demandé aux participants s'ils estimaient que le système d'immigration canadien actuel était équitable. Les participants ont exprimé des opinions mitigées et étaient légèrement plus nombreux à estimer qu'il était équitable que ceux qui étaient d'un avis contraire. Quelques-uns d'entre eux considéraient que le processus d'immigration était plus simple pour les personnes issues de certaines régions comparativement à d'autres, et que pour cette raison, la communauté caribéenne était souvent confrontée à des difficultés. Dans le même ordre d'idées, certains participants considéraient que les immigrants originaires de pays des Caraïbes dont l'anglais est la langue officielle ne devraient pas avoir à se soumettre à un test linguistique et devraient avoir droit au même traitement que les immigrants originaires d'autres régions anglophones du globe.

Énoncé économique de l'automne

(Autochtones de centres de taille moyenne de la C.-B., membres actifs et vétérans des FAC, sud de l'Alberta, Vancouver, francophones vivant dans les Prairies)

Les participants de six groupes ont participé à une brève discussion portant sur l'Énoncé économique de l'automne (EEA) du gouvernement fédéral, publié le 21 novembre 2023. Tous les groupes de discussion ont été tenus durant les jours qui ont suivi la publication de l'EEA. Lorsqu'on leur a demandé s'ils avaient vu, lu ou entendu quoi que ce soit au sujet de l'EEA, très peu d'entre eux ont répondu par l'affirmative. Parmi le petit nombre de participants qui en avaient connaissance, on estimait que l'EEA portait principalement sur des enjeux liés au logement ainsi qu'au coût de la vie actuellement perçu comme étant élevé. Afin de faciliter la discussion, les participants se sont vu présenter l'information suivante :

Le gouvernement du Canada a publié son Énoncé économique de l'automne. Bien que le gouvernement fédéral publie habituellement un budget annuel, ce dernier est ordinairement précédé d'une mise à jour économique automnale connue sous le nom d'Énoncé économique de l'automne.

Voici quelques-unes des mesures figurant dans l'Énoncé économique de l'automne :

- *Financement pour contribuer à la construction d'un plus grand nombre de logements;*
- *Création d'une charte hypothécaire canadienne précisant les mesures d'allégement hypothécaire que les Canadiens sont en droit d'exiger de leur banque lorsqu'ils connaissent des difficultés financières;*
- *Adoption de mesures visant à renvoyer dans le circuit de la location à long terme les locations de courte durée (et notamment de certaines locations proposées par Airbnb ou VRBO) ne respectant pas les règlements;*
- *Suppression de la TPS sur la construction de nouvelles coopératives d'habitation à logements locatifs et de nouveaux logements locatifs;*
- *Création d'une nouvelle prestation d'assurance-emploi pour nouveaux parents adoptifs;*
- *Suppression de la TPS et de la TVH sur les services de consultation et de psychothérapie;*
- *Adoption de mesures énergiques contre les frais indésirables et notamment les frais d'itinérance excessifs, et veiller à ce que les enfants de moins de 14 ans soient assis à côté de leurs parents à bord d'avions, et ce, sans frais supplémentaires.*
- *Adoption de mesures énergiques contre les pratiques anticoncurrentielles de grandes sociétés, et notamment de chaînes d'épicerie.*
- *Investissements pour accroître la production d'électricité propre aux quatre coins du pays;*
- *Investissements visant à encourager la production, au Canada, de technologies propres.*

Les participants se sont ensuite prêtés à un exercice au cours duquel ils ont été invités à choisir, parmi les mesures susmentionnées, celles qui, selon eux, avantageraient le plus les Canadiens à l'avenir. Dans tous les groupes, les participants ont été nombreux à choisir l'initiative visant à accroître le financement destiné à la construction d'un plus grand nombre de logements. De l'avis général, l'offre de logements devrait être considérablement augmentée dans de nombreuses régions du pays, et en prenant cette mesure, le gouvernement fédéral pourra se rapprocher de son objectif de rendre le logement plus abordable dans l'intérêt d'un plus grand nombre de Canadiens. Bien qu'estimant qu'il s'agissait là d'une initiative positive, plusieurs participants se demandaient toutefois quelles mesures seraient adoptées pour superviser l'utilisation de ces fonds et s'assurer, dans l'intérêt de Canadiens à revenu faible et moyen, de l'abordabilité des logements nouvellement construits. Plusieurs participants ont également choisi la mesure visant à réprimer les pratiques anticoncurrentielles de grandes entreprises, et notamment de grandes chaînes d'épicerie. Les participants étaient d'avis que cette mesure bénéficierait probablement à un maximum de gens et plusieurs d'entre eux avaient l'impression que bon nombre de Canadiens avaient actuellement du mal à joindre les deux bouts en raison du coût élevé de la vie. On estimait qu'en raison de ce qui était perçu comme étant un manque de concurrence entre les grands épiciers (ainsi que dans d'autres secteurs tels que les télécommunications), les Canadiens n'avaient que peu d'options de rechange, ce qui permettait aux entreprises de facturer leurs produits à des prix que les participants jugeaient exorbitants.

Un certain nombre d'entre eux ont choisi l'initiative visant à établir une charte hypothécaire canadienne, estimant que cette mesure protégerait le grand nombre de ménages qui, selon eux, seraient négativement affectés au cours des prochaines années et risqueraient de perdre leur logement en raison de l'augmentation substantielle de leurs paiements hypothécaires. Les participants se sont également prononcés en faveur d'investissements plus importants de la part du gouvernement fédéral dans le domaine de la fabrication de technologies d'énergie propre au Canada, estimant que cette mesure aurait un impact positif à la fois sur l'économie et sur la lutte contre le changement climatique. Seul un petit nombre d'entre eux ont choisi des initiatives visant à orchestrer le retour de locations à court terme sur le marché du logement à long terme, à supprimer la taxe sur les produits et services (TPS) sur la construction de nouveaux logements locatifs et coopératifs, à supprimer la TPS et la taxe de vente harmonisée (TVH) sur les services de conseil et de psychothérapie, et à investir dans la diffusion d'électricité propre partout au Canada. Aucun participant n'a choisi la création d'une prestation d'assurance-emploi (AE) destinée aux nouveaux parents adoptifs, ou l'adoption de mesures énergiques contre les frais indésirables facturés aux Canadiens.

Invités à faire part de leur réaction générale à l'égard de ces mesures, la plupart des participants estimaient qu'elles constituaient un pas dans la bonne direction. De l'avis général, les mesures les plus importantes sur lesquelles le gouvernement fédéral devrait se pencher sont celles visant à remédier à la situation du logement et au coût de la vie. Quelques participants estimaient toutefois que l'EEA portait sur un trop grand nombre de domaines et qu'une approche plus ciblée reposant sur un plus petit

nombre de priorités serait probablement plus efficace. Un petit nombre d'entre eux déplorait qu'aucune mesure n'ait été prise plus tôt pour résoudre des problèmes comme ceux du logement et du coût élevé des produits d'épicerie, et se demandait à quoi cela était dû, estimant que le gouvernement fédéral avait attendu trop longtemps avant d'agir en ce sens. En discutant des améliorations pouvant être apportées à ces mesures, un certain nombre de participants se sont dit d'avis que l'initiative visant à supprimer la TPS et la TVH sur les services de consultation et de psychothérapie n'était pas assez ambitieuse. Ces derniers estimaient que cette mesure ne permettrait aux personnes cherchant à bénéficier de ces services de réaliser que de faibles économies, et que des services de santé mentale devraient être intégrés en tant que composante du système universel de soins de santé canadien.

Économie (Terre-Neuve, Calgariens de 55 ans et plus approchant de la retraite, jeunes adultes de Sherbrooke)

Trois groupes ont pris part à une discussion portant sur l'économie canadienne et sur les mesures et initiatives que devrait, selon eux, privilégier le gouvernement fédéral dans ce domaine. Tous les participants estimaient que l'économie constituait un domaine important sur lequel devait se concentrer le gouvernement fédéral, et nombre d'entre eux étaient d'avis que dans un avenir prévisible, la résolution de problèmes comme ceux de l'inflation et du coût de la vie (jugé élevé) devait constituer une priorité absolue. À la question de savoir ce qui les préoccupait le plus au sujet de l'économie à l'heure actuelle, bon nombre d'entre eux ont mentionné ce qu'ils considéraient comme étant une augmentation significative du coût des produits de première nécessité et notamment des produits alimentaires et de l'essence au cours des dernières années, ainsi que ce qu'ils considéraient comme étant une pénurie généralisée de logements à prix abordables dans de nombreuses régions du pays. Plusieurs participants avaient l'impression que les salaires n'avaient pas augmenté assez rapidement par rapport au coût de la vie et que, par conséquent, un nombre croissant de ménages canadiens éprouvait aujourd'hui des difficultés financières. Un certain nombre d'entre eux se sont dit préoccupés par ce qu'ils considéraient comme étant un manque actuel d'emplois offrant un salaire vital, et estimaient que la plupart des emplois offerts étaient à temps partiel ou n'offraient pas un salaire suffisant pour permettre aux travailleurs de joindre les deux bouts. Quelques-uns d'entre eux ont fait part de préoccupations concernant le déficit national croissant, estimant que le gouvernement fédéral devait en faire plus pour parvenir à un équilibre budgétaire.

Les participants se sont ensuite livrés à un exercice dans le cadre duquel ils se sont vu présenter plusieurs types d'économies et demander de faire part de leurs impressions en entendant les termes suivants :

Une économie propre

Plusieurs participants étaient d'avis qu'« une économie propre » désignait un système économique axé sur la durabilité et le développement de secteurs orientés vers la protection de l'environnement, notamment ceux des technologies propres, des sources d'énergie renouvelable et de la réduction à grande échelle des émissions industrielles. Un plus petit nombre d'entre eux associaient à ce terme une connotation de propreté au sens éthique du terme et s'attendaient à ce qu'une économie propre se traduise par une économie équitable, transparente dans son fonctionnement et soucieuse d'offrir à tous un salaire décent et un environnement de travail positif.

Une économie durable

À l'instar d'une économie propre, bon nombre de participants considéraient qu'une économie durable devrait être orientée vers des domaines « verts » et notamment vers la production d'énergie renouvelable, la protection de l'environnement et une résilience face à ce qu'ils percevaient comme étant les dangers du changement climatique. Bon nombre d'entre eux estimaient également que ce terme renvoyait à une économie autosuffisante centrée sur l'amélioration de la qualité de vie des Canadiens plutôt que seulement sur la croissance économique. On avait le sentiment qu'une économie de ce type privilégierait un équilibre en matière de dépenses publiques, une stabilité économique et veillerait à assurer un niveau de vie abordable à tous les Canadiens.

Une économie forte

La plupart des participants considéraient qu'une économie forte se caractériserait par un grand nombre d'emplois bien rémunérés, un très faible taux de chômage, une productivité économique accrue ainsi qu'une plus grande confiance et des dépenses plus élevées de la part des consommateurs. Parmi les autres caractéristiques d'une économie forte, les participants ont cité un dollar canadien vigoureux ainsi qu'une économie diversifiée ne dépendant d'aucun secteur donné de manière excessive. Un petit nombre d'entre eux craignaient qu'une économie forte privilégie la productivité économique au détriment d'autres domaines qu'ils estimaient tout aussi importants, dont la protection de l'environnement.

Une économie qui fonctionne pour tous les Canadiens

Une économie de ce type était généralement perçue comme étant diversifiée, productive dans de nombreux secteurs et offrant un large éventail de parcours professionnels et de possibilités d'emploi à tous les Canadiens. Un certain nombre d'entre eux étaient d'avis qu'il s'agirait d'une économie axée sur la promotion d'une plus grande coopération économique entre les provinces et les territoires, qui veillerait à ce que toutes les voix des Canadiens soient entendues concernant l'orientation économique du pays. Quelques-uns d'entre eux estimaient qu'une économie de ce type aurait pour objectif de garantir des possibilités d'emploi suffisantes aux groupes marginalisés, notamment aux personnes vivant avec un handicap, qui, dans le cadre du système économique actuel, se heurtent souvent à des obstacles supplémentaires comparativement aux autres Canadiens.

Les participants ont ensuite été invités à choisir, parmi ces quatre types d'économies, celle que le gouvernement du Canada devrait, selon eux, viser à mettre en place. *Une économie qui fonctionne pour tous les Canadiens* a reçu le plus fort soutien de la part des participants, bon nombre d'entre eux estimant qu'il s'agissait de l'approche la plus juste et la plus équitable, et qu'elle profiterait à un

maximum de Canadiens. Un plus petit nombre de participants ont choisi *une économie forte* ainsi qu'*une économie durable*, tandis que très peu d'entre eux estimaient que le gouvernement du Canada devrait se concentrer sur la mise en place d'*une économie propre*.

Lorsqu'on leur a demandé s'ils pensaient que le changement climatique avait actuellement un impact sur l'économie canadienne, presque tous ont répondu par l'affirmative. Pour étayer leurs propos, bon nombre d'entre eux ont mentionné les coûts économiques liés à la reconstruction de collectivités canadiennes au lendemain de catastrophes naturelles et notamment de feux de forêt, de tempêtes de vent et d'inondations de grande ampleur, les dépenses visant à moderniser les bâtiments et les infrastructures pour les rendre plus résistants et plus durables sur le plan environnemental, ainsi que les coûts supplémentaires imposés aux consommateurs en raison d'initiatives fédérales et notamment de la mise en place d'une tarification du carbone. Un petit nombre de participants avait le sentiment que si les effets du changement climatique sur l'économie étaient essentiellement négatifs à l'heure actuelle, ils pourraient à terme conduire à une économie plus verte et plus durable, ce qui, sur le long terme, serait à leur avis bénéfique pour les Canadiens.

En se focalisant sur les différents points de vue exprimés quant à la meilleure façon d'équilibrer croissance économique et protection de l'économie, les participants se sont vu présenter l'information suivante :

Certains affirment qu'à l'heure actuelle, le gouvernement du Canada doit se concentrer sur la croissance économique plutôt que sur la lutte contre le changement climatique. D'autres disent que la croissance économique et la lutte contre le changement climatique vont de pair, et que le gouvernement du Canada doit faire des deux une priorité.

La plupart des participants jugeaient important que le gouvernement fédéral se focalise actuellement à la fois sur la lutte contre le changement climatique et la croissance économique. On estimait que ces domaines étaient indissociables et que, compte tenu des perturbations potentielles à grande échelle liées au changement climatique, il était impossible d'envisager une croissance économique à long terme sans tenir compte de l'environnement. Un petit nombre d'entre eux étaient d'un autre avis, estimant qu'en raison des difficultés économiques auxquelles les Canadiens ont été confrontés ces dernières années, il fallait se concentrer plus immédiatement sur la croissance économique et veiller à ce que les familles continuent à pouvoir joindre les deux bouts et à avoir les moyens de satisfaire des besoins aussi essentiels que de se nourrir et de se loger.

Emplois (jeunes adultes de Sherbrooke)

Les participants du groupe composé de jeunes adultes vivant à Sherbrooke, au Québec, ont entamé une brève discussion portant sur le marché actuel de l'emploi. La plupart des participants qualifiaient de relativement défavorable la situation sur le marché de l'emploi à l'heure actuelle. Les participants s'accordaient à dire que si de nombreuses possibilités d'emploi étaient actuellement offertes dans toute une série de secteurs, peu de ces emplois offraient un salaire vital. On estimait donc que la plupart des demandeurs d'emploi refusaient de postuler ces emplois et qu'ils attendaient des offres d'emploi plus rémunératrices. Si plusieurs participants ont déclaré avoir réussi à se procurer un emploi

dans les domaines qui les intéressaient, un certain nombre d'entre eux attribuaient surtout cette réussite à la chance et au choix de domaines (tels que les soins de santé) très convoités. Quelques-uns d'entre eux ont déclaré avoir éprouvé des difficultés à se procurer un emploi dans leurs domaines d'intérêt. Ces participants estimaient que la forte concurrence entre les candidats à des postes bien rémunérés et le manque de possibilités d'interactions directes avec les responsables du recrutement constituaient les principaux obstacles à la recherche d'emploi dans leur domaine de prédilection.

Lorsqu'on leur a demandé s'ils s'attendaient à ce que le marché de l'emploi s'améliore, se dégrade ou demeure inchangé d'ici cinq ans, la plupart d'entre eux étaient d'avis qu'il demeurerait relativement stable. Parmi ces participants, on estimait que le taux d'emploi au Canada était resté stable pendant une longue période et qu'il était peu probable que la situation change au cours des cinq prochaines années. Parmi les quelques participants estimant que le marché de l'emploi s'améliorerait, on prévoyait probablement d'assister à une croissance de l'emploi dans des domaines cruciaux comme les soins de santé et l'éducation, actuellement considérés comme étant confrontés à des pénuries de main-d'œuvre et nécessitant des investissements supplémentaires de la part des gouvernements fédéral et provinciaux. Un petit nombre d'entre eux s'attendait à ce qu'en raison de l'avènement de l'intelligence artificielle (IA), d'importants changements surviennent sur le marché du travail dans les années à venir et qu'il faudrait davantage s'attacher à fournir un revenu de base à tous les Canadiens, quelle que soit leur situation d'emploi.

À la question de savoir s'ils pensaient que le gouvernement du Canada était sur la bonne voie pour ce qui est de créer des emplois de qualité au Canada, le nombre de participants estimant qu'il faisait fausse route était à peu près égal à celui des participants dont l'opinion était plus incertaine. Parmi les participants estimant qu'il faisait fausse route, on était d'avis que l'accent mis par le gouvernement fédéral sur la création d'emplois n'avait pas conduit à une croissance notable du nombre d'emplois offrant des salaires concurrentiels. Interrogés au sujet des mesures supplémentaires que devrait prendre le gouvernement du Canada dans ce domaine, un certain nombre d'entre eux estimaient qu'il fallait davantage s'attacher à augmenter les salaires afin qu'ils demeurent en phase avec le coût de la vie. Les participants étaient également d'avis qu'il fallait accorder plus d'attention à la santé mentale des travailleurs, estimant qu'un grand nombre de Canadiens souffraient actuellement d'épuisement professionnel à un degré ou à un autre.

Régime de pensions du Canada (Calgariens de 55 ans et plus approchant de la retraite, sud de l'Alberta)

Les deux groupes de participants vivant en Alberta ont pris part à une discussion portant sur la retraite et le Régime de pensions du Canada (RPC). À la question de savoir comment ils qualifieraient la gestion du gouvernement fédéral en matière d'économie, la plupart d'entre eux étaient d'avis qu'il faisait actuellement fausse route. On estimait que le coût de la vie était devenu de plus en plus prohibitif au

cours des dernières années, et plusieurs participants avaient l'impression que de nombreuses familles éprouvaient des difficultés financières à se procurer des produits de première nécessité, et notamment à se nourrir, à s'approvisionner en essence et à se loger. Quelques-uns d'entre eux ont exprimé une opinion plus neutre, estimant que si les Canadiens étaient actuellement confrontés à d'importantes difficultés économiques, ces dernières étaient principalement dues à des événements mondiaux (notamment à la pandémie de COVID-19) plutôt qu'à des mesures prises par le gouvernement fédéral. À la question de savoir quelles étaient selon eux les questions économiques les plus importantes, les participants ont mentionné des domaines comme le coût de la vie, les hauts taux d'intérêt et l'augmentation des coûts de l'énergie que l'on croyait en partie due à des initiatives comme le système de tarification du carbone mis en place par le gouvernement fédéral.

Interrogés sur la fréquence à laquelle ils pensaient à leurs projets de retraite, la plupart des participants ont indiqué qu'il s'agissait actuellement d'une priorité importante à leurs yeux. Plusieurs membres du groupe de participants de 55 ans et plus approchant de la retraite ont exprimé des doutes quant à leur capacité à prendre leur retraite comme prévu si le coût actuellement élevé de la vie devait se maintenir dans les années à venir. Un grand nombre d'entre eux ont rappelé avoir été confrontés à des difficultés financières au cours des dernières années, et plusieurs se sont dit de plus en plus préoccupés par ce que serait leur situation financière s'ils devaient prendre leur retraite comme prévu. Quelques-uns craignaient ne jamais avoir les moyens de prendre leur retraite. En discutant de mesures particulières qu'ils avaient prises pour planifier leur retraite, un certain nombre d'entre eux ont déclaré avoir eu recours à des programmes d'épargne, dont le régime enregistré d'épargne-retraite (REER) et le compte d'épargne libre d'impôt (CELI). Parmi les autres mesures prises par les participants, citons la planification d'une retraite dans des régions plus chaudes à l'étranger, ainsi que la recherche d'activités sociales et récréatives dans le but de demeurer actifs une fois qu'ils auront cessé de travailler.

Bien que tous aient entendu parler du RPC, un certain nombre d'entre eux étaient d'avis que les montants versés dans le cadre de ce programme ne suffiraient pas à répondre à leurs besoins financiers au moment de la retraite et qu'il leur faudrait épargner davantage et trouver d'autres sources de revenus. Afin de faciliter la discussion, les participants se sont vu présenter l'information suivante :

Le Régime de pensions du Canada est une prestation mensuelle imposable remplaçant une partie de votre revenu lorsque vous prenez votre retraite. À quelques exceptions près, toute personne de plus de 18 ans qui travaille au Canada à l'extérieur du Québec et dont le revenu annuel est supérieur à un montant minimum déterminé (3 500 \$ par année) doit cotiser au Régime de pensions du Canada. Si vous avez un employeur, vous devez payer la moitié des cotisations exigées (le montant est prélevé sur votre salaire), et votre employeur, l'autre moitié. Si vous êtes un travailleur autonome, vous devez payer la totalité des cotisations.

Lorsqu'on leur a demandé s'ils prévoyaient de compter sur le RPC pour assurer une partie de leur revenu de retraite, la plupart des participants du groupe des personnes approchant de la retraite ont répondu par l'affirmative, tandis que ceux du sud de l'Alberta se sont montrés plus dubitatifs. Dans ce groupe, bon nombre de participants craignaient que les fonds qu'ils s'attendaient à recevoir du RPC ne soient plus disponibles ou que le programme ne soit plus financièrement viable au moment où ils prendraient leur retraite. Lorsqu'on leur a demandé s'ils avaient récemment vu, lu ou entendu quoi que

ce soit au sujet du RPC, plusieurs ont mentionné la récente proposition du gouvernement de l'Alberta de se retirer du RPC pour mettre en place son propre régime de pensions provincial. La plupart d'entre eux se sont montrés défavorables à cette proposition, et bon nombre d'entre eux craignaient de perdre une partie de leur revenu de retraite habituel si le gouvernement provincial devait adopter cette approche. Si quelques participants considéraient comme attrayante l'idée d'un régime de retraite provincial, ceux-ci se sont montrés sceptiques quant au réalisme d'une telle initiative et estimaient qu'il serait extrêmement difficile pour l'Alberta de se retirer du RPC.

Pour approfondir cette discussion, les participants se sont vu informer qu'une firme ayant analysé la création hypothétique d'un Régime de pensions albertain estimait que selon son interprétation de la *Loi sur le Régime de pensions du Canada*, la province aurait droit à 53 % des actifs totaux détenus par l'Office d'investissement du RPC si elle devait se retirer du régime. À la question de savoir si le pourcentage de 53 % était réaliste, très peu de participants ont répondu par l'affirmative. S'étendant davantage sur ce point, la plupart des participants avaient l'impression qu'au vu de la taille de la population de l'Alberta par rapport à celle du reste du Canada, le pourcentage de 53 % était beaucoup trop élevé. Les participants étaient pour la plupart d'avis que la mise en place d'un Régime de pension de l'Alberta (RPA) serait injuste à l'égard des Albertains en ceci qu'il pourrait éventuellement mettre en danger leurs économies de retraite sans apporter d'amélioration réelle par rapport au cadre du RPC actuel. D'un avis différent, un petit nombre d'entre eux estimaient que si le pourcentage de 53 % était exact, il serait logique que l'Alberta établisse son propre régime afin de s'assurer que les montants des pensions versées aux Albertains soient en adéquation avec les contributions économiques historiques de la province. À la question de savoir comment le gouvernement du Canada devrait répondre à cette proposition, la plupart des participants estimaient qu'il devait présenter des informations claires et factuelles détaillant les raisons pour lesquelles la mise en place d'un RPA affaiblirait les perspectives financières des Albertains ainsi que celles de tous les autres Canadiens au moment de leur retraite.

En discutant du RPC de manière plus générale, on a demandé aux participants s'ils estimaient qu'il valait la peine de verser une cotisation sur une partie de leurs revenus actuels pour bénéficier d'un soutien financier plus tard dans la vie. Presque tous ont répondu par l'affirmative, estimant qu'il s'agissait d'une mesure importante à prendre pour assurer sa sécurité financière à la retraite, même si les montants versés par le RPC ne suffiraient pas à eux seuls à répondre à tous leurs besoins financiers. Les participants ont ensuite été informés qu'à partir de 2019, le RPC avait progressivement été bonifié et que cela signifiait que les travailleurs devraient aujourd'hui cotiser un peu plus chaque année, mais qu'ils devraient finir par bénéficier de prestations plus élevées au moment de leur retraite. La plupart d'entre eux estimaient que ce changement était judicieux, surtout au vu des récentes hausses du taux d'inflation et du coût élevé de la vie. On estimait que les particuliers se verraient sans doute obligés d'avoir des économies de retraites plus substantielles que prévu et que cette mesure du gouvernement du Canada serait utile à ceux qui éprouvent actuellement de la difficulté à épargner par leurs propres moyens en vue de la retraite.

Logo de la fête du Canada (Ottawa, membres de la diaspora caribéenne de centre de taille moyenne et de grands centres de l'Ontario, jeunes adultes vivant à Sherbrooke, Toronto, Autochtones de centres de taille moyenne de la C.-B., Nord-du-Québec)

Les participants de six groupes ont échangé leurs points de vue au sujet d'une série de concepts visuels élaborés par le gouvernement fédéral pour promouvoir la fête du Canada. Chaque concept a été présenté individuellement aux participants qui ont été invités à faire part de leurs premières impressions. L'ordre dans lequel les concepts ont été présentés différait selon le groupe.

Concept A :



Selon ce concept, trois logos d'une feuille d'érable aux mêmes contours rouges sont présentés côte à côte. À droite de chaque feuille figure une inscription en noir. La première se lit comme suit : « Fête du Canada », avec une ligne horizontale entre « Fête du » et « Canada »; la deuxième, « Canada Day », avec une ligne horizontale entre « Canada » et « Day »; et la troisième, « Fête du Canada Day » avec deux lignes horizontales, la première en dessous de « Fête du » et la seconde en dessous de « Canada ».

Si un petit nombre de participants ont favorablement commenté ce qu'ils considéraient comme étant la sobriété du logo en estimant que celui-ci est précis quant à ce qu'il promouvait, la plupart d'entre eux n'étaient pas d'avis qu'avec ce concept, la promotion de la fête du Canada serait efficace. Plusieurs d'entre eux jugeaient le logo trop simpliste et n'étaient pas d'avis qu'il évoquait de façon efficace les sentiments d'exaltation et de réjouissance qu'ils associaient à la fête du Canada. En discutant d'aspects précis du concept, certains se demandaient pourquoi certains mots étaient soulignés alors que d'autres ne l'étaient pas. Ils estimaient également que le mot « day » était trop petit dans les versions anglaise et bilingue du concept et qu'il devait être agrandi pour attirer l'attention de personnes susceptibles d'être exposées à ce logo. Quelques-uns d'entre eux déploraient que la feuille d'érable ne soit présentée que sous forme de contour plutôt que d'être présentée de manière complète, et ont fait remarquer que cela rendait le concept quelque peu dénué d'intérêt à leurs yeux. Un certain nombre de personnes trouvaient que ce concept rappelait un emporte-pièce ou encore les logos de sociétés comme Petro-Canada. À la question de savoir si ce concept traduisait bien l'idée que des Canadiens se

rassemblent pour célébrer leur culture et leurs valeurs communes, aucun d'entre eux n'a répondu par l'affirmative.

Concept B :



Selon ce concept, trois logos comportant tous la même image d'une feuille d'érable rouge sont présentés côte à côte. Les sections de la feuille sont délimitées en noir et chaque section renferme une teinte de rouge différente. Une inscription en noir figure sous chaque feuille d'érable. La première se lit comme suit : "Fête du Canada"; la seconde, "Canada Day"; et la troisième, "Fête du Canada Day".

Ce concept a suscité un vaste éventail de commentaires de la part des participants. Si un grand nombre d'entre eux ont exprimé des commentaires positifs au sujet de ce qu'ils considéraient comme étant l'aspect traditionnel de ce concept, notamment le choix de la couleur rouge et le design de la feuille d'érable, un nombre à peu près égal d'entre eux estimaient que ce concept était trop formel et qu'il ne transmettait pas de sentiment de réjouissance. Plusieurs d'entre eux se sont montrés satisfaits de la combinaison des différentes nuances de rouge pour former la feuille d'érable, estimant que ce choix visait à mettre en valeur le caractère inclusif du Canada et le rassemblement de différents groupes démographiques pour former un tableau d'ensemble. Certains participants trouvaient que cette approche rappelait d'anciens concepts du gouvernement fédéral et qu'elle établissait un lien étroit avec l'histoire du Canada, ce qu'ils considéraient comme essentiel lors de la célébration d'un jour férié national. D'autres ont formulé des commentaires sur ce qu'ils considéraient comme étant les éléments stylistiques autochtones intégrés au concept, estimant qu'ils contribuaient à rendre l'aspect inclusif de ce concept. Un certain nombre de participants étaient d'avis que le concept avait un caractère trop automnal ou hivernal et que cela ne convenait pas à la fête du Canada, qui est célébrée en juillet. Un certain nombre de participants étaient d'avis que le concept évoquait trop l'automne ou l'hiver et qu'il ne serait pas indiqué pour la fête du Canada, étant donné qu'elle a lieu en juillet. Plusieurs d'entre eux ont qualifié le ton de cette approche de calme, de professionnel et de réservé, estimant qu'il visait à adopter une approche plus discrète en ce qui concerne la publicité relative à la célébration de la fête du Canada.



Concept C :



Selon ce concept, trois logos représentant tous la même image d'une feuille d'érable blanche dont les contours sont délimités par des polygones de couleur et de forme différente disposés côte à côte. Sous chacune des images et légèrement à gauche, figure une inscription en rouge. La première se lit comme suit : « FÊTE DU CANADA »; la seconde, « CANADA DAY »; et la troisième, « FÊTE DU CANADA ».

Bon nombre de participants ont favorablement accueilli ce concept qu'ils ont qualifié de vibrant et festif. Ces derniers estimaient que les multiples couleurs du concept exprimaient un sentiment d'unité et de solidarité, ce qu'ils considéraient comme l'un des principaux objectifs du gouvernement fédéral. Un certain nombre de participants étaient d'avis que le concept rappelait les motifs créés pour des événements tels que les Jeux olympiques et les manifestations de l'initiative 2SLGBTQI+, bien que la plupart d'entre eux ne considéraient pas qu'il s'agissait là d'un facteur défavorable. Certains d'entre eux estimaient que la feuille d'érable blanche donnait une impression de vacuité et pensaient qu'elle devrait être colorée en rouge afin d'attirer l'attention sur le centre du logo. Si de nombreux participants estimaient que ce concept traduisait bien la diversité de la population canadienne, quelques-uns pensaient qu'il fallait davantage intégrer des images propres au Canada et les couleurs nationales que sont le rouge et le blanc. Un petit nombre d'entre eux étaient également d'avis qu'il y avait trop d'espace vide au-dessus du mot « Canada » dans la version anglaise et que le concept devrait être ajusté pour en tenir compte.

Concept D :



Selon ce concept, trois logos représentant tous la même image d'une feuille d'érable rouge entourée d'un cercle rouge sur fond blanc sont présentés côte à côte. Chaque feuille d'érable contient une inscription en blanc. La première se lit comme suit : "Fête du Canada"; la seconde, "Canada Day"; et la troisième, "Fête du Canada Day".

Si certains participants qualifiaient ce concept de vibrant et de fantaisiste et estimaient qu'il reflétait bien le caractère festif de la fête du Canada, un grand nombre d'entre eux le jugeaient simpliste et estimaient que l'approche rappelait trop les concepts antérieurement choisis pour la promotion du

Canada et de la fête du Canada. Bon nombre d'entre eux étaient d'avis que ce concept ciblait de jeunes Canadiens (et surtout des enfants) et qu'il ne plairait probablement pas aux adultes et aux personnes âgées. On estimait que, bien que ce concept puisse servir de logo supplémentaire efficace pouvant figurer sur des autocollants ou des ballons, le concept du logo officiel devait être plus professionnel et plus détaillé. Plusieurs participants estimaient que le texte utilisé pour cette approche était trop petit et trop serré, ce qui nuisait à la lisibilité de ce logo.

Après avoir échangé leurs points de vue sur chacun des concepts, les participants se sont livrés à un exercice consistant à choisir l'approche qui, selon eux, était la plus représentative de la fête du Canada. Dans l'ensemble, les participants ont en grande majorité exprimé une préférence pour le concept C, estimant qu'il s'agissait du concept le plus festif, le plus inclusif et le plus représentatif de la diversité du Canada. Bon nombre de participants avaient le sentiment que des efforts considérables avaient été consacrés à la conception de cette approche et que cette dernière était beaucoup plus esthétique et accrocheuse que celles d'autres concepts. Un plus petit nombre de participants ont exprimé une préférence pour le concept B, et bon nombre d'entre eux ont émis des commentaires positifs sur la façon dont il mettait en valeur ce qu'ils considéraient comme étant des éléments canadiens, tels que la couleur rouge et la feuille d'érable. Certains participants se sont à nouveau dit particulièrement impressionnés par ce qu'ils considéraient comme étant la minutie de ce concept, estimant que la représentation de nombreuses nuances de rouge se combinant pour former un tableau d'ensemble réussissait bien à susciter un sentiment d'unité nationale. Les participants ont été relativement peu nombreux à choisir les concepts A et D. Tous s'accordaient à dire que ces concepts étaient trop simplistes, manquaient d'originalité et qu'ils seraient peu susceptibles de capter l'attention.

Mot-symbole du gouvernement du Canada (Ottawa, Nord-du-Québec, sud de l'Alberta, francophones vivant dans les Prairies)

Les participants de quatre groupes ont participé à des discussions portant sur les symboles visuels et les signatures sonores utilisés par le gouvernement fédéral pour s'identifier. Les participants ont d'abord été invités à expliquer comment ils s'y prendraient pour déterminer si les renseignements qu'ils obtenaient en ligne, par courrier postal ou par le biais de publicités grand public sur des panneaux d'affichage, à la télévision ou à la radio, provenaient du gouvernement du Canada. Plusieurs participants avaient l'impression que les communications officielles du gouvernement fédéral étaient souvent accompagnées d'un logo, y compris du mot « Canada » et du drapeau canadien. Parmi les autres indicateurs mentionnés figuraient l'information hébergée sur des sites Web dont l'adresse IP se termine par le suffixe « gc.ca », l'information transmise par des fonctionnaires fédéraux, ainsi que les communications indiquant explicitement qu'elles émanent du gouvernement du Canada. À la question de savoir à quoi ils reconnaissaient en général que les renseignements audio diffusés à la télévision ou

à la radio provenaient du gouvernement fédéral, bon nombre de participants se souvenaient de ce qu'ils ont décrit comme étant un refrain publicitaire accompagnant souvent, selon eux, des communications officielles. La quasi-totalité d'entre eux estimait qu'il était relativement facile de déterminer si une information provenait du gouvernement du Canada.

Les participants se sont ensuite vu présenter le mot-symbole du gouvernement du Canada suivant :



Sur l'image ci-dessus, le mot « Canada » est inscrit en caractères noirs sur fond blanc. Un drapeau canadien coloré, rouge et blanc figure au-dessus du « a » final.

Tous les participants ont reconnu ce symbole, et un certain nombre d'entre eux ont confirmé qu'il s'agissait du logo qu'ils avaient précédemment décrit. Les participants se souvenaient avoir vu ce mot-symbole sur des sites Internet exploités par le gouvernement du Canada, dans la correspondance qu'ils avaient reçue par la poste, dans des publicités télévisées, dans des publicités imprimées et numériques, ainsi que dans les directions physiques d'agences et de ministères fédéraux. Lorsqu'on leur a demandé quelle signification revêtait pour eux ce symbole, la plupart des participants estimaient qu'il garantissait que les renseignements qu'il accompagnait étaient officiels, impartiaux et dignes de confiance. Bon nombre d'entre eux associaient étroitement le mot-symbole au gouvernement du Canada et le considéraient comme étant comparable à une signature employée pour ses communications officielles. À la question de savoir si, sur le plan personnel, ce symbole leur inspirait un quelconque sentiment, plusieurs participants l'associaient à leur identité en tant que Canadiens, et à la fierté qu'ils éprouvaient pour leur pays. Un certain nombre d'entre eux considéraient comme rassurant le fait d'apercevoir ce symbole au cours de voyages à l'étranger, notamment lorsqu'ils avaient besoin d'une forme quelconque d'assistance de la part du gouvernement fédéral. D'autres avaient une opinion plus neutre du mot-symbole, l'associant principalement aux communications du gouvernement et à des activités annuelles comme la production de leur déclaration d'impôts. Un certain nombre de participants résidant dans le Nord-du-Québec se souvenaient d'avoir ressenti un sentiment de sécurité et de s'être sentis rassurés qu'on s'occupait d'eux en voyant des membres du personnel arborer ce symbole ou en apercevant ce dernier lors de communications du gouvernement fédéral au moment des feux de forêt de grande ampleur qui ont sévi dans leur région au début de l'année 2023.

À la question de savoir pourquoi le gouvernement du Canada avait, à leur avis recours à ce symbole, la plupart des participants ont répondu qu'il s'agissait avant tout d'un indicateur visuel garantissant que les informations qu'il accompagnait étaient officielles et dignes de confiance. Plusieurs participants estimaient que l'utilisation constante du mot-symbole au cours de nombreuses décennies avait permis de créer une association d'idées entre ce logo et le gouvernement fédéral dans l'esprit des Canadiens. Lorsqu'on leur a demandé si les contenus accompagnés du mot-symbole leur inspiraient généralement confiance, la plupart d'entre eux ont répondu par l'affirmative.

Les participants se sont ensuite vu présenter une signature sonore produite par le gouvernement du Canada.



GC approved musical signature for FIP.wav

Ci-dessus, un court clip audio de deux secondes reprenant les premières notes de l'hymne national canadien.

Tous les participants ont reconnu cet enregistrement audio, et bon nombre d'entre eux ont indiqué qu'il s'agissait du refrain publicitaire qu'ils avaient précédemment mentionné. Un grand nombre d'entre eux se souvenaient d'avoir entendu cette signature sonore à la suite de publicités télévisées ou radiophoniques souvent accompagnée d'un message vocal indiquant que la publicité qu'ils venaient de voir ou d'entendre provenait du gouvernement du Canada. À la question de savoir pourquoi le gouvernement fédéral utilisait ce refrain publicitaire dans ses communications, la plupart des participants ont répondu qu'il avait une fonction similaire à celle du mot-symbole et qu'il servait de signature sonore confirmant que les informations qu'il accompagnait étaient légitimes et provenaient d'une source officielle.

Tarification du carbone (Terre-Neuve)

Les participants résidant à Terre-Neuve ont pris part à une discussion sur le système fédéral de tarification du carbone. À la question de savoir si les effets potentiels du changement climatique les préoccupaient, presque tous ont répondu par l'affirmative. Si la plupart des participants considéraient que l'atténuation des effets du changement climatique devait constituer une priorité absolue du gouvernement du Canada, quelques-uns d'entre eux se sont dit d'un autre avis, estimant que les enjeux comme l'inflation, le coût de la vie et ce qu'ils percevaient comme étant une pénurie de logements abordables constituaient des problèmes plus urgents à l'heure actuelle. Lorsqu'on leur a demandé s'ils étaient au courant de mesures prises par le gouvernement fédéral pour réduire la pollution par le carbone au Canada, peu d'entre eux se souvenaient de mesures précises. Afin de faciliter la discussion, les participants se sont vu présenter l'information suivante :

Le gouvernement du Canada prend plusieurs mesures pour réduire la pollution par le carbone. Au nombre de celles-ci, la tarification de la pollution par le carbone, l'établissement de normes pour les combustibles propres, l'investissement dans des programmes d'efficacité énergétique.



Lorsqu'on leur a demandé s'ils avaient connaissance du système de tarification du carbone mis en place par le gouvernement du Canada avant cette discussion, seuls quelques participants ont répondu par l'affirmative. Afin de faciliter la discussion, les participants se sont vu fournir de l'information supplémentaire sur la tarification du carbone :

La tarification du carbone comprend deux parties — une redevance sur les combustibles s'appliquant notamment au pétrole et au gaz et un système distinct pour les industries. Dans les provinces dans lesquelles s'applique la redevance sur les combustibles, tous les produits issus de la tarification par le carbone sont reversés aux Canadiens, principalement sous forme de remises sur la tarification de la pollution, aussi appelées paiements de l'Incitatif à agir pour le climat (PIAC). La plupart des ménages reçoivent plus d'argent en vertu de ces paiements que la redevance qu'ils paient sur les combustibles.

Ce système a pour but d'encourager les Canadiens à réduire leurs émissions, tout en leur donnant la possibilité de décider quand et comment le faire. L'idée étant que plus un ménage procède à des changements (p. ex., en recourant à d'autres moyens de transport, en effectuant le passage d'une fournaise au gaz naturel à une thermopompe électrique), plus il économisera, car il n'aura pas à payer la redevance sur les combustibles. Les montants de la remise sont fonction du nombre de personnes composant un ménage, et non de la quantité d'énergie qu'il consomme, et la plupart des ménages reçoivent plus d'argent en remises sur la tarification de la pollution qu'ils n'en paient pour la redevance sur les combustibles.

Si la plupart d'entre eux ont réagi positivement à cette information, quelques-uns se demandaient s'il s'agissait de la stratégie la plus efficace pour lutter contre le changement climatique. Parmi ces participants, on estimait qu'au lieu de reverser aux Canadiens les montants collectés dans le cadre de la tarification du carbone par le biais de paiements de l'Incitatif à agir pour le climat (PIAC), ces fonds devraient plutôt être consacrés à des initiatives axées sur la durabilité, telles que le développement de technologies propres et de sources d'énergie renouvelables.

En décrivant les sources d'énergie auxquelles ils avaient recours pour se chauffer, très peu d'entre eux ont mentionné recourir au mazout de chauffage pour ce faire. Après s'être vu informer que le gouvernement du Canada avait récemment annoncé qu'il suspendrait la redevance s'appliquant au mazout de chauffage jusqu'au 1er avril 2027, tous les participants ont réagi positivement. De l'avis général, en prenant cette mesure, le gouvernement fédéral donnerait plus de temps aux ménages envisageant de passer à une autre source de chauffage pour mener à bien leur projet (p. ex. l'installation d'une thermopompe) et leur permettrait de réaliser des économies supplémentaires à cet effet. Parmi le très petit nombre de participants ayant déclaré chauffer leur maison au mazout de chauffage, on estimait que cette mesure serait utile en ce qu'elle permettrait d'épargner en vue de l'achat et de l'installation d'une thermopompe. À la question de savoir s'ils envisageraient d'installer une thermopompe dans leur propre maison, tous ceux qui n'en possédaient pas une actuellement ont répondu par l'affirmative. Les participants se sont ensuite vu transmettre l'information suivante :

Lorsque le gouvernement du Canada a annoncé la suspension de la tarification de la pollution par le carbone pour les livraisons de mazout de chauffage, il a également annoncé ce qui suit :

- *Qu'il rendra gratuit l'achat de thermopompes pour les Canadiens à revenu faible ou médian dans les provinces participantes (y compris Terre-Neuve);*
- *Le versement d'un paiement initial de 250 dollars canadiens à revenu faible ou médian désirant passer au chauffage par thermopompe.*

Tous les participants estimaient qu'il s'agissait là d'une mesure positive et étaient d'avis que cela aiderait grandement les personnes qui, dans leur province, cherchent à moderniser leurs résidences. Quelques-uns d'entre eux considéraient que l'économie locale bénéficierait également de cette mesure, car celle-ci créerait un plus grand nombre de possibilités d'emploi dans les secteurs liés à la fabrication et à l'installation de thermopompes et de systèmes de chauffage résidentiel. Plusieurs ont fait remarquer que ces mesures permettraient probablement de lever certains des obstacles financiers empêchant actuellement les personnes souhaitant passer à une thermopompe d'effectuer cet achat. À la question de savoir ce qui pourrait encore être fait pour rendre le chauffage domestique plus abordable, on estimait que des mesures devraient être prises pour encourager les immeubles locatifs à installer des systèmes de chauffage à haut rendement énergétique et pour inciter les propriétaires et les sociétés de gestion immobilière à trouver des moyens de réduire les coûts de chauffage de leurs locataires.

Les participants se sont ensuite vu présenter l'information suivante :

Pour les résidents de petites collectivités et de collectivités rurales, la remise sur la tarification de la pollution comprenait initialement un supplément rural de 10 % (c'est-à-dire un supplément de 10 % à leurs paiements), car les Canadiens de ces collectivités ne disposent pas nécessairement des mêmes options pour réduire leurs émissions, en particulier en matière de transport.

Le 26 octobre 2023, le gouvernement annonçait qu'il doublerait le supplément dans l'intérêt des collectivités rurales par l'intermédiaire des remises sur la tarification de la pollution, en le faisant passer de 10 % à 20 % à compter d'avril 2024, afin de tenir compte des besoins énergétiques propres aux Canadiens vivant en région rurale devant, à titre d'exemple, parcourir de plus grandes distances pour se rendre au travail en raison d'un accès limité à des modes de transport en commun.

La plupart des participants étaient d'avis que cela aurait un impact positif, et plusieurs d'entre ceux qui habitaient dans des collectivités rurales s'attendaient à bénéficier de cette initiative personnellement. Lorsqu'on leur a demandé si, en tant qu'approche, la tarification du carbone était, à leur avis, juste à l'égard de résidents de collectivités rurales et de petite taille, plusieurs participants étaient d'avis qu'elle l'était. Quelques-uns d'entre eux se sont montrés plus incertains, estimant qu'ils avaient besoin de plus de renseignements sur cette question pour déterminer s'il s'agissait d'une approche équitable et si ces remises tiendraient suffisamment compte des coûts énergétiques particuliers que doivent assumer les personnes vivant en milieu rural.

Sécurité communautaire (Toronto)

Les participants résidant à Toronto ont fait part de leurs points de vue sur la sécurité au sein de leur collectivité. Lorsqu'on leur a demandé s'ils se sentaient en sécurité au sein de leur collectivité, quelques-uns d'entre eux avaient l'impression que certaines parties du centre-ville de Toronto étaient devenues quelque peu dangereuses ces derniers temps, mais aucun participant n'a déclaré se sentir personnellement en danger dans son propre quartier. À la question de savoir si le taux de criminalité avait augmenté, diminué ou était demeuré le même au cours des dernières années au sein de leur collectivité, les participants étaient à peu près aussi nombreux à estimer qu'il avait augmenté que ceux qui considéraient qu'il n'avait pas changé. Parmi les participants qui estimaient que la criminalité avait augmenté, nombreux étaient ceux qui attribuaient cette hausse à l'accroissement de problèmes liés à une instabilité financière et à des problèmes de toxicomanie. Parmi ceux qui estimaient que la criminalité avait augmenté, on était d'avis qu'un nombre croissant de Canadiens étaient actuellement aux prises avec des problèmes liés à la dépendance, à la santé mentale et à la pauvreté, et que cette augmentation perçue de l'activité criminelle était en grande partie attribuable au désespoir avec lequel ces personnes commettaient des crimes.

À la question de savoir à qui incombe, selon eux, la responsabilité de lutter contre la criminalité, bon nombre de participants estimaient qu'elle incombait aux forces de l'ordre locales ainsi qu'aux gouvernements fédéral et provinciaux. Interrogés sur le rôle que devrait jouer le gouvernement du Canada dans la lutte contre la criminalité, les participants ont souligné la responsabilité qui lui incombait de superviser des organisations comme la Gendarmerie royale du Canada (GRC) et le Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS), ainsi que des domaines particuliers comme ceux du contrôle et de la réglementation des armes à feu. Pour ce qui est du contrôle des armes à feu plus particulièrement, si peu de participants avaient connaissance de mesures précises prises par le gouvernement fédéral dans ce domaine, un petit nombre d'entre eux se souvenait qu'il avait mis en place un programme de rachat d'armes à feu récemment interdites, ainsi qu'un gel national visant à interdire la vente, l'achat et le transfert d'armes de poing. Lorsqu'on leur a demandé s'ils avaient entendu parler d'activités du gouvernement fédéral visant à réduire les activités et la violence des bandes organisées, aucun d'entre eux n'a répondu par l'affirmative.

Lors d'une discussion sur les mesures supplémentaires que devrait prendre le gouvernement du Canada pour réduire la criminalité, plusieurs participants estimaient qu'il fallait en faire plus pour s'attaquer à ce qu'ils considéraient comme étant les causes profondes de l'activité criminelle, notamment la pauvreté, l'itinérance ainsi que les problèmes liés à la santé mentale et aux dépendances. Parmi les autres mesures proposées figuraient une plus grande obligation redditionnelle et des conditions de mise en liberté sous caution plus strictes pour les criminels violents ou les multirécidivistes, ainsi que des investissements accrus dans des programmes communautaires destinés aux jeunes, afin d'éviter que ces derniers ne soient attirés par des bandes organisées ou par d'autres activités criminelles.

Forces armées canadiennes (membres actifs et vétérans des FAC de l'est de l'Ontario)

Les participants du groupe composé de militaires actifs et de vétérans résidant dans l'est de l'Ontario ont entamé une discussion portant sur les Forces armées canadiennes (FAC). Invités à échanger leurs points de vue sur l'apport des FAC sur la scène internationale et nationale, bon nombre d'entre eux estimaient que la puissance et l'état de préparation de l'armée canadienne avaient diminué ces derniers temps. Plusieurs d'entre eux avaient l'impression que le budget de la défense nationale avait fait l'objet de nombreuses compressions au cours des dernières années, ce qui avait rendu plus difficile l'entraînement des militaires, l'acquisition des équipements nécessaires et la participation à des activités militaires et de maintien de la paix sur la scène internationale. Si tous les participants étaient fiers de leur service au sein des FAC, plusieurs d'entre eux craignaient que la réputation de l'armée ne soit ternie si des mesures visant à prioriser et à renforcer les forces armées et la défense nationale n'étaient pas prises à l'avenir. Lorsqu'on leur a demandé d'énumérer les domaines dans lesquels ils estimaient satisfaisante la performance actuelle des FAC, quelques-uns d'entre eux ont fait valoir que l'armée continuait d'offrir aux Canadiens la possibilité de gagner leur vie, de voyager et d'acquérir des compétences et des expériences précieuses, tout en contribuant à la protection de leur pays. En décrivant des domaines précis relatifs aux FAC dans lesquels ils estimaient qu'il y avait matière à amélioration, les participants ont relevé toute une série de problématiques. Au nombre de celles-ci figuraient :

- L'équipement — de l'avis général, des investissements à grande échelle sont nécessaires pour moderniser et améliorer l'équipement utilisé par les membres du personnel des FAC. Certains participants ont déclaré s'être personnellement vu fournir de l'équipement vieux de plusieurs dizaines d'années. On estimait que dans le sillage de ce qui était perçu comme étant des compressions budgétaires au cours des dernières années, cette réalité était devenue particulièrement problématique. Un certain nombre d'entre eux se sont dit préoccupés par cette situation, estimant que, dans un contexte de tensions géopolitiques croissantes, il était de plus en plus important que le Canada soit en mesure de défendre sa souveraineté sur la scène internationale;
- Le recrutement — les participants estimaient que l'insuffisance du financement dans ce domaine avait restreint la capacité de recrutement et d'entraînement de nouveaux membres du personnel des FAC. Un certain nombre d'entre eux ont été d'avis que les FAC n'avaient pas atteint leurs objectifs de recrutement au cours des dernières années. On considérait que la diminution des efforts déployés en matière de recrutement pendant la pandémie de COVID-19 avait considérablement réduit le nombre de nouveaux éléments rejoignant les FAC au cours des dernières années, ce qui avait entraîné des pénuries généralisées dans de nombreux corps de l'armée;
- Le Leadership et le moral — On estimait que le leadership des FAC était actuellement trop concentré au sommet de la hiérarchie, le pouvoir étant surtout concentré aux échelons supérieurs alors que les officiers de rang intermédiaire ne se voient pas déléguer suffisamment de pouvoirs. Toujours en lien avec le moral, quelques-uns avaient l'impression que les

Canadiens dans leur ensemble ne soutenaient plus autant les FAC qu'ils ne l'avaient fait auparavant. On estimait que cette situation avait miné le moral de certains membres des forces armées canadiennes, y compris le sentiment de fierté qu'ils ressentaient à en faire partie.

Lorsqu'on leur a demandé si racisme et comportements répréhensibles constituaient à leur avis un problème au sein des FAC, si aucun participant n'avait personnellement été témoin de ce type de comportements, plusieurs d'entre eux estimaient que cela constituait toujours un problème au sein des forces armées. Bien qu'un certain nombre d'entre eux avaient l'impression qu'au cours des dernières années, le gouvernement du Canada et les FAC avaient pris des mesures pour remédier à de pareils comportements, ils estimaient que les progrès à cet égard avaient été relativement lents à se faire sentir et que davantage de financement et d'attention étaient nécessaires à ce chapitre.

Invités à préciser les principaux enjeux auxquels sont confrontées les FAC et auxquels le gouvernement du Canada devrait accorder une plus grande priorité, plusieurs ont rappelé la nécessité d'augmenter le financement et les ressources dans tous les secteurs des forces armées. Quelques-uns d'entre eux estimaient qu'on pouvait en faire plus pour apporter un meilleur soutien aux familles de militaires en veillant notamment à ce que ces dernières soient relogées ensemble, et à ce que tous les membres des forces armées aient accès à des services et notamment à des médecins de famille et à des dentistes.

Tous les participants estimaient que le gouvernement du Canada faisait actuellement fausse route dans sa prise en compte des priorités les plus importantes des FAC. En abordant les mesures que le gouvernement fédéral pourrait prendre pour apporter des améliorations dans ces domaines, un certain nombre d'entre eux estimaient qu'il fallait en faire plus pour restructurer et rationaliser le processus d'approvisionnement en équipement, certains d'entre eux étant d'avis que ce processus était actuellement trop compliqué et inefficace. À la question de savoir si une autorisation de rester au même endroit pendant la majeure partie de leur carrière serait souhaitable pour les membres des FAC, la plupart des participants ont répondu par l'affirmative. On estimait que cette stabilité était importante compte tenu des nombreuses difficultés perçues comme étant liées au déménagement et notamment à la recherche d'un nouveau logement, d'un nouveau médecin de famille et aux désagréments causés aux familles et aux enfants.

Lorsqu'on leur a demandé si le syndrome de stress post-traumatique (SSPT) constituait à leur avis un problème majeur pour les membres actuels et vétérans des FAC, bon nombre de participants ont répondu par l'affirmative. On estimait que, bien que l'on soit maintenant davantage sensibilisés aux questions liées aux traumatismes et à la santé mentale qu'auparavant, les FAC devraient accorder plus d'importance à remédier aux difficultés d'ordre psychologique auxquelles sont confrontés leurs membres. Quelques participants avaient l'impression que certains militaires étaient encore réticents à parler de leurs blessures de stress post-traumatique par crainte de se voir retirer du service actif. Certains d'entre eux considéraient que l'on pourrait en faire plus pour mettre à profit les programmes de soutien par les pairs existants au sein des FAC afin de contribuer à la résolution de problèmes liés à la santé mentale. On estimait que les programmes de ce type étaient actuellement sous-utilisés.



En abordant plus particulièrement la question du logement destiné aux membres actuels et vétérans des FAC, bon nombre de participants ont déclaré avoir été confrontés à des difficultés liées à l'achat d'une propriété au sein des collectivités dans lesquelles ils avaient été en poste. Un certain nombre d'entre eux qui avaient déjà été transférés dans le passé ont mentionné avoir eu de la difficulté à vendre leur maison actuelle, avoir été contraints de déménager dans des régions où le coût de la vie était plus élevé, et avoir été confrontés à une pénurie globale de logements abordables dans plusieurs collectivités militaires. On estimait que le gouvernement fédéral et les FAC pourraient en faire beaucoup plus pour construire davantage de logements destinés aux militaires et pour en subventionner le coût. En plus de garantir l'accès à des logements abordables à tous les membres des FAC, on estimait qu'en adoptant cette mesure, les familles auraient plus de facilité à se reloger ensemble, sachant qu'on s'occuperait de leurs besoins en matière de logement.

À la question de savoir si, pour les vétérans des FAC, l'itinérance constituait un enjeu majeur, bien que certains participants aient entendu dire qu'elle constituait un problème, aucun d'entre eux n'a déclaré avoir personnellement connu de vétérans ayant vécu une telle situation. La plupart des participants s'entendaient pour dire qu'il fallait en faire davantage pour régler les problèmes de santé mentale auxquels font face des vétérans, estimant que bon nombre des problèmes auxquels sont confrontés les militaires lorsqu'ils quittent les forces armées découlent principalement d'un syndrome de stress post-traumatique non résolu et d'autres problèmes de nature psychologique. D'autres participants estimaient que des initiatives comme « Le Canada sans faille » et d'autres programmes actuellement en place pour soutenir les membres actuels et vétérans des FAC pourraient également jouer un rôle important et faire en sorte que les vétérans bénéficient du soutien financier, éducatif et psychologique dont ils ont besoin pour un retour efficace à la vie civile.

Sentiment du public (Membres de la diaspora caribéenne de centres de taille moyenne et de grands centres de l'Ontario)

Les participants d'un groupe composé de membres de la diaspora caribéenne vivant dans des centres de taille moyenne et de grands centres de l'Ontario ont brièvement partagé leurs points de vue sur leur avenir au Canada, ainsi que sur le caractère inclusif de la société canadienne. Lorsqu'on leur a demandé ce qui les rendait optimistes quant à leur avenir au Canada, plusieurs d'entre eux ont mentionné ce qu'ils percevaient comme étant un sentiment de sécurité ainsi que la protection des libertés individuelles et la possibilité de célébrer leur culture sans subir de discrimination. En abordant les questions qui les préoccupaient le plus concernant leur avenir au Canada, plusieurs participants ont mentionné des enjeux liés à la hausse du coût de la vie et à ce qu'ils percevaient comme étant une pénurie de logements abordable à l'échelle du pays. Quelques-uns d'entre eux se sont dit préoccupés par ce qu'ils considéraient comme étant des tensions géopolitiques croissantes dans de nombreuses régions du monde et craignaient que le Canada soit éventuellement entraîné dans un conflit armé.

Invités à décrire la situation sur le plan de diversité, d'équité et d'inclusion au Canada, les participants ont pour la plupart formulé des commentaires positifs. La plupart d'entre eux ont déclaré se sentir bienvenus au sein de leur collectivité et estimaient que le gouvernement fédéral s'était résolument attaché à assurer la protection et la promotion des différentes cultures et origines au Canada. Quelques-uns d'entre eux étaient d'un avis quelque peu différent, estimant que même si le Canada était en général un endroit inclusif et accueillant, certaines minorités visibles étaient encore traitées différemment dans certaines parties du pays et qu'il y avait encore des progrès à faire à cet égard.

Opioides (Vancouver)

Les participants vivant à Vancouver ont fait part de leurs points de vue sur les dépendances et la consommation d'opioïdes au sein de leur collectivité. Tous estimaient que la dépendance aux opioïdes constituait un problème très préoccupant à Vancouver et considéraient que ce problème s'était considérablement aggravé ces dernières années. Lorsqu'on leur a demandé s'ils pensaient que la situation s'améliorerait dans les années à venir, aucun n'a répondu par l'affirmative. À la question de savoir s'ils se souvenaient de mesures prises par le gouvernement du Canada pour lutter contre la dépendance aux opioïdes dans leur région, les participants ont rappelé de nombreuses initiatives axées sur la réduction des méfaits liés à cette dépendance. Au nombre de celles-ci : la suppression des sanctions pénales pour la possession de petites quantités de certaines substances illégales en Colombie-Britannique, le financement et la création de sites de consommation sûrs, et la garantie d'un approvisionnement sécuritaire pour les personnes aux prises avec une dépendance. Aucun d'entre eux ne voyait ces efforts d'un œil positif, estimant qu'ils avaient profité aux personnes luttant contre la dépendance en augmentant leur accès aux opioïdes et en supprimant les conséquences de la possession et de l'utilisation de ces substances. Lorsqu'on leur a demandé s'ils estimaient qu'il était important que les personnes luttant contre la dépendance aient accès à des sites d'approvisionnement et de consommation sûrs, la plupart des participants estimaient que les ressources actuellement allouées à ces programmes devraient plutôt être consacrées à ce que les participants considéraient comme étant des solutions à plus long terme, telles que le traitement, la réadaptation et la désintoxication. Afin de faciliter la discussion, les participants se sont vu présenter l'information suivante :

Par l'intermédiaire du Programme sur l'usage et les dépendances aux substances, le gouvernement finance des projets visant à contrer les méfaits associés à l'usage de substances. Dans le cadre de ce programme, le gouvernement du Canada finance plus particulièrement les services offerts dans des lieux de distribution et de consommation plus sûrs, ainsi que des projets axés sur la prévention des surdoses, l'éducation, l'aide à la désintoxication, le soutien par les pairs, la sensibilisation, le mentorat et le soutien en matière de santé mentale, entre autres initiatives.

Commentant cette information, bon nombre d'entre eux ont réaffirmé leur opinion selon laquelle ces ressources devraient plutôt être consacrées à des initiatives de traitement et de réhabilitation, qui,



selon eux, seraient beaucoup plus efficaces pour venir en aide aux personnes en situation de dépendance. On estimait qu'il y avait actuellement trop peu de centres de réadaptation dans la région métropolitaine de Vancouver et que tous les paliers de gouvernement devraient principalement s'efforcer d'accroître l'efficacité des programmes de traitement des dépendances à l'avenir. Un très petit nombre de participants ont indiqué avoir déjà eu un problème de dépendance aux opioïdes et estimaient que si on leur avait proposé un approvisionnement sûr plutôt qu'un traitement, ils n'auraient pas été en mesure de vaincre leur dépendance.

Après avoir été informés que le gouvernement du Canada avait accordé une exemption à la *Loi réglementant certaines drogues et autres substances* afin d'abolir les sanctions pénales en cas de possession d'un maximum de 2,5 grammes de certaines drogues illégales en Colombie-Britannique, tous les participants estimaient qu'il s'agissait là d'un pas dans la mauvaise direction. De l'avis général, la consommation d'opioïdes a augmenté dans la province à la suite de l'annonce de cette exemption. À la question de savoir ce qu'ils souhaiteraient que fasse encore le gouvernement du Canada pour remédier à ce problème, tous les participants ont réitéré leur souhait de voir augmenter le financement de centres de traitement. Un petit nombre d'entre eux estimait que le gouvernement fédéral devait apporter un soutien supplémentaire aux membres des familles de personnes aux prises avec une dépendance, y compris l'aide financière nécessaire pour qu'ils puissent s'absenter de leur travail afin de soutenir les membres de leur famille confrontés à de tels problèmes ou en cours de traitement.

Protection et promotion de la langue française (francophones des Prairies)

Les participants du groupe composé de francophones résidant dans les Prairies ont entamé une discussion portant sur la protection et la promotion de la langue française au Canada. Lorsqu'on leur a demandé si la promotion et la protection du français devaient à leur avis constituer une priorité du gouvernement fédéral, tous les participants ont répondu par l'affirmative. Plusieurs d'entre eux estimaient toutefois qu'il était également important de promouvoir le bilinguisme, estimant que le fait de se concentrer uniquement sur la promotion du français pourrait nuire à la capacité des francophones à communiquer et à s'associer avec d'autres Canadiens. À la question de savoir s'ils étaient au courant de mesures prises par le gouvernement du Canada visant à protéger et à promouvoir la langue française, une série d'initiatives ont été rappelées. Au nombre de celles-ci figuraient la publication du Plan d'action pour les langues officielles du gouvernement du Canada, la mise à disposition de ressources en français pour les étudiants et les immigrants, et la mise en œuvre de programmes linguistiques gratuits dans certains collèges et universités de la région.

En s'intéressant plus particulièrement au Plan d'action pour les langues officielles du gouvernement du Canada, les participants se sont vu présenter de l'information sur les principaux objectifs et mesures que renferme le plan. Le premier ensemble de mesures concernait la priorité à donner à la promotion

de l'immigration francophone au Canada. Les participants se sont vu présenter les renseignements suivants :

Favoriser une plus grande immigration francophone au Canada

- *Élaborer une nouvelle politique d'immigration francophone;*
- *Intensifier les activités promotionnelles et de recrutement dans les pays francophones;*
- *Investir dans la formation linguistique des nouveaux arrivants.*

Les participants ont formulé des commentaires majoritairement positifs à l'égard de ces renseignements, et bon nombre d'entre eux estimaient qu'à l'heure actuelle, seule une faible proportion d'immigrants arrivant au Canada possédait des compétences linguistiques en français. Un plus petit nombre de participants se sont dit préoccupés par le fait qu'une augmentation de l'immigration francophone puisse se traduire par un marché de l'emploi plus concurrentiel au détriment des citoyens canadiens, en particulier dans des régions francophones.

Le groupe s'est ensuite vu présenter les renseignements suivants concernant la promotion de possibilités d'apprentissage du français.

Promouvoir des possibilités d'apprentissage du français tout au long de la vie

- *Élargir l'offre de programmes dans des écoles de la minorité francophone hors Québec;*
- *Financer la mise en œuvre de programmes de français langue seconde partout au Canada;*
- *Investir dans la création de garderies francophones partout au Canada.*

Les participants ont, pour la plupart, favorablement accueilli ces initiatives, et nombre d'entre eux ont particulièrement applaudi l'augmentation des investissements destinés à des centres de la petite enfance francophones. De l'avis général, le fait d'offrir un environnement francophone aux enfants dès leur plus jeune âge constitue un élément cardinal de la protection et de la promotion de la langue française. Les participants avaient bon espoir que cette mesure servirait également à encourager la construction de nouvelles garderies, ce qui aurait pour effet d'augmenter le nombre de places en garderie disponibles au sein de leurs collectivités. De nombreux participants estimaient également que l'initiative visant à élargir l'offre de programmes dans les écoles de la minorité linguistique francophone hors du Québec constituait une mesure positive. Plusieurs d'entre eux étaient d'avis que ces investissements devraient s'étendre à tous les secteurs de l'éducation, y compris aux établissements d'enseignement postsecondaire francophones hors Québec. On considérait que le fait de fournir ces ressources encouragerait à la fois les jeunes à parler le français au quotidien et à éviter qu'ils perdent la connaissance de cette langue qu'ils avaient déjà acquise.

Les participants se sont vu présenter l'information suivante sur le soutien apporté à des organismes communautaires francophones.

Soutenir les organismes communautaires francophones

- *Accroître le financement d'organismes communautaires francophones;*
- *Accorder des subventions destinées à des projets visant à renforcer l'attachement à la langue française et à la culture francophone;*



- *Accorder des subventions aux artistes francophones.*

Si certains estimaient que ces mesures pourraient avoir un impact positif, un nombre à peu près égal de participants se sont dit préoccupés par l'impact potentiel de ces initiatives par rapport aux autres priorités et mesures figurant dans ce plan. On était d'avis que, bien que potentiellement utiles à la promotion de la culture francophone, ces mesures étaient moins importantes que celles liées à l'immigration francophone et à l'éducation en français. Quelques-uns d'entre eux ont exprimé le point de vue selon lequel ce financement devrait être principalement réservé à des espaces, à des rassemblements et à des événements communautaires francophones, plutôt qu'à des artistes ou à des organismes individuels.

Les participants se sont ensuite vu présenter des renseignements relatifs à la création d'un nouveau centre au sein de la fondation Héritage Canada.

La création, au sein la fondation Héritage Canada, d'un centre destiné à aider le gouvernement du Canada à prendre des mesures supplémentaires pour venir en aide aux communautés francophones en situation minoritaire.

De nombreux participants estimaient qu'il s'agissait d'une mesure importante que devait prendre le gouvernement fédéral, car ils croyaient qu'elle permettrait aux francophones d'être mieux en mesure de cerner et de prendre en compte les priorités importantes aux yeux des membres de leurs collectivités. Un petit nombre d'entre eux estimaient que cette initiative se faisait attendre depuis longtemps et qu'au lieu de se concentrer sur la fondation Héritage Canada, cette mesure devrait être élargie pour couvrir l'ensemble du gouvernement fédéral.

Interrogés sur la mesure qui, selon eux, contribuerait le plus à promouvoir et à protéger la langue française, de nombreux participants ont mentionné les mesures visant à accroître les investissements consacrés à des services de garde d'enfants et à des ressources éducatives offerts en français. De l'avis général, ces mesures sont essentielles pour assurer la pérennité de la langue française au sein de la prochaine génération de francophones au Canada. En discutant d'autres mesures que le gouvernement du Canada pourrait prendre pour promouvoir et protéger la langue française, les participants ont suggéré d'offrir des cours gratuits en ligne aux anglophones désireux d'apprendre le français, d'accroître la disponibilité des services fédéraux en français et d'exiger une signalisation routière bilingue dans toutes les provinces et tous les territoires du Canada.

Annexes

Annexe A - Questionnaires de recrutement

Questionnaire de recrutement français

Bureau du Conseil privé
Questionnaire de recrutement – novembre 2023
Groupes en français

Résumé des consignes de recrutement

- Groupes tenus en ligne.
- Durée prévue de chaque rencontre : deux heures.
- Recrutement de huit participants.
- Incitatifs de 125 \$ par personne, versés aux participants par transfert électronique après la rencontre.

Caractéristiques des groupes de discussion :

GROUPE	DATE	HEURE (HNE)	HEURE (LOCALE)	LIEU	COMPOSITION DU GROUPE	MODÉRATEUR
5	15 novembre	6:00-8:00	6:00-8:00 (HNE)	Sherbrooke	Jeunes	MP
8	22 novembre	6:00-8:00	6:00-8:00 (HNE)	Nord-du Québec	Population générale	MP
12	29 novembre	8:00-10:00	6:00-8:00 (HNR) 6:00-8:00 (HNC)	Prairies	Francophones des Prairies	MP

Questionnaire de recrutement

INTRODUCTION

Bonjour, je m'appelle **[NOM DU RECRUTEUR]**. Je vous téléphone du Strategic Counsel, une entreprise nationale de recherche sur l'opinion publique, pour le compte du gouvernement du Canada. / Hello, my name is **[RECRUITER NAME]**. I'm calling from The Strategic Counsel, a national public opinion research firm, on behalf of the Government of Canada

Préféreriez-vous continuer en français ou en anglais? / Would you prefer to continue in English or French?
[CONTINUER DANS LA LANGUE PRÉFÉRÉE]

NOTER LA LANGUE ET CONTINUER

Français **CONTINUER**
Anglais **PASSER AU QUESTIONNAIRE ANGLAIS**

Nous organisons, pour le compte du gouvernement du Canada, une série de groupes de discussion vidéo en ligne afin d'explorer des questions d'actualité qui intéressent les Canadiens.

La rencontre prendra la forme d'une table ronde animée par un modérateur expérimenté. Les participants recevront un montant d'argent en remerciement de leur temps.

Votre participation est entièrement volontaire et toutes vos réponses seront confidentielles. Nous aimerions simplement connaître vos opinions : personne n'essaiera de vous vendre quoi que ce soit ou de promouvoir des produits. Notre rapport sur cette série de groupes de discussion n'attribuera aucun commentaire à une personne en particulier.

Avant de vous inviter à participer, je dois vous poser quelques questions qui nous permettront de former des groupes suffisamment diversifiés. Puis-je vous poser quelques questions?

Oui **CONTINUER**
Non **REMERCIER ET CONCLURE**

QUESTIONS DE SÉLECTION

1. Est-ce que vous ou une personne de votre ménage avez travaillé pour l'un des types d'organisations suivants au cours des cinq dernières années?

Une société d'études de marché	REMERCIER ET CONCLURE
Une agence de commercialisation, de marque ou de publicité	REMERCIER ET CONCLURE
Un magazine ou un journal	REMERCIER ET CONCLURE
Un ministère ou un organisme gouvernemental fédéral, provincial ou territorial	REMERCIER ET CONCLURE
Un parti politique	REMERCIER ET CONCLURE
Dans les relations publiques ou les relations avec les médias	REMERCIER ET CONCLURE
Dans le milieu de la radio ou de la télévision	REMERCIER ET CONCLURE
Non, aucune de ces réponses	CONTINUER

- 1a. **POUR TOUS LES LIEUX** : Êtes-vous un ou une employé(e) retraité(e) du gouvernement du Canada?

Oui **REMERCIER ET CONCLURE**
Non **CONTINUER**

2. Quelle est la première langue que vous avez apprise lorsque vous étiez enfant et que vous parlez toujours couramment aujourd’hui?

Anglais **REMERCIER ET CONCLURE**

Français **CONTINUER**

Autre [Préciser ou non la langue, selon les besoins de l’étude] **REMERCIER ET CONCLURE**

Préfère ne pas répondre **REMERCIER ET CONCLURE**

3. Dans quelle ville habitez-vous?

LIEU	VILLES	
Sherbrooke, Québec	Sherbrooke	CONTINUER – GROUPE 5
Nord-du Québec	<p>Les villes du Nord-du-Québec peuvent notamment comprendre :</p> <p>Chibougamau, Chisasibi, Label-sur-Quévillon, Kuujuaq, Baie-James, Inukjuak, Eeyou Istchee James Bay, Chapais, Waswanipi, Puvirnituq, Matagami, Salluit, Kangiqsualujuaq, Kangiqsujaq, Kuujuarapik, Kawawachikamach, Akulivik, Kangirsuk, Umiujaq, Ivujivik, Quaqtaq, Tasiujaq, Aupaluk, Baie-d'Hudson, Rivière-Koksoak, Mistissini, Nemiscau, Waskaganish, Eastmain and Wemindji.</p> <p>ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES VILLES DE LA RÉGION.</p>	CONTINUER – GROUPE 8
Prairies	<p>Les villes peuvent notamment comprendre :</p> <p><u>Manitoba:</u> Winnipeg, Brandon, Steinbach, Thompson, Portage la Prairie, Winkler, Selkirk, Morden, Dauphin, The Pas, Flin Flon, Seine River region, Notre-Dame-de-Lourdes, St. Claude, Sainte Rose du Lac, St. Laurent.</p> <p><u>Saskatchewan:</u> Saskatoon, Regina, Prince Alberta, Moose Jaw-Gravelbourg, Swift Current, Yorkton,</p>	CONTINUER – GROUPE 12

	<p>North Battleford, Lloydminster, Estevan, Warman, Weyburn, Martensville, Melfort, Humboldt, Meadow Lake, Albertville, Duck Lake, Zenon Park, Bellegarde, St. Isidore-de-Bellevue.</p> <p>Alberta: Calgary, Edmonton, Beaumont, Brosseau, Grande Prairie, Lacombe, Lac des Arc, Falher, Legal, Plamondon, Morinville, Smoky River, St. Albert, St. Paul, Bonyville.</p> <p>ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DE CHAQUE PROVINCE ET DES VILLES DE LA RÉGION. RECRUTER DES RÉSIDENTS DE GRANDES ET DE PETITES COLLECTIVITÉS.</p>	
<p>RÉPONSE SPONTANÉE Préfère ne pas répondre</p>		<p>REMERCIER ET CONCLURE</p>

4. Depuis combien de temps habitez-vous à [INSÉRER LE NOM DE LA VILLE]? **NOTER LE NOMBRE D'ANNÉES.**

Moins de deux ans	REMERCIER ET CONCLURE
Deux ans ou plus	CONTINUER
Ne sais pas/Préfère ne pas répondre	REMERCIER ET CONCLURE

5. Seriez-vous prêt/prête à m'indiquer votre tranche d'âge dans la liste suivante?

Moins de 18 ans	SI POSSIBLE, DEMANDER À PARLER À UNE PERSONNE DE 18 ANS OU PLUS ET REFAIRE L'INTRODUCTION. SINON, REMERCIER ET CONCLURE.
18 à 24 ans	CONTINUER
25 à 35 ans	REMERCIER ET CONCLURE – GROUPE 5 TOUS LES AUTRES - CONTINUER
36 à 44 ans	
45 à 54 ans	
55 ans ou plus	
RÉPONSE SPONTANÉE Préfère ne pas répondre	REMERCIER ET CONCLURE

ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES ÂGES DANS CHAQUE GROUPE, S'IL Y A LIEU.



6. Est-ce que vous connaissez le concept du « groupe de discussion » ?

Oui **CONTINUER**

Non **EXPLIQUER QUE** : « *un groupe de discussion se compose de six à huit participants et d'un modérateur. Au cours d'une période de deux heures, les participants sont invités à discuter d'un éventail de questions reliées au sujet abordé* ».

7. Dans le cadre du groupe de discussion, on vous demandera de participer activement à une conversation. En pensant à la manière dont vous interagissez lors de discussions en groupe, quelle note vous donneriez-vous sur une échelle de 1 à 5 si 1 signifie « j'ai tendance à ne pas intervenir et à écouter les autres parler » et 5, « je suis habituellement une des premières personnes à parler »?

1-2 **REMERCIER ET CONCLURE**

3-5 **CONTINUER**

8. Étant donné que ce groupe se réunira en ligne, vous aurez besoin, pour participer, d'un accès Internet haut débit et d'un ordinateur muni d'une caméra Web, d'un microphone et d'un haut-parleur en bon état de marche. **CONFIRMER LES POINTS CI-DESSOUS. METTRE FIN À L'APPEL SI NON À L'UN DES TROIS.**

Le participant a accès à Internet haut débit

Le participant a un ordinateur avec caméra Web

9. Avez-vous utilisé des logiciels de réunion en ligne tels que Zoom, Webex, Microsoft Teams, Google Hangouts/Meet, etc., au cours des deux dernières années?

Oui **CONTINUER**

Non **CONTINUER**

10. Sur une échelle de 1 à 5 signifie que vous n'êtes pas du tout habile et 5 que vous êtes très habile, comment évaluez-vous votre capacité à utiliser seul(e) les plateformes de réunion en ligne?

1-2 **REMERCIER ET CONCLURE**

3-5 **CONTINUER**

11. Au cours de la discussion, vous pourriez devoir lire ou visionner du matériel affiché à l'écran, ou faire des exercices en ligne comme ceux qu'on trouve dans les sondages. On vous demandera aussi de participer activement à la discussion en ligne à l'aide d'une caméra Web. Pensez-vous avoir de la difficulté, pour une raison ou une autre, à lire les documents ou à participer à la discussion par vidéo?

CONCLURE L'ENTRETIEN SI LE RÉPONDANT SIGNALE UN PROBLÈME DE VISION OU D'AUDITION, UN PROBLÈME DE LANGUE PARLÉE OU ÉCRITE, S'IL CRAINT DE NE POUVOIR COMMUNIQUER EFFICACEMENT, SI L'UTILISATION D'UNE CAMÉRA WEB LUI POSE PROBLÈME, OU SI VOUS, EN TANT QU'INTERVIEWEUR, AVEZ DES DOUBTES QUANT À SA CAPACITÉ DE PARTICIPER EFFICACEMENT AUX DISCUSSIONS.

12. Avez-vous déjà participé à un groupe de discussion, à une entrevue ou à un sondage organisé à l'avance en contrepartie d'une somme d'argent?

Oui **CONTINUER**
Non **PASSER À LA Q.16**

13. À quand remonte le dernier groupe de discussion auquel vous avez participé?

À moins de six mois, **REMERCIER ET CONCLURE**
À plus de six mois, **CONTINUER**

14. À combien de groupes de discussion avez-vous participé au cours des cinq dernières années?

0 à 4 groupes, **CONTINUER**
5 groupes ou plus **REMERCIER ET CONCLURE**

15. Quel était leur sujet, et vous rappelez-vous pour qui ou pour quelle organisation ces groupes étaient organisés?

TERMINER SI LE SUJET EST SEMBLABLE OU IDENTIQUE, OU SI L'ORGANISATION NOMMÉE EST LE GOUVERNEMENT DU CANADA

CRITÈRES DE RECRUTEMENT SUPPLÉMENTAIRES

Il me reste quelques dernières questions avant de vous donner les détails du groupe de discussion, comme l'heure et la date.

16. Laquelle des catégories suivantes décrit le mieux le revenu annuel total de votre ménage en 2022 – c'est-à-dire le revenu cumulatif de l'ensemble des membres de votre ménage avant impôt?

Moins de 20 000 \$	CONTINUER
20 000 \$ à moins de 40 000 \$	CONTINUER
40 000 \$ à moins de 60 000 \$	CONTINUER
60 000 \$ à moins de 80 000 \$	CONTINUER
80 000 \$ à moins de 100 000 \$	CONTINUER
100 000 \$ à moins de 150 000 \$	CONTINUER
150 000 \$ ou plus	CONTINUER
RÉPONSE SPONTANÉE : Préfère ne pas répondre	REMERCIER ET CONCLURE

ASSURER UN BON MÉLANGE, S'IL Y A LIEU.



17. Lequel ou lesquels des groupes raciaux ou culturels suivants vous décrivent le mieux? (Plusieurs choix possibles)

- Blanc
- Sud-asiatique (p. ex., indien, pakistanais, sri-lankais)
- Chinois
- Noir
- Latino-américain
- Philippin
- Arabe
- Asiatique du sud-est (p. ex., vietnamien, cambodgien, thaïlandais)
- Coréen ou japonais
- Autochtone
- Autre groupe racial ou culturel (préciser)
- RÉPONSE SPONTANÉE** : Préfère ne pas répondre

ASSURER UN BON MÉLANGE.

18. Quel est le niveau de scolarité le plus élevé que vous avez atteint?

- École primaire
- Études secondaires partielles
- Diplôme d'études secondaires ou l'équivalent
- Certificat ou diplôme d'apprenti inscrit ou d'une école de métiers
- Certificat ou diplôme d'un collège, cégep ou autre établissement non universitaire
- Certificat ou diplôme universitaire inférieur au baccalauréat
- Baccalauréat
- Diplôme d'études supérieur au baccalauréat
- RÉPONSE SPONTANÉE** : Préfère ne pas répondre

ASSURER UN BON MÉLANGE.

19. [NE PAS DEMANDER] Sexe **NOTER SELON VOTRE OBSERVATION.**

- Homme
- Femme

ASSURER UNE PROPORTION ÉGALE D'HOMMES ET DE FEMMES DANS CHAQUE GROUPE.

20. Parmi les choix suivants, lequel décrit le mieux le secteur d'activité dans lequel vous travaillez?

- Métier de la construction ou métier spécialisé
- Administrations publiques
- Agriculture, foresterie, pêche et chasse
- Arts, spectacle et loisirs
- Autres services, sauf les administrations publiques
- Commerce de détail



Commerce de gros
Extraction minière, exploitation en carrière, et extraction de pétrole et de gaz
Fabrication
Finance et assurances
Gestion de sociétés et d'entreprises
Hébergement et services de restauration
Industrie de l'information et industrie culturelle
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement
Services d'enseignement
Services immobiliers et services de location et de location à bail
Services professionnels, scientifiques et techniques
Services publics
Soins de santé et assistance sociale
Transport et entreposage
Sans emploi
Aux études à temps plein
À la retraite
Autre situation ou autre secteur; veuillez préciser :

ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES TYPES D'EMPLOI DANS CHAQUE GROUPE. PAS PLUS DE DEUX RÉPONDANTS PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ. PAS D'ÉTUDIANTS ÉTRANGERS.

- 21.** La discussion sera enregistrée sur bandes audio et vidéo, strictement aux fins de la recherche. Les enregistrements aideront nos chercheurs à rédiger leur rapport. Est-ce que vous consentez à ce qu'on vous enregistre sur bandes audio et vidéo?

Oui

Non **REMERCIER ET CONCLUREE**



INVITATION

J'aimerais vous inviter à ce groupe de discussion en ligne, qui aura lieu le **[DONNER LA DATE ET L'HEURE EN FONCTION DU N° DE GROUPE INDIQUÉ DANS LE TABLEAU, PAGE 1]**. La discussion durera deux heures et vous recevrez 125 \$ pour votre participation. Ce montant vous sera envoyé par transfert électronique après la tenue du groupe de discussion.

Veillez noter que des observateurs du gouvernement du Canada pourraient être présents au groupe et que la discussion sera enregistrée sur bande vidéo. En acceptant de participer, vous donnez votre consentement à ces modalités.

Est-ce que vous accepteriez de participer?

Oui **CONTINUER**
Non **REMERCIER ET CONCLURE**

Puis-je avoir votre nom complet, le numéro de téléphone où vous êtes le plus facile à joindre et votre adresse électronique, si vous en avez une, pour vous envoyer les détails au sujet du groupe?

Nom :

Numéro de téléphone :

Adresse courriel :

Vous recevrez un courrier électronique du **[INSÉRER LE NOM DU RECRUTEUR]** expliquant comment rejoindre le groupe en ligne. Si la connexion au système vous pose des difficultés, veuillez en aviser notre équipe de soutien technique à : support@thestrategiccounsel.com.

Nous vous prions de vous mettre en ligne au moins 15 minutes avant l'heure prévue, afin d'avoir le temps de vous installer et d'obtenir l'aide de notre équipe de soutien en cas de problèmes techniques. Veuillez également redémarrer votre ordinateur avant de vous joindre au groupe.

Vous pourriez devoir lire des documents au cours de la discussion. Si vous utilisez des lunettes, assurez-vous de les avoir à portée de main durant la rencontre. Vous aurez également besoin d'un stylo et de papier pour prendre des notes.

Ce rendez-vous est un engagement ferme. Si vous pensez ne pas pouvoir participer pour des raisons personnelles ou professionnelles, veuillez m'en aviser dès maintenant et nous conserverons votre nom pour une étude ultérieure. Enfin, si jamais vous n'êtes pas en mesure de participer, veuillez nous prévenir le plus rapidement possible au **[1-800-xxx-xxxx]** pour que nous puissions trouver quelqu'un pour vous remplacer.

Merci de votre temps.

RECRUTEMENT FAIT PAR : _____

DATE DU RECRUTEMENT : _____

Questionnaire de recrutement anglais

**Privy Council Office
Recruiting Script – November 2023
English Groups**

Recruitment Specifications Summary

- Groups conducted online.
- Each group is expected to last for two hours.
- Recruit 8 participants.
- Incentives will be \$125 per person and will be sent to participants via e-transfer following the group.

Specifications for the focus groups are as follows:

Group	Date	Time (EST)	Local Time	Location	Composition	Moderator
1	Mardi 7 novembre	18 h à 20 h	6:00-8:00 (EST)	Ottawa	General Population	DN
2	Mercredi 8 novembre	16 h 30 à 18 h 30	6:00-8:00 (NST)	Newfoundland	General Population	MP

3	Jeudi 9 novembre	20 h à 22 h	6:00-8:00 (PST)	Calgary	Personnes de 55 ans et plus approchant de la retraite	MP
4	Mardi 14 novembre	18 h à 20 h	6:00-8:00 (EST)	Mid-Size & Major Centres Ontario	Diaspora caribéenne	DN
6	Jeudi 16 novembre	18 h à 20 h	6:00-8:00 (EST)	Toronto	General Population	DN
7	Mardi 21 novembre	21 h à 23 h	6:00-8:00 (PST)	Mid-Size Centres British Columbia	Indigenous	TBW
9	Jeudi 23 novembre	18 h à 20 h	6:00-8:00 (EST)	Eastern Ontario	Active and Veteran Members of the CAF	DN
10	Lundi 27 novembre	20 h à 22 h	6:00-8:00 (MST)	Sud de l'Alberta	General Population	TBW
11	Mardi 28 novembre	21 h à 23 h	6:00-8:00 (PST)	Vancouver	General Population	TBW

Recruiting Script

INTRODUCTION

Hello, my name is **[RECRUITER NAME]**. I'm calling from The Strategic Counsel, a national public opinion research firm, on behalf of the Government of Canada. / Bonjour, je m'appelle **[NOM DU RECRUTEUR]**. Je vous téléphone du Strategic Counsel, une entreprise nationale de recherche sur l'opinion publique, pour le compte du gouvernement du Canada.

Would you prefer to continue in English or French? / Préférez-vous continuer en français ou en anglais?
[CONTINUE IN LANGUAGE OF PREFERENCE]

RECORD LANGUAGE

English **CONTINUE**
French **SWITCH TO FRENCH SCREENER**

On behalf of the Government of Canada, we're organizing a series of online video focus group discussions to explore current issues of interest to Canadians.

The format is a "round table" discussion, led by an experienced moderator. Participants will be given a cash honorarium in appreciation of their time.

Your participation is completely voluntary, and all your answers will be kept confidential. We are only interested in hearing your opinions - no attempt will be made to sell or market you anything. The report that is

produced from the series of discussion groups we are holding will not contain comments that are attributed to specific individuals.

But before we invite you to attend, we need to ask you a few questions to ensure that we get a good mix/variety of people in each of the groups. May I ask you a few questions?

Yes **CONTINUE**
No **THANK AND END**

SCREENING QUESTIONS

22. Have you, or has anyone in your household, worked for any of the following types of organizations in the last 5 years?

A market research firm	THANK AND END
A marketing, branding, or advertising agency	THANK AND END
A magazine or newspaper	THANK AND END
A federal/provincial/territorial government department or agency	IF GROUP 9 – CONTINUE ALL OTHERS – THANK AND END
A political party	THANK AND END
In public/media relations	THANK AND END
In radio/television	THANK AND END
No, none of the above	CONTINUE

1a. IN ALL LOCATIONS EXCEPT **GROUP 9:** Are you a retired Government of Canada employee?

Yes **THANK AND END**
No **CONTINUE**

23. In which city do you reside?

LOCATION	CITIES	
Ottawa, Ontario	Ottawa	CONTINUE – GROUP 1
Newfoundland	Cities could include (but are not limited to): St. John’s, Conception Bay South, Mount Pearl, Paradise, Corner Brook, Grand Falls-Windsor, Gander, Portugal Cove-St. Phillip`s, Happy Valley-Goose Bay, Torbay, Labrador City, Stephenville, Clarenville, Bay Roberts, and Marystown. MAX OF 4 PARTICIPANTS FROM ST. JOHN’S. ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE	CONTINUE – GROUP 2

	REGION INCLUDING THOSE RESIDING IN LARGER AND SMALLER COMMUNITIES.	
Calgary, Alberta	Calgary	CONTINUE – GROUP 3
Ontario	<p>Mid-size Centres: Population of 100,000 – 300,000</p> <p>Cities could include (but are not limited to): Barrie, Brantford, Cambridge, Chatham-Kent, Guelph, Kingston, Kitchener, London, Milton, St. Catharines-Niagara, Sudbury, Waterloo, Windsor</p> <p>Major Centres: Population of 300,000+</p> <p>Cities include Toronto, Ottawa-Gatineau, Mississauga, Brampton, Hamilton</p> <p>ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION.</p>	CONTINUE – GROUP 4
Toronto, Ontario	<p>Toronto</p> <p>PARTICIPANTS SHOULD RESIDE IN THE ABOVE-NOTED CENTER PROPER.</p>	CONTINUE – GROUP 6
de la Colombie-Britannique	<p>Mid-size Centres: Population of 50,000-100,000</p> <p>Cities could include (but are not limited to): Kamloops, Chilliwack, City of Victoria, Maple Ridge, New Westminster, Prince George, Port Coquitlam, North Vancouver</p> <p>ENSURE A GOOD MIX NO MORE THAN 2 PER CITY.</p>	CONTINUE – GROUP 7
Eastern Ontario	<p>Cities include (but are not limited to): Ottawa, Brockville, Cornwall, Kingston, Pembroke.</p> <p>Towns include (but are not limited to): Gananoque, Prescott, Smiths Falls.</p> <p>Counties include (but are not limited to):</p>	CONTINUE – GROUP 8

	Prescott and Russell, Stormont, Dundas and Glengarry, Lanark, Renfrew, Leeds and Grenville, Frontenac, Lennox and Addington. NO MORE THAN TWO PER CITY/TOWN/COUNTY. ENSURE A GOOD MIX OF CITIES/TOWNS/COUNTIES ACROSS THE REGION.	
Sud de l'Alberta	Cities/towns include (but not limited to): Lethbridge, Medicine Hat, Brooks, Strathmore, Taber, Coaldale, Drumheller, Redcliff, Raymond, Cardston, Pincher Creek, Claresholm. ENSURE A GOOD MIX ACROSS THE REGION. NO MORE THAN TWO PER CITY/TOWN. INCLUDE THOSE RESIDING IN LARGER AND SMALLER COMMUNITIES.	CONTINUE – GROUP 10
Vancouver, British Columbia	Vancouver	CONTINUE – GROUP 11
VOLUNTEERED Prefer not to answer		THANK AND END

2a. How long have you lived in [INSERT CITY]? **RECORD NUMBER OF YEARS.**

Less than two years	THANK AND END
Two years or more	CONTINUE
Don't know/Prefer not to answer	THANK AND END

24. Would you be willing to tell me in which of the following age categories you belong?

Under 18 years of age	IF POSSIBLE, ASK FOR SOMEONE OVER 18 AND REINTRODUCE. OTHERWISE THANK AND END.
18-24	IF GROUP 3 – THANK AND END CONTINUE FOR ALL OTHER GROUPS
25-29	
30-34	
35-44	
45-49	
50-54	
55+	CONTINUE
VOLUNTEERED Prefer not to answer	THANK AND END

ENSURE A GOOD MIX WHERE APPLICABLE.

25. **ASK ONLY IF GROUP 3** Which of the following categories best describes your current employment status?

- Working full-time (35 hours or more per week) **CONTINUE**
- Working part-time (less than 35 hours per week) **CONTINUE**
- Self-employed **CONTINUE**
- Unemployed **THANK AND END**
- Student **THANK AND END**
- Retired **THANK AND END**
- Not in the workforce [Full-time homemaker, not looking for work] **THANK AND END**
- VOLUNTEERED** Prefer not to answer **THANK AND END**

ENSURE A GOOD MIX BY THOSE WORKING FULL-TIME, PART-TIME, AND SELF-EMPLOYED.

4a. **ASK ONLY IF GROUP 3** Are you planning on retiring in the next...?

- | | |
|---|----------------------|
| 1-2 years | CONTINUE |
| 3-5 years | CONTINUE |
| 6-10 years | CONTINUE |
| >10 years | THANK AND END |
| VOLUNTEERED Prefer not to answer | THANK AND END |

ENSURE A GOOD MIX BY TIMELINE FOR RETIRING.

26. **ASK ONLY IF GROUP 4** Do you identify your primary cultural and/or ethnic heritage to be Caribbean?

- | | |
|---|------------------------|
| Yes | CONTINUE TO Q6a |
| No | THANK AND END |
| VOLUNTEERED Prefer not to answer | THANK AND END |

6a. **ASK ONLY IF GROUP 4** Where did you or your family emigrate from?

- | | |
|---------------------|------------------------|
| Antigua and Barbuda | CONTINUE TO Q6b |
| The Bahamas | CONTINUE TO Q6b |
| Barbados | CONTINUE TO Q6b |
| Belize | CONTINUE TO Q6b |

Cuba CONTINUE TO Q6b
 Dominica CONTINUE TO Q6b
 Dominican Republic CONTINUE TO Q6b
 Grenada CONTINUE TO Q6b
 Guyana CONTINUE TO Q6b
 Haiti CONTINUE TO Q6b
 Jamaica CONTINUE TO Q6b
 Trinidad and Tobago CONTINUE TO Q6b
 Other, please specify: _____ CONTINUE TO Q6b
VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

6b. **ASK ONLY IF GROUP 4** Were you born in Canada?

Yes CONTINUE TO Q.9
 No CONTINUE TO Q.6c
VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

6c. **ASK ONLY IF GROUP 4** How many years have you lived in Canada?

Less than 5 years	CONTINUE – GROUP 4
5 to <10 years	
10 to <20 years	
20 to <30 years	
30 or more years	
Don't know/Prefer not to answer	THANK AND END

ENSURE A GOOD MIX BETWEEN THOSE WHO WERE NOT BORN IN CANADA AND THOSE BORN IN CANADA. ENSURE A GOOD MIX OF TIME LIVED IN CANADA FOR THOSE NOT BORN IN CANADA.

7. **ASK ONLY IF GROUP 7** Do you identify as Indigenous?

Yes CONTINUE TO Q9.
 No **THANK AND END**
VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

7a. **ASK ONLY IF GROUP 7** Do you identify as...?

First Nations CONTINUE – **GROUP 7**
 Métis CONTINUE – **GROUP 7**
 Inuit CONTINUE – **GROUP 7**
 None of the above **THANK AND END**

8. **ASK ONLY IF GROUP 9** Are you currently, or were you previously, a member of the Canadian Armed Forces (CAF)?

Yes, I am currently an active member of the Canadian Armed Forces
 Yes, I am a veteran
 No
VOLUNTEERED Prefer not to answer

CONTINUE – GROUP 9
CONTINUE – GROUP 9
THANK AND END
THANK AND END

ENSURE A GOOD MIX BY ACTIVE MEMBERS AND VETERANS.

9. Are you familiar with the concept of a focus group?

Yes **CONTINUE**

No **EXPLAIN THE FOLLOWING** *“a focus group consists of six to eight participants and one moderator. During a two-hour session, participants are asked to discuss a wide range of issues related to the topic being examined.”*

10. As part of the focus group, you will be asked to actively participate in a conversation. Thinking of how you engage in group discussions, how would you rate yourself on a scale of 1 to 5 where 1 means ‘you tend to sit back and listen to others’ and 5 means ‘you are usually one of the first people to speak’?

1-2 **THANK AND END**

3-5 **CONTINUE**

11. As this group is being conducted online, in order to participate you will need to have high-speed Internet and a computer with a working webcam, microphone and speaker. **RECRUITER TO CONFIRM THE FOLLOWING. TERMINATE IF NO TO EITHER.**

Participant has high-speed access to the Internet

Participant has a computer/webcam

12. **ASK ALL GROUPS** Have you used online meeting software, such as Zoom, Webex, Microsoft Teams, Google Hangouts/Meet, etc., in the last two years?

Yes **CONTINUE**

No **CONTINUE**

13. **ASK ALL GROUPS** How skilled would you say you are at using online meeting platforms on your own, using a scale of 1 to 5, where 1 means you are not at all skilled, and 5 means you are very skilled?

1-2 **THANK AND END**

3-5 **CONTINUE**

14. **ASK ALL GROUPS** During the discussion, you could be asked to read or view materials on screen and/or participate in poll-type exercises online. You will also be asked to actively participate online using a webcam. Can you think of any reason why you may have difficulty reading the materials or participating by video? **TERMINATE IF RESPONDENT OFFERS ANY REASON SUCH AS SIGHT OR HEARING PROBLEM, A WRITTEN OR VERBAL LANGUAGE PROBLEM, A CONCERN WITH NOT BEING ABLE TO COMMUNICATE EFFECTIVELY, ANY CONCERNS WITH USING A WEBCAM OR IF YOU AS THE INTERVIEWER HAVE A CONCERN ABOUT THE PARTICIPANT’S ABILITY TO PARTICIPATE EFFECTIVELY.**



15. Have you ever attended a focus group discussion, an interview or survey which was arranged in advance and for which you received a sum of money?

- Yes **CONTINUE**
No **SKIP TO Q.19**

16. How long ago was the last focus group you attended?

- Less than 6 months ago **THANK AND END**
More than 6 months ago **CONTINUE**

17. How many focus group discussions have you attended in the past 5 years?

- 0-4 groups **CONTINUE**
5 or more groups **THANK AND END**

18. On what topics were they and do you recall who or what organization the groups were being undertaken for? **TERMINATE IF ANY ON SIMILAR/SAME TOPIC OR GOVERNMENT OF CANADA IDENTIFIED AS ORGANIZATION**

ADDITIONAL RECRUITING CRITERIA

Now we have just a few final questions before we give you the details of the focus group, including the time and date.

19. What is the highest level of formal education that you have completed?

- Grade 8 or less
Some high school
High school diploma or equivalent
Registered Apprenticeship or other trades certificate or diploma
College, CEGEP or other non-university certificate or diploma
University certificate or diploma below bachelor's level
Bachelor's degree
Post graduate degree above bachelor's level

VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

ENSURE A GOOD MIX.

20. **ASK ALL GROUPS EXCEPT GROUP 4 & GROUP 7** Which of the following racial or cultural groups best describes you? (multi-select)

- White/Caucasian
South Asian (e.g., East Indian, Pakistani, Sri Lankan)

- Chinese
- Black
- Latin American
- Filipino
- Arab
- Southeast Asian (e.g., Vietnamese, Cambodian, Thai)
- Korean or Japanese
- Indigenous
- Other (specify)

VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**
ENSURE A GOOD MIX.

21. ASK ALL GROUPS Which of the following categories best describes your total household income in 2022?
That is, the total income of all persons in your household combined, before taxes?

Under \$20,000	CONTINUE FOR ALL GROUPS
\$20,000 to just under \$40,000	
\$40,000 to just under \$60,000	
\$60,000 to just under \$80,000	
\$80,000 to just under \$100,000	
\$100,000 to just under \$150,000	
\$150,000 and above	
VOLUNTEERED Prefer not to answer	THANK AND END

ENSURE A GOOD MIX WHERE APPLICABLE.

22. ASK ALL GROUPS EXCEPT THOSE WHO SAY ‘I AM CURRENTLY AN ACTIVE MEMBER OF THE ARMED FORCES’ AT Q8 Which of the following best describes the industry/sector in which you are currently employed?

- Accommodation and Food Services
- Administrative and Support, Waste Management and Remediation Services
- Agriculture, Forestry, Fishing and Hunting
- Arts, Entertainment and Recreation
- Automotive
- Construction
- Educational Services

- Finance & Insurance
- Health Care
- Social Assistance
- Information and Cultural Industries
- Management of Companies and Enterprises
- Manufacturing
- Mining, Quarrying, and Oil and Gas Extraction
- Other Services (except Public Administration)
- Professional, Scientific and Technical Services
- Public Administration
- Real Estate and Rental and Leasing
- Retail Trade
- Transportation and Warehousing
- Utilities
- Wholesale Trade
- Unemployed
- Full Time Student
- Retired
- Other, please specify: _____

ENSURE A GOOD MIX BY TYPE OF EMPLOYMENT IF APPLICABLE. NO MORE THAN TWO PER SECTOR. NO MORE THAN 2 WHO ARE UNEMPLOYED. NO INTERNATIONAL STUDENTS IN ALL GROUPS.

[DO NOT ASK] Gender RECORD BY OBSERVATION.

Male	CONTINUE
Female	CONTINUE

ENSURE A GOOD MIX BY GENDER IN EACH GROUP WHERE APPLICABLE.

- 23.** The focus group discussion will be audio-taped and video-taped for research purposes only. The taping is conducted to assist our researchers in writing their report. Do you consent to being audio-taped and video-taped?

Yes

No **THANK AND END**



INVITATION

I would like to invite you to this online focus group discussion, which will take place the evening of **[INSERT DATE/TIME BASED ON GROUP # IN CHART ON PAGE 1]**. The group will be two hours in length and you will receive \$125 for your participation following the group via an e-transfer.

Please note that there may be observers from the Government of Canada at the group and that the discussion will be videotaped. By agreeing to participate, you have given your consent to these procedures.

Would you be willing to attend?

Yes **CONTINUE**
No **THANK AND END**

May I please have your full name, a telephone number that is best to reach you at as well as your e-mail address if you have one so that I can send you the details for the group?

Name:

Telephone Number:

E-mail Address:



You will receive an e-mail from **[INSERT RECRUITER]** with the instructions to login to the online group. Should you have any issues logging into the system specifically, you can contact our technical support team at support@thestrategiccounsel.com.

We ask that you are online at least 15 minutes prior to the beginning of the session in order to ensure you are set up and to allow our support team to assist you in case you run into any technical issues. We also ask that you restart your computer prior to joining the group.

You may be required to view some material during the course of the discussion. If you require glasses to do so, please be sure to have them handy at the time of the group. Also, you will need a pen and paper in order to take some notes throughout the group.

This is a firm commitment. If you anticipate anything preventing you from attending (either home or work-related), please let me know now and we will keep your name for a future study. If for any reason you are unable to attend, please let us know as soon as possible at **[1-800-xxx-xxxx]** so we can find a replacement.

Thank you very much for your time.

RECRUITED BY: _____

DATE RECRUITED: _____

Annexe B – Guides de discussion

Guide du modérateur français

GUIDE DU MODERATEUR – DOCUMENT MAÎTRE NOVEMBRE 2023

INTRODUCTION (10 minutes) Tous les lieux

- Le modérateur ou la personne responsable du soutien technique doit faire savoir aux participantes et aux participants qu'un stylo et du papier seront nécessaires afin de prendre des notes et d'écrire quelques réflexions au sujet des pièces de communication que nous leur montrerons plus tard au cours de la discussion.

LE GOUVERNEMENT DU CANADA DANS L'ACTUALITÉ Tous les lieux

- Qu'avez-vous vu, lu ou entendu au sujet du gouvernement du Canada au cours des derniers jours?
 - **Membres de la diaspora caribéenne de centres de moyenne taille et de grands centres de l'Ontario, Toronto, Vancouver** Quelles sont vos réactions à cette nouvelle?
 - **Membres de la diaspora caribéenne de centres de moyenne taille et de grands centres de l'Ontario** SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Qu'avez-vous vu, lu ou entendu au sujet de l'accueil, par le gouvernement du Canada, de dirigeants caribéens dans le cadre du sommet Canada-Communauté des Caraïbes (CARICOM)?
 - **Membres de la diaspora caribéenne de centres de moyenne taille et de grands centres de l'Ontario** SI AU COURANT : Quels sont vos souvenirs de ce sommet? Que pensez-vous de ce que vous avez appris?
 - **Membres de la diaspora caribéenne de centres de moyenne taille et de grands centres de l'Ontario** De manière générale, comment décririez-vous la gestion des relations du gouvernement du Canada avec les pays des Caraïbes?
 - **Jeunes âgés de 18 à 24 ans vivant à Sherbrooke** Y a-t-il quelqu'un parmi vous qui avez vu, lu ou entendu quoi que ce soit au sujet de la tarification de la pollution par le carbone mise en place par le gouvernement du Canada?
 - SI OUI : Qu'avez-vous appris? Comment avez-vous accueilli cette information?
 - **Vancouver** Où avez-vous entendu, lu ou vu cette nouvelle?

MOT-SYMBOLE DU GOUVERNEMENT DU CANADA (20 à 25 minutes) Ottawa, Nord-du-Québec,
Membres actifs et vétérans des FAC de l'est de l'Ontario, francophones vivant dans les Prairies

- Lorsque vous voyez de l'information du gouvernement du Canada (en ligne, sur papier, sur des panneaux d'affichage, à la télévision, etc.), comment savez-vous qu'elle provient du gouvernement du Canada?
 - Est-il clair pour vous qu'il s'agit d'une information qui provient du gouvernement du Canada? Pourquoi? Pourquoi pas?
 - SI NON : Pouvez-vous me donner un exemple d'un cas où vous n'en avez pas la certitude?
- Lorsque vous *entendez* de l'information, à la radio par exemple, comment savez-vous qu'elle provient du gouvernement du Canada?
 - Où écoutez-vous habituellement cette information? À la radio? À la télévision?
 - Y a-t-il des phrases ou des sons particuliers qui servent à identifier l'information provenant du gouvernement du Canada?

Je vais maintenant vous montrer quelque chose à l'écran.

AFFICHER À L'ÉCRAN LE MOT-SYMBOLE « CANADA »

- Avez-vous déjà vu ce symbole auparavant? Si oui, où?

J'aimerais vous demander ce que ce symbole signifie en général et aussi ce qu'il signifie pour vous personnellement.

- Tout d'abord, quelle est la signification générale de ce symbole? Avez-vous quelque chose d'autre à ajouter?
 - SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Pensez-vous que ce symbole représente le gouvernement du Canada? Pourquoi? Pourquoi pas?
- Et que signifie ce symbole pour vous, personnellement?
 - SONDER SI NÉCESSAIRE : À quoi est-il le plus probable que vous associiez ce symbole? Que vous fait-il *ressentir*? Pourquoi?
 - Le symbole représente-t-il des idées ou des sentiments positifs ou négatifs? Qu'est-ce qui vous fait dire cela?
- Pourquoi pensez-vous que le gouvernement du Canada utilise ce symbole dans ses communications et informations?
- Où vous attendez-vous à voir ce symbole affiché?

- SI L'ON N'A TOUJOURS PAS MENTIONNÉ LA CONFIANCE/LA CRÉDIBILITÉ/LA CERTITUDE, SONDER : Lorsque vous apercevez ce symbole, faites-vous confiance aux informations qui l'accompagnent? Avez-vous la certitude que l'information est crédible? Pourquoi? Pourquoi pas?

Je vais maintenant vous faire jouer une signature musicale. Veillez à ce que le volume de votre système audio soit suffisamment élevé pour que vous puissiez l'entendre.

FAIRE JOUER LA SIGNATURE MUSICALE « Ô Canada »

- Avez-vous déjà entendu cet indicatif sonore? Si oui, où?
- Le gouvernement du Canada utilise cet indicatif sonore dans ces communications. Pourquoi pensez-vous qu'il le fait?

LOGO DE LA FÊTE DU CANADA (25-35 minutes) Ottawa, membres de la diaspora caribéenne de centres de moyenne taille et de grands centres de l'Ontario, jeunes âgés de 18 à 24 ans vivant à Sherbrooke, Toronto, Autochtones de la Colombie-Britannique, Nord-du-Québec

Nous allons maintenant laisser de côté les symboles du gouvernement du Canada et nous concentrer sur des concepts créatifs qui pourraient être utilisés comme logo de la fête du Canada. Notez qu'il ne s'agit que du logo, vous le verrez donc dans tout contenu traitant de la fête du Canada — en d'autres termes, le logo n'apparaîtra jamais seul et ne servira pas à tout communiquer; du texte et des images accompagneront toujours le logo.

Ottawa — SÉQUENCE DES CONCEPTS : 1, 3, 2, 4

Membres de la diaspora caribéenne de centres de moyenne taille et de grands centres de l'Ontario — SÉQUENCE DES CONCEPTS : 2,3 4,1

Jeunes âgés de 18 à 24 ans vivant à Sherbrooke — SÉQUENCE DES CONCEPTS : 3,4 1,2

SÉQUENCE DES CONCEPTS : 4,1 2,3

Nord-du-Québec — SÉQUENCE DES CONCEPTS : 3,2 1,4

LE MODÉRATEUR MONTRERA CHAQUE CONCEPT INDIVIDUELLEMENT SUIVI DE LA SÉRIE DE QUESTIONS PAS PLUS DE 6 MINUTES PAS CONCEPT

Examinons maintenant le premier concept...

AFFICHER LE CONCEPT 3 À L'ÉCRAN

- Quelle est votre première impression de ce logo?
- Que vous évoque-t-il?
- L'approche créative exprime-t-elle l'idée de se rassembler pour célébrer notre culture et renforcer les liens qui nous unissent?
- Comment décririez-vous le ton qui se dégage du concept? Diriez-vous qu'il est optimiste, festif, inclusif?
- À votre avis, y a-t-il quelque chose qui cloche à propos de ce concept? Et pourquoi?

RÉPÉTER POUR LES CONCEPTS 2, 1 et 4

TÊTE À TÊTE

Je vais maintenant vous montrer une plus petite image de chacun des 4 concepts.

SONDAGE : Je vais vous montrer un sondage. J'aimerais que vous choisissiez le concept qui, selon vous, représente LE MIEUX la fête du Canada. Veuillez ne sélectionner qu'une seule réponse.

LE MODÉRATEUR MONTRE LES RÉSULTATS DU SONDAGE ET LIT À VOIX HAUTE LE NOMBRE/POURCENTAGE DE PERSONNES AYANT VOTÉ POUR CHACUN DES CONCEPTS. LE MODÉRATEUR DISCUTE DES POURCENTAGES DES RÉSULTATS ANS L'ORDRE, DU PLUS ÉLEVÉ AU PLUS BAS.

- Y a-t-il un concept qui, selon vous, est totalement inefficace?
 - SI OUI : Qu'est-ce qui vous fait dire cela?

PERFORMANCE ET PRIORITÉS —COÛT DE LA VIE (10-55 minutes) Ottawa, Terre-Neuve, Calgariens de 55 ans et plus approchant de la retraite, jeunes âgés de 18 à 24 ans vivant à Sherbrooke, Autochtones de la Colombie-Britannique, Nord-du-Québec, membres actifs et vétérans des FAC de l'est de l'Ontario, Vancouver, francophones vivant dans les Prairies

- Qu'est-ce que le gouvernement du Canada fait de bien?

- Sur quel plan le gouvernement du Canada doit-il s'améliorer? Pourquoi?
- **Ottawa, Calgary, de 55 ans et plus approchant de la retraite, membres de la diaspora caribéenne de centres de moyenne taille et de grands centres de l'Ontario, jeunes âgés de 18 à 24 ans vivant à Sherbrooke, Toronto, Vancouver** Selon vous, quels sont les principaux enjeux auxquels le gouvernement du Canada devrait accorder la priorité? Pourquoi?
 - **Ottawa, Vancouver, Toronto** SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Qu'en est-il du logement? Comment décririez-vous la situation du logement au sein de votre collectivité, spécifiquement?
 - **Ottawa, Vancouver, Toronto** Quel degré de priorité le gouvernement du Canada devrait-il accorder au logement?
 - **Ottawa, Vancouver, Toronto** Quels sont les plus grands enjeux en matière de logement?
 - **Membres de la diaspora caribéenne de centres de moyenne taille et de grands centres de l'Ontario** Pourquoi ces enjeux sont-ils importants?
 - **Jeunes âgés de 18 à 24 ans vivant à Sherbrooke** SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Qu'en est-il du coût de la vie?
 - Quels sont les principaux enjeux en matière du coût de la vie que le gouvernement fédéral devrait prioriser?
 - **Toronto** SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Qu'en est-il de l'immigration?
 - Quels sont les principaux enjeux en matière d'immigration que le gouvernement fédéral devrait prioriser?
- **Ottawa, Toronto, Vancouver** Qu'avez-vous vu, lu ou entendu au sujet du récent travail effectué par le gouvernement du Canada en matière de logement?
 - SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Avez-vous entendu parler des fonds supplémentaires qu'accorde le gouvernement fédéral aux municipalités qui s'engagent à réduire leurs formalités administratives afin de construire davantage de logements?
- **Ottawa, Toronto, Vancouver** Que vous en ayez entendu parler ou non, que pensez-vous du fait que le gouvernement du Canada accorde des fonds pour le logement aux municipalités qui réduisent leurs formalités administratives afin d'accélérer la construction d'immeubles à logements multiples, entre autres choses?
 - Croyez-vous que cette approche se révélera efficace au sein de votre collectivité? Pourquoi ou pourquoi pas?
- **Ottawa, Toronto, Vancouver** Lorsque vous entendez le terme « densification », qu'est-ce qui vous vient à l'esprit? Pouvez-vous expliquer en vos propres mots ce que vous pensez que ce mot signifie?
- **Ottawa, Toronto, Vancouver** FOURNIR DES ÉCLAIRCISSEMENTS AU BESOIN : Le terme « densification » désigne le processus visant à augmenter le nombre de logements dans une

- zone donnée, généralement en construisant davantage d'unités d'habitation ou en agrandissant les structures existantes.
- **Ottawa, Toronto, Vancouver** À votre avis, les différents paliers de gouvernement devraient-ils encourager une plus grande densité au sein des grandes villes canadiennes? Pourquoi ou pourquoi pas?
 - **Ottawa, Toronto, Vancouver** Lorsque vous pensez aux types de logements qui pourraient être construits si les différents paliers de gouvernement privilégiaient une plus grande densité, qu'est-ce qui vous vient à l'esprit?
 - **Ottawa, Toronto, Vancouver** Que pensez-vous de l'idée de « densifier » votre collectivité?
 - **Ottawa, Toronto, Vancouver** Une densification aurait-elle des répercussions au sein de votre propre collectivité?
 - SI OUI : À quel type de répercussions vous attendriez-vous — positives, négatives, ou peut-être les deux à la fois?
 - SONDER AU BESOIN : Qu'en serait-il des répercussions d'une densification sur les services publics et notamment sur les écoles, les hôpitaux et les transports en commun?
 - SONDER AU BESOIN : Et des répercussions sur l'offre de logements et leur coût? Y a-t-il d'autres avantages qu'une densification pourrait apporter à votre collectivité?
 - **Ottawa, Toronto, Vancouver** Avez-vous d'autres préoccupations quant à une éventuelle densification de votre collectivité?
 - SI OUI : Lesquelles?
 - **Ottawa, Toronto, Vancouver** Par l'intermédiaire du Fonds pour accélérer la construction de logements, le gouvernement du Canada accorde du financement aux collectivités consentant à réduire leurs formalités administratives pour permettre la construction d'un plus grand nombre de logements plus rapidement. Ces fonds peuvent servir à diverses fins, notamment à financer des projets d'infrastructure locaux nécessaires au soutien de collectivités en expansion.
 - **Ottawa, Toronto, Vancouver** Dans quel type de projets d'infrastructure le gouvernement du Canada devrait-il, à votre avis, investir pour offrir un soutien optimal aux collectivités en expansion?
 - SONDER AU BESOIN : Devrait-il investir dans des projets portant sur le transport en commun, les infrastructures de distribution d'eau potable et de traitement des eaux usées, les systèmes énergétiques communautaires, des routes, des ponts, des pistes cyclables ou des aménagements paysagers et de nouveaux espaces verts?

- **Ottawa, Toronto, Vancouver** Le fait de savoir que le gouvernement du Canada contribue au financement de projets d'infrastructure visant à soutenir des collectivités en expansion a-t-il modifié votre opinion sur la densification de l'habitat au sein des villes canadiennes? Pourquoi ou pourquoi pas?
- **Membres de la diaspora caribéenne de centres de moyenne taille et de grands centres de l'Ontario** Quels sont, à votre avis, les principales problématiques auxquelles la communauté caribéenne est confrontée et auxquels le gouvernement du Canada devrait accorder la priorité?
 - Pourquoi d'êtes-vous cela?
 - SI SUR LA MAUVAISE VOIE : Que pourrait faire le gouvernement fédéral pour se mettre sur la bonne voie?
- **Membres de la diaspora caribéenne de centres de moyenne taille et de grands centres de l'Ontario** De manière plus générale, avez-vous le sentiment que le gouvernement fédéral accorde suffisamment d'attention à la communauté caribéenne? Pourquoi ou pourquoi pas?
 - Selon vous, le gouvernement du Canada comprend-il les enjeux qui vous préoccupent le plus? Pourquoi d'êtes-vous cela?
 - Comment le gouvernement fédéral devrait-il nouer le dialogue avec la communauté caribéenne afin de mieux comprendre les enjeux importants qui la concernent?
 - SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Qu'en est-il du coût de la vie?
 - Quels sont les principaux enjeux en matière du coût de la vie que le gouvernement fédéral devrait prioriser?
- **Membres de la diaspora caribéenne de centres de moyenne taille et de grands centres de l'Ontario, Jeunes âgés de 18 à 24 ans vivant à Sherbrooke** Qu'avez-vous vu, lu ou entendu sur le travail accompli par le gouvernement du Canada pour faire face à la hausse du coût de la vie? Qu'en pensez-vous?
 - SI NÉCESSAIRE : Qu'en est-il en matière de logement? Qu'en est-il en matière des produits d'épicerie?
- **Membres de la diaspora caribéenne de centres de moyenne taille et de grands centres de l'Ontario, Jeunes âgés de 18 à 24 ans vivant à Sherbrooke** Diriez-vous que dans l'ensemble, le gouvernement du Canada est sur la bonne ou la mauvaise voie lorsqu'il s'agit de faire face à la hausse du coût de la vie? Pourquoi dites-vous cela?
 - SI SUR LA MAUVAISE VOIE : Que doit faire le gouvernement du Canada pour être sur la bonne voie?
 - **Membres de la diaspora caribéenne de centres de moyenne taille et de grands centres de l'Ontario, Jeunes âgés de 18 à 24 ans vivant à Sherbrooke** SI CE N'EST PAS

MENTIONNÉ : Qu'en est-il en matière de changement climatique? Quel degré de priorité le gouvernement du Canada devrait-il accorder au changement climatique?

- **Membres de la diaspora caribéenne de centres de moyenne taille et de grands centres de l'Ontario** Comment qualifieriez-vous le système d'immigration au Canada?
 - Est-il juste et équitable? Pourquoi ou pourquoi pas?
- **Membres de la diaspora caribéenne de centres de moyenne taille et de grands centres de l'Ontario** Quels sont les principaux enjeux en matière d'immigration que le gouvernement fédéral devrait prioriser?
- **Membres de la diaspora caribéenne de centres de moyenne taille et de grands centres de l'Ontario, Toronto** Qu'avez-vous vu, lu ou entendu au sujet d'initiatives prises par le gouvernement du Canada en matière d'immigration?
 - Quelles sont vos réactions?
- **Membres de la diaspora caribéenne de centres de moyenne taille et de grands centres de l'Ontario, Toronto** Dans l'ensemble, le gouvernement du Canada est-il généralement sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie en ce qui concerne l'immigration? Pourquoi?
- **Membres de la diaspora caribéenne de centres de moyenne taille et de grands centres de l'Ontario, Toronto** Le gouvernement du Canada devrait-il à votre avis augmenter, réduire ou maintenir le taux d'immigration à peu près au même niveau? Pourquoi?
 - SI AUGMENTER OU RÉDUIRE : Quels impacts cela aurait-il au Canada?
- **Membres de la diaspora caribéenne de centres de moyenne taille et de grands centres de l'Ontario** Que devrait encore faire le gouvernement du Canada pour venir en aide à la communauté caribéenne?
- **Jeunes âgés de 18 à 24 ans vivant à Sherbrooke** Qu'avez-vous vu, lu ou entendu sur le travail accompli par le gouvernement du Canada pour faire face au changement climatique? Qu'en pensez-vous?
 - Diriez-vous que dans l'ensemble, le gouvernement du Canada est sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie lorsqu'il s'agit de s'attaquer au changement climatique? Pourquoi?
 - SI SUR LA MAUVAISE VOIE : Que doit faire le gouvernement du Canada pour être sur la bonne voie?

- **Jeunes âgés de 18 à 24 ans vivant à Sherbrooke** À quel point le changement climatique a-t-il un impact, le cas échéant, sur le coût de la vie?
- **Autochtones de la Colombie-Britannique** Quels sont, à votre avis, les principaux enjeux auxquels les Autochtones sont confrontés et auxquels le gouvernement fédéral devrait accorder la priorité?
 - Et en ce qui concerne les Autochtones vivant au sein de votre collectivité?
- **Autochtones de la Colombie-Britannique** À votre avis, le gouvernement du Canada a-t-il priorisé la réconciliation?
 - SI OUI : Diriez-vous que la réconciliation a constitué une priorité mineure ou majeure?
- **Autochtones de la Colombie-Britannique** Quels domaines devrait, selon vous, prioriser le gouvernement du Canada pour faire progresser la réconciliation? Qu'est-ce qui vous incite à avoir cette opinion?
- **Autochtones de la Colombie-Britannique** Comment mesureriez-vous les progrès réalisés en matière de réconciliation?
 - Y a-t-il des mesures ou des résultats précis qui témoigneraient des progrès accomplis? Si oui, quels sont-ils?
- **Autochtones de la Colombie-Britannique** Avez-vous des conseils à donner au gouvernement fédéral pour l'aider à nouer un dialogue avec les populations autochtones vivant en région urbaine et à répondre à leurs besoins?
- **Membres actifs et vétérans des FACS de l'est de l'Ontario** Je voudrais maintenant me concentrer sur les enjeux qui touchent celles et ceux qui servent actuellement ou qui ont déjà servi dans les FAC...
- **Membres actifs et vétérans des FAC de l'est de l'Ontario** Quels sont, à votre avis, les principaux enjeux auxquels sont confrontées les FAC et que le gouvernement fédéral devrait prioriser?
- **Membres actifs et vétérans des FAC de l'est de l'Ontario** Quelles nouvelles avez-vous déjà vues, lues ou entendues au sujet du travail effectué par le gouvernement du Canada dans le passé sur l'un de ces dossiers?
- **Membres actifs et vétérans des FAC de l'est de l'Ontario** Quel travail, le cas échéant, le gouvernement fédéral prévoit-il de faire dans ces dossiers?

- **Membres actifs et vétérans des FAC de l'est de l'Ontario** En ce qui concerne ces dossiers, le gouvernement du Canada est-il généralement sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie? Pourquoi ou pourquoi pas?
 - SI SUR LA MAUVAISE VOIE : Que doit faire le gouvernement du Canada pour être sur la bonne voie?
- **Membres actifs et vétérans des FAC de l'est de l'Ontario** Qu'en est-il des affectations et de la progression de carrière? Pensez-vous que les membres des FAC devraient pouvoir progresser dans leur carrière à un seul endroit?
- **Membres actifs et vétérans des FAC de l'est de l'Ontario** À votre avis, quel genre d'enjeu représentent les blessures de stress post-traumatique (BSPT) parmi les membres actuels et les vétérans des FAC — s'agit-il d'un enjeu important?
- **Membres actifs et vétérans des FAC de l'est de l'Ontario** Quel travail, le cas échéant, le gouvernement fédéral a-t-il fait pour traiter cet enjeu?
- **Membres actifs et vétérans des FAC de l'est de l'Ontario** Dans l'ensemble, le gouvernement du Canada est-il généralement sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie en ce qui concerne les BSPT parmi les membres actuels et anciens des FAC? Qu'est-ce qui vous fait dire cela?
- **Membres actifs et vétérans des FAC de l'est de l'Ontario** Que devrait faire le gouvernement du Canada pour remédier à cet enjeu?

LA TARIFICATION DU CARBONE (60 minutes) Terre-Neuve

- Selon vous, quels sont les principaux enjeux auxquels le gouvernement du Canada devrait accorder la priorité? Pourquoi?
 - SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Qu'en est-il en matière de changement climatique?
 - Dans quelle mesure le changement climatique vous préoccupe-t-il, le cas échéant?
- Avez-vous connaissance de mesures prises par le gouvernement du Canada pour réduire la pollution par le carbone au Canada?

FOURNIR LES ÉCLAIRCISSEMENTS SUIVANTS : Le gouvernement du Canada prend plusieurs mesures pour réduire la pollution par le carbone. Au nombre de ces mesures, la tarification de la pollution par

le carbone, l'établissement de normes pour les combustibles propres, l'investissement dans des programmes d'efficacité énergétique. Nous allons aujourd'hui nous concentrer sur la première mesure : la tarification de la pollution par le carbone.

- Avant aujourd'hui, qui, parmi vous, savait que le gouvernement du Canada avait instauré une tarification de la pollution par le carbone?
 - Que savez-vous, le cas échéant, au sujet de la tarification de la pollution par le carbone?
- Compte tenu de ce que vous savez déjà, diriez-vous que vous êtes pour ou contre la tarification de la pollution par le carbone, ou en êtes-vous incertain(e)?

Le gouvernement du Canada a récemment apporté quelques modifications au système de tarification du carbone. Mais je vais d'abord vous expliquer le fonctionnement général de ce système.

AFFICHER À L'ÉCRAN :

La tarification du carbone comprend deux parties — une redevance sur les combustibles et un système pour les industries. Dans les provinces dans lesquelles s'applique la redevance sur les combustibles, tous les produits issus de la tarification par le carbone sont reversés aux Canadiens, principalement sous forme de remises sur la tarification de la pollution, aussi appelées paiements de l'Incitatif à agir pour le climat (PIAC).

Ce système a pour but d'encourager les gens à réduire leurs émissions, tout en leur donnant la possibilité de décider quand et comment le faire. L'idée étant que plus un ménage procède à des changements (par exemple, en utilisant d'autres modes de transport, en passant d'une fournaise au gaz naturel à une pompe à chaleur électrique), plus il économisera, car il n'aura pas à payer la redevance sur les combustibles. Les montants des remises sont calculés en fonction du nombre de personnes composant un ménage, et non de la quantité d'énergie consommée par ce dernier, et la plupart des ménages reçoivent plus d'argent en vertu de la remise sur le prix de la pollution qu'ils n'en paient en vertu de la redevance sur les combustibles.

- Ce que je viens de vous expliquer correspond-il à ce que vous saviez déjà sur le fonctionnement du système de tarification du carbone?
 - Avez-vous appris quelque chose de nouveau dans ce que je viens de vous expliquer?

[VOTE À MAIN LEVÉE POUR CHAQUE MOYEN DE CHAUFFAGE] Y en a-t-il parmi vous qui chauffent leur maison à l'aide....?

1. d'une thermopompe
2. de mazout de chauffage

Comme vous le savez peut-être, le gouvernement du Canada a récemment annoncé qu'il suspendait la tarification de la pollution par le carbone s'appliquant au mazout domestique jusqu'au 1er avril 2027.

- Que pensez-vous de ce changement?
- Y a-t-il, à votre avis, une mesure que devrait ou ne devrait pas prendre le gouvernement du Canada?
- En quoi ce changement vous impacte-t-il personnellement?
- Le fait de savoir cela change-t-il votre opinion sur la tarification de la pollution par le carbone? Comment?

AFFICHER À L'ÉCRAN :

Lorsque le gouvernement du Canada a annoncé la suspension de la tarification de la pollution par le carbone pour les livraisons de mazout de chauffage, il a également annoncé ce qui suit :

- Il rendra gratuit l'achat de thermopompes pour les Canadiens à revenu faible ou médian dans les provinces participantes (y compris Terre-Neuve);
- Le versement d'un paiement initial de 250 dollars aux Canadiens à revenu faible ou médian désirant passer au chauffage par thermopompe..
- Quelles sont vos premières réactions à ces mesures?
- À CEUX QUI N'ONT PAS DE THERMOPOMPE, POSER LA QUESTION SUIVANTE : Seriez-vous favorable à l'installation d'une thermopompe dans votre maison? Pourquoi ou pourquoi pas?
 - Quels sont les facteurs qui vous inciteraient à envisager de remplacer votre système de chauffage actuel par une thermopompe?
- En quoi ces changements pourraient-ils affecter votre collectivité?
- Pensez-vous que ce sont des mesures que devrait prendre le gouvernement du Canada? Pourquoi ou pourquoi pas?
- Que devrait encore faire le gouvernement du Canada pour aider à rendre le chauffage domestique plus abordable?

AFFICHER À L'ÉCRAN :

Île-du-Prince-Édouard, régions rurales de l'Ontario — Pour les résidents de petites collectivités et de collectivités rurales, les paiements de l'incitation à l'action climatique comprennent un supplément rural de 10 % (c'est-à-dire un supplément de 10 % à leurs paiements), car les Canadiens de ces collectivités ne disposent pas nécessairement des mêmes options pour réduire leurs émissions, en particulier en matière de transport.

Le 26 octobre 2023, le gouvernement annonçait qu'il doublerait le supplément destiné aux communautés rurales par l'intermédiaire des remises sur la tarification de la pollution, en le faisant passer de 10 % à 20 % à compter d'avril 2024, pour tenir compte des besoins énergétiques propres aux Canadiens vivant en région rurale devant, à titre d'exemple, parcourir de plus grandes distances pour travailler et dont l'accès à des modes de transport en commun est limité.

- Le fait de savoir que ce supplément sera offert modifie-t-il votre opinion sur la tarification de la pollution? Pourquoi ou pourquoi pas?
 - Quelles sont vos réactions au doublement du supplément pour les communautés rurales annoncé par le gouvernement du Canada?
- Pourquoi ou pourquoi pas?

ÉCONOMIE (25 à 35 minutes) Terre-Neuve, Calgariens de 55 ans et plus approchant de la retraite, jeunes âgés de 18 à 24 ans vivant à Sherbrooke

J'aimerais maintenant que nous revenions sur les principaux enjeux que vous avez mentionnés plus tôt et auxquels le gouvernement du Canada devrait accorder la priorité.

- SI AUCUNE MENTION DE L'ÉCONOMIE N'A ÉTÉ FAIT LORS DE LA DISCUSSION INITIALE SUR LES PRINCIPALES PRIORITÉS : Qu'en est-il de l'économie? Est-ce un enjeu que le gouvernement fédéral devrait traiter en priorité?
- Si vous pensez aux différents enjeux que vous avez mentionnés, où se situe l'économie comme priorité absolue? Qu'est-ce qui vous fait dire cela?
- Quel est l'aspect spécifique de l'économie qui vous préoccupe le plus — quel est, selon vous, l'enjeu économique le plus urgent?

Nous avons discuté de l'économie, de vos préoccupations et de la priorité accordée aux enjeux économiques. J'aimerais maintenant que vous me disiez ce qui vous vient à l'esprit lorsque vous entendez les termes suivants :

AFFICHER À L'ÉCRAN :

- Une économie propre
- Une économie durable
- Une économie forte
- Une économie au service de tous les Canadiens

POUR CHACUN DES TERMES, POSER LA QUESTION SUIVANTE :

- Que signifie ce terme, d'après vous?
- En quoi consisterait, selon vous, une économie [insérer selon le cas]?

Je vais vous montrer un sondage.

SONDAGE : J'aimerais que vous choisissiez le type d'économie que le gouvernement du Canada devrait s'efforcer de mettre en place. Veuillez sélectionner la réponse qui décrit le mieux le type d'économie que, selon vous, le gouvernement du Canada devrait s'efforcer de mettre en place.

- Une économie propre
- Une économie durable
- Une économie forte
- Une économie au service de tous les Canadiens

LE MODÉRATEUR PASSE EN REVUE LES CHOIX

- Pour autant que vous puissiez en juger, diriez-vous que le changement climatique a un impact quelconque sur l'économie canadienne?
 - SI OUI : Et qualifieriez-vous cet impact de positif ou de négatif? Qu'est-ce qui vous fait dire cela?
- Le fait de prendre des mesures pour lutter contre le changement climatique a-t-il un impact sur l'économie canadienne?
 - SI OUI : Et qualifieriez-vous cet impact de positif ou de négatif? Qu'est-ce qui vous fait dire cela?
 - DEMANDER DES EXEMPLES

Certains affirment qu'à l'heure actuelle, le gouvernement du Canada doit se concentrer sur la croissance économique plutôt que sur la lutte contre le changement climatique. D'autres disent que la croissance économique et la lutte contre le changement climatique vont de pair, et que le gouvernement du Canada doit donc se concentrer sur les deux.

- Quel est le point de vue qui se rapproche le plus du vôtre? Qu'est-ce qui vous fait dire cela?

Pensions (50 minutes) Calgaryens de 55 ans et plus approchant de la retraite, membres actifs et vétérans des FAC de l'est de l'Ontario

- En ce qui concerne le gouvernement du Canada, comment décririez-vous généralement sa gestion de l'économie?
 - Est-il généralement sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie? Pourquoi?
- Quels sont, selon vous, les enjeux économiques les plus importants?
- [Lorsque nous vous avons recruté pour participer à ce groupe de discussion, vous avez indiqué que vous prendriez votre retraite d'ici les dix prochaines années]. J'aimerais connaître votre point de vue sur la retraite. Est-ce une chose à laquelle vous pensez beaucoup, un peu, ou pas du tout? Pourquoi?
 - Dans quelle mesure êtes-vous préoccupé(e), le cas échéant, par votre capacité à prendre votre retraite? Qu'est-ce qui vous préoccupe en particulier? [SONDER pour finances, votre santé, etc.]
 - Prenez-vous actuellement des dispositions en prévision de votre retraite?
 - SI OUI : Quelles sont-elles?
- À MAIN LEVÉE : Qui, parmi vous, a entendu parler du Régime de pensions du Canada (RPC)?
 - Que savez-vous à son sujet?

CLARIFIER AU BESOIN : Le Régime de pensions du Canada est une prestation mensuelle imposable remplaçant une partie de votre revenu lorsque vous prenez votre retraite. À quelques exceptions près, toute personne de plus de 18 ans qui travaille au Canada à l'extérieur du Québec et dont le revenu annuel est supérieur à un montant minimum déterminé (3 500 \$ par année) doit cotiser au Régime de pensions du Canada. Si vous avez un employeur, vous devez payer la moitié des cotisations (le montant est prélevé sur votre salaire), et votre employeur, l'autre moitié. Si vous êtes un travailleur autonome, vous devez payer la totalité des cotisations.

- En procédant à un rapide vote à main levée, qui parmi vous estime avoir une bonne compréhension du montant des prestations du RPC auxquelles il pourrait avoir droit?
- Prévoyez-vous compter sur le RPC pour assurer une partie de votre revenu de retraite?
 - SI NON : Pourquoi pas?
- Qu'avez-vous lu, vu ou entendu au sujet du RPC récemment?
 - SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Comme vous le savez peut-être déjà, le gouvernement provincial albertain a proposé de se retirer du RPC et de créer son propre Régime de pensions de l'Alberta.

- Que pensez-vous de cette proposition?
- Une telle initiative aurait-elle un impact positif ou un impact négatif dans la vie des Albertains? Et pour vous personnellement?

Une firme ayant analysé la création hypothétique d'un Régime de pensions albertain estime que selon son interprétation de la *Loi sur le Régime de pensions du Canada*, la province aurait droit à 53 % des actifs totaux détenus par l'Office d'investissement du RPC si elle se retirait du régime.

- Est-ce que 53 % vous semblent un pourcentage exact ou pas? AU BESOIN : Je sais que vous n'êtes pas des experts, mais quelle est votre première réaction spontanée? Pourquoi ou pourquoi pas?
- Est-ce à votre avis un marché équitable pour les Albertains? Et pour les autres Canadiens?
 - Quelle devrait être la réponse du gouvernement canadien à cette proposition, le cas échéant? Le gouvernement du Canada a-t-il un rôle à jouer à cet égard?

Le gouvernement du Canada a déclaré que la proposition de l'Alberta pourrait réduire les pensions des Albertains et des Canadiens qui restent inscrits au RPC.

- Cela constitue-t-il à vos yeux une préoccupation justifiée? AU BESOIN : Là encore, je sais que vous n'êtes pas experts, mais quelle est votre première réaction à ce sujet? Pourquoi ou pourquoi pas?

Laissons de côté tout éventuel Régime de pensions de l'Alberta (RPA) pour nous focaliser sur le Régime de pensions du Canada (RPC).

- Que pensez-vous du RPC?
 - Vaut-il la peine de cotiser une partie de vos revenus aujourd'hui pour bénéficier d'une aide plus tard dans la vie?
 - SI CE N'EST PAS DÉJÀ MENTIONNÉ : Dans quelle mesure le RPC est-il important dans la planification de votre retraite?

FOURNIR LES ÉCLAIRCISSEMENTS SUIVANTS :

À partir de 2019, le RPC serait progressivement bonifié, ce qui signifiait que les travailleurs devraient aujourd'hui cotiser un peu plus chaque année, mais qu'ils bénéficieraient de prestations plus élevées au moment de leur départ à la retraite.

- Que pensez-vous de ce changement?

- Avez-vous des préoccupations? Quelles sont-elles?

SENTIMENT DU PUBLIC (15 minutes) Membres de la diaspora caribéenne de centres de taille moyenne et de grands centres de l'Ontario

J'aimerais maintenant aborder un sujet plus vaste.

- Lorsque vous pensez à votre avenir au Canada, qu'est-ce qui vous rend optimiste?
- D'autre part, y a-t-il des choses qui vous inquiètent ou vous préoccupent quant à votre avenir au Canada?
 - SI OUI : Lesquels?
- Comment décririez-vous la situation actuelle au Canada en matière de diversité, d'équité et d'inclusion?
 - Avez-vous le sentiment que le Canada est une société qui accepte et respecte différentes cultures, croyances et valeurs? Pourquoi ou pourquoi pas?

EMPLOI (20 minutes) Jeunes âgés de 18 à 24 ans vivant à Sherbrooke

- Comment évalueriez-vous la situation sur le marché de l'emploi à l'heure actuelle? Est-elle bonne, mauvaise ou entre les deux? Pourquoi dites-vous cela?
 - Dans quelle mesure a-t-il été facile de vous trouver un emploi dans le domaine qui vous intéresse? Avez-vous été confronté(e) à des difficultés ou à des obstacles lorsque vous cherchiez un emploi ou pendant que vous travailliez?
 - Existe-t-il suffisamment de possibilités d'emploi dans votre région?
- En pensant à ce que sera la situation sur le marché de l'emploi dans cinq ans, pensez-vous qu'elle sera pire, meilleure ou la même? Qu'est-ce qui vous fait dire cela?
 - SI PIRE : Qu'est-ce qui vous rendrait plus optimiste?
- Diriez-vous que le gouvernement du Canada est sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie en ce qui concerne la création d'emplois de qualité au Canada?
- Avez-vous connaissance de ce que fait le gouvernement du Canada pour aider à créer des emplois, à fournir des formations axées sur des compétences ou pour soutenir les travailleurs?

- Que devrait faire le gouvernement du Canada pour aider?

SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE (20 MINUTES) Toronto

Passons maintenant à la sécurité communautaire...

- Direz-vous que votre communauté est sécuritaire? Pourquoi ou pourquoi pas?
- D'après ce que vous savez, le taux de criminalité dans votre communauté a-t-il augmenté, diminué ou s'il est demeuré stable?
 - S'IL A AUGMENTÉ : Qu'avez-vous remarqué plus particulièrement?
 - À quoi attribuez-vous la hausse de la criminalité? Quelles sont les causes?
- À qui revient principalement la responsabilité de lutter contre la criminalité?
 - Quel est le rôle du gouvernement du Canada en matière de lutte contre la criminalité?
- Le gouvernement du Canada a-t-il fait quoi que ce soit dans les dernières années pour lutter contre la criminalité? Fait-il quelque chose maintenant?
 - SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : A-t-il fait quelque chose en matière de contrôle des armes à feu?
 - SI AU COURANT : Que pensez-vous de ces initiatives?
 - SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Et en ce qui concerne les efforts qu'il déploie pour réduire l'activité des bandes organisées et la violence?
- Que devrait encore faire le gouvernement du Canada pour contribuer à réduire la criminalité?
- Pensez-vous à d'autres mesures que le gouvernement du Canada pourrait prendre pour prévenir la criminalité?
 - SONDER : Augmenter les services en santé mentale? Donner accès à des traitements contre les dépendances? Augmenter l'offre de logements?
 - De telles mesures auraient-elles un impact? Pourquoi ou pourquoi pas?
 - Devraient-elles constituer une des priorités du gouvernement fédéral?

ÉNONCÉ ÉCONOMIQUE DE L'AUTOMNE (30-40 minutes) Autochtones de la Colombie-Britannique, Nord-du-Québec, membres actifs et vétérans des FACS de l'est de l'Ontario, Vancouver, francophones vivant dans les Prairies

- Est-ce que quelqu'un a entendu quelque chose au sujet de l'Énoncé économique de l'automne (EEA) du gouvernement du Canada?

- SI OUI, SONDER DE MANIÈRE APPROFONDIE :
 - Qu’avez-vous entendu?
 - Quelles sont vos impressions globales de l’Énoncé économique de l’automne?
 - Que pensez-vous de l’orientation globale de l’Énoncé économique de l’automne?
 - Quelles mesures précises contient-il?
 - Contient-il des choses qui vous plaisent?
 - SI OUI, SONDER :
 - Qu’en pensent les autres (DES ÉLÉMENTS MENTIONNÉS)?
 - Y a-t-il des choses qui vous déplaisent?
 - SI OUI, SONDER :
 - Qu’en pensent les autres (DES ÉLÉMENTS MENTIONNÉS)?

PRÉCISER SI NÉCESSAIRE :

Le gouvernement du Canada a publié son Énoncé économique de l’automne. Comme certains d’entre vous le savent peut-être, le gouvernement fédéral présente généralement un budget annuel, mais celui-ci est habituellement précédé à l’automne d’une mise à jour économique, connue sous le nom d’Énoncé économique de l’automne. Je vais vous montrer quelques mesures contenues dans l’EEA.

AFFICHER À L’ÉCRAN :

Voici quelques-unes des mesures qui figurent dans l’Énoncé économique de l’automne :

- Financement pour contribuer à la construction d’un plus grand nombre de logements
- La **charte hypothécaire canadienne**, qui précise les mesures d’allégement hypothécaire que les Canadiens sont en droit d’exiger de leur banque lorsqu’ils connaissent des difficultés financières;
- Mesures prises pour renvoyer dans le circuit de la location à long terme les locations de courte durée (comme certaines locations proposées par Airbnb ou Vrbo) qui ne respectent pas les règles en vigueur;
- **Éliminer la TPS sur les nouvelles coopératives d’habitation de logements locatifs et de logements locatifs;**
- Création d’une nouvelle prestation d’assurance-emploi pour nouveaux parents adoptifs;
- Élimination de la TPS et de la TVH sur les services de consultation psychologique et de psychothérapie;
- Sévir contre les frais indésirables, comme les frais d’itinérance excessifs, et veiller à ce que les enfants de moins de 14 ans soient assis à côté de leurs parents à bord d’avions, et ce, sans frais supplémentaires;
- Sévir contre les pratiques anticoncurrentielles de grandes sociétés, incluant les chaînes d’épicerie;
- Investissements pour accroître la production d’électricité propre dans tout le pays;
- Investissements pour encourager la production de technologies propres au Canada.

SONDER : Maintenant, j'aimerais que vous choisissiez la mesure la plus importante. Veuillez n'en choisir qu'une; n'en sélectionnez pas si vous pensez qu'aucune n'est importante.

- Financement pour contribuer à la construction d'un plus grand nombre de logements;
- La **charte hypothécaire canadienne**;
- Mesures prises pour renvoyer dans le circuit de la location à long terme les locations de courte durée (comme certaines locations proposées par Airbnb ou Vrbo) qui ne respectent pas les règles en vigueur;
- Éliminer la TPS sur les nouveaux logements locatifs de coopératives d'habitation et les nouveaux logements locatifs;
- Création d'une nouvelle prestation d'assurance-emploi pour nouveaux parents adoptifs;
- Élimination de la TPS et de la TVH sur les services de consultation psychologique et de psychothérapie;
- Sévir contre les frais indésirables et veiller à ce que les enfants de moins de 14 ans soient assis à côté de leurs parents à bord d'avions, et ce, sans frais supplémentaires;
- Sévir contre les pratiques anticoncurrentielles de grandes sociétés, incluant les chaînes d'épicerie;
- Investissements pour accroître la production d'électricité propre dans tout le pays;
- Investissements pour encourager la production de technologies propres au Canada.

LE MODÉRATEUR PASSERA EN REVUE LES CHOIX

- Pourquoi avez-vous fait ce choix?
 - Quel impact aura, d'après vous, cette mesure?
 - Avez-vous des questions concernant cette mesure? Si oui, quelles sont-elles?
- Dans l'ensemble, quelle est votre réaction à ces mesures?
- Êtes-vous d'avis que c'est le genre de choses que le gouvernement du Canada devrait faire en ce moment, ou non? Qu'est-ce qui vous fait dire cela?
- Laquelle de ces mesures sera, selon vous, la plus susceptible de rendre la vie plus abordable dans l'intérêt des Canadiens? Pourquoi êtes-vous de cet avis?
 - Est-ce que vous ou des membres de votre famille profiterez de l'une ou l'autre de ces mesures?
- Maintenant que nous en avons discuté un peu, comment décririez-vous l'Énoncé économique de l'automne en une phrase à quelqu'un qui n'en avait pas entendu parler?
 - Que pensez-vous de l'orientation globale de l'Énoncé économique de l'automne?

- Prises dans leur ensemble, que vous disent les mesures proposées dans l'Énoncé économique de l'automne sur les priorités du gouvernement du Canada?

LES FORCES ARMÉES CANADIENNES (20 minutes) Membres actifs et vétérans des FAC de l'est de l'Ontario

Membres actifs et vétérans des FAC de l'est de l'Ontario —Je voudrais maintenant me concentrer sur les enjeux qui touchent celles et ceux qui servent actuellement ou qui ont déjà servi dans les FAC...

- Que pensez-vous de la contribution des FAC dans le monde et au pays?
 - SONDER SI NÉCESSAIRE : Avez-vous un sentiment de fierté? Pensez-vous que le Canada doit en faire plus de manière générale, en faire moins de manière générale, ou en faire plus quant à certaines activités et moins quant à d'autres?
- Qu'est-ce qui fonctionne bien actuellement dans les FAC?
- Qu'est-ce qui doit être amélioré?
 - SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Qu'en est-il de l'équipement militaire?
 - SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Qu'en est-il de recrutement?

POUR LES ENJEUX PRINCIPAUX QUI SONT SOULEVÉS :

- Qu'est-ce qui fait que cela est un enjeu?
 - Qu'a fait, le cas échéant, le gouvernement fédéral pour traiter cet enjeu?
 - Que devrait faire le gouvernement du Canada pour remédier à cet enjeu?
- SI AUCUNE MENTION DE RACISME OU DE COMPORTEMENT RÉPRÉHENSIBLE N'A ÉTÉ FAITE PRÉCÉDEMMENT, POSER LA QUESTION SUIVANTE : Qu'en est-il du racisme et de l'inconduite au sein des FAC — s'agit-il d'un enjeu important?
 - Quel travail, le cas échéant, le gouvernement fédéral a-t-il entrepris pour remédier à cet enjeu?
 - À votre avis, les choses s'améliorent-elles à ce chapitre?
 - SI NON : Pensez-vous que les choses vont s'améliorer?

L'ITINÉRANCE/LOGEMENTS POUR LES VÉTÉRANS (15 minutes) Membres actifs et vétérans des FAC de l'est de l'Ontario

Je voudrais maintenant me pencher sur la question du logement...

- Lorsque vous pensez à divers enjeux, dans quelle mesure le coût de la vie et le coût du logement constituent-ils des enjeux de premier plan pour les membres actuels et anciens des FAC?
- Pensez-vous que le gouvernement du Canada ou la direction des FAC doivent en faire plus à ce chapitre?

Je voudrais maintenant me concentrer sur des enjeux susceptibles d'affecter spécifiquement les vétérans...

- À votre avis, quel genre d'enjeu représente l'itinérance pour les vétérans — est-ce un grand enjeu?
- Qu'a fait le gouvernement fédéral pour remédier à cet enjeu?
- Que devrait faire le gouvernement du Canada pour remédier à cet enjeu?

LA PROTECTION ET LA PROMOTION DE LA LANGUE FRANÇAISE (35 minutes) Francophones vivant dans les Prairies

- Dans quelle mesure la protection et la promotion de la langue française devraient-elles constituer une grande priorité?
- Que fait le gouvernement du Canada, le cas échéant, pour aider à protéger et à promouvoir la langue française?
 - SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Est-ce que quelqu'un a vu, lu ou entendu quelque chose au sujet du Plan d'action pour les langues officielles du gouvernement du Canada?

Le gouvernement du Canada a annoncé son Plan d'action pour les langues officielles. Le Plan d'action propose plus de 30 mesures visant à atteindre quelques objectifs clés. Je vais d'abord partager avec vous les objectifs clés et vous donner quelques exemples des mesures proposées, puis je vous demanderai de me faire part de vos impressions.



AFFICHER À L'ÉCRAN UN À LA FOIS :

Stimuler plus d'immigration francophone au Canada

Exemples de mesures :

- Créer une nouvelle politique d'immigration francophone;
- Élargir le travail de promotion et de recrutement à l'échelle mondiale dans les pays francophones;
- Investir dans la formation linguistique aux nouveaux arrivants.

Favoriser les possibilités d'apprentissage du français tout au long de la vie

Exemples de mesures :

- Élargir l'offre de programmes dans les écoles francophones en milieu minoritaire à l'extérieur du Québec;
- Investir dans les programmes de français langue seconde partout au Canada;
- Investir dans des centres de la petite enfance francophones partout au Canada.

Appuyer les organismes communautaires francophones

Exemples de mesures :

- Bonifier le financement des organismes communautaires francophones;
- Accorder des subventions pour des projets qui visent à renforcer l'attachement à la langue française et à la culture francophone;
- Accorder des subventions aux artistes francophones.

Créer un centre au sein de Patrimoine Canada pour appuyer le gouvernement du Canada à prendre des mesures supplémentaires pour soutenir les communautés francophones en situation minoritaire.

DEMANDER APRÈS CHAQUE PARTAGE D'ÉCRAN :

- Quelles sont vos réactions quant à cet objectif et ces mesures?
- Quels en seront les impacts, selon vous?

DEMANDER UNE FOIS QUE LES MESURES ONT ÉTÉ PASSÉES EN REVUE :

- Dans l'ensemble, lesquels auront, selon vous, le plus d'impact sur la promotion et la protection de la langue française? Pourquoi?
- Parmi ces éléments, y a-t-il quelque chose que le gouvernement du Canada ne devrait pas faire? Pourquoi?



- Que devrait faire d'autre le gouvernement du Canada pour promouvoir et protéger la langue française?

CONCLUSION (5 minutes) Tous les lieux

- Avant de conclure, y a-t-il autre chose que vous souhaiteriez dire au gouvernement fédéral? Il peut s'agir de précisions sur les sujets abordés aujourd'hui ou d'un sujet que vous jugez important, mais dont nous n'avons pas discuté.

Guide du modérateur anglais

MASTER MODERATOR'S GUIDE NOVEMBER 2023

INTRODUCTION (10 minutes) All locations

- Moderator or technician should let participants know that they will need pen and paper in order to take some notes and jot down some thoughts around some material that we will show them later in the discussion.

GOVERNMENT OF CANADA IN THE NEWS (5-10 minutes) All locations

- What have you seen, read, or heard about the Government of Canada in the last few days?
 - Mid-Size and Major Centres Ontario Caribbean Diaspora, Toronto, Vancouver What are your reactions to this news?
 - Mid-Size and Major Centres Ontario Caribbean Diaspora IF NOT MENTIONED: What have you seen, read, or heard about the Government of Canada hosting Caribbean leaders in Canada for a Caribbean Community summit?
 - Mid-Size and Major Centres Ontario Caribbean Diaspora IF AWARE: What can you remember about this summit? What are your reactions to what you've heard?
 - Mid-Size and Major Centres Ontario Caribbean Diaspora Generally, how would you describe the Government of Canada's management of relations with Caribbean countries?
 - Sherbrooke Youth Aged 18-24 Has anyone seen, read, or heard something about the Government of Canada's price on carbon pollution?
 - IF YES: What did you hear? What was your reaction to it?
 - Vancouver Where did you see, read, or hear this news?

GC WORD MARK (20 minutes) Ottawa, Northern Quebec, Eastern Ontario Active and Veteran Members of the CAF, Prairies Francophones

- When you notice information from the Government of Canada (online, on paper, on billboards, on TV, etc.), how do you know it is from the Government of Canada?
 - Is it clear to you that this is information that comes from the Government of Canada? Why? Why not?
 - IF NO: Can you give me an example of an instance when you weren't sure?
- When you *hear* information, on the radio for instance, how do you know it's from the Government of Canada?
 - Where do you typically hear this information? Radio? TV?

- Are there specific statements or sounds that are used to identify the information is from the Government of Canada?

I'm now going to share something with you on screen ...

Show the "Canada" wordmark ON SCREEN

- Have you seen this symbol before? If so, where?

I want to ask you what this symbol means in general and also what it means to you personally.

- So first, what does this symbol mean in general? Is there anything else?
 - IF NOT MENTIONED: Do you think this symbol represents the Government of Canada? Why or why not?
- And what does this symbol mean to you personally?
 - PROBE IF NECESSARY: What are you most likely to associate this symbol with? How does it make you *feel*? Why?
 - Does the symbol represent positive or negative feelings/ideas? What makes you say that?
- Why do you think the Government of Canada uses this symbol in its communications/information?
- Where do you expect this symbol to be displayed?
- IF TRUST/CREDIBILITY/CONFIDENCE NOT MENTIONED, PROBE: When you notice this symbol, do you trust the information that comes along with it? Do you have confidence that the information is credible? Why or why not?

I'm now going to play a jingle for you. Please ensure your audio is turned up so you can hear it.

Play first 4 notes of O-Canada (musical signature)

- Have you heard this jingle before? If so, where?
- The Government of Canada uses this jingle in its communications. Why do you think they do that?



CANADA DAY LOGO (25-35 minutes) Ottawa, Mid-Size and Major Centres Ontario Caribbean Diaspora, Sherbrooke Youth Aged 18-24, Toronto, British Columbia Indigenous Peoples, Northern Quebec

Now we're going to move away from the Government of Canada symbols and focus on some creative concepts that may be used as a Canada Day logo. Note that this is just the logo, so you would see it in content related to Canada Day – in other words, the logo won't be on its own and the goal is not to communicate everything; there would be text and imagery accompanying the logo.

Ottawa - ORDER OF TESTING: 1,3,2,4

Mid-Size and Major Centres Ontario Caribbean Diaspora - ORDER OF TESTING: 2,3,4,1

Sherbrooke Youth Aged 18-24 - ORDER OF TESTING: 3,4,1,2

Toronto - ORDER OF TESTING: 4,1,2,3

Northern Quebec - ORDER OF TESTING: 3,2,1,4

***MODERATOR TO SHOW EACH CONCEPT RESPECTIVELY FOLLOWED BY THE SERIES OF QUESTIONS.
MAX 6 MINUTES PER CONCEPT.***

Now let's take a look at the first concept...

SHOW CONCEPT 1

- What is your first impression of this logo?
- What does it evoke for you?
- Does the creative approach represent the idea of coming together to celebrate our culture and strengthen our bonds?
- How would you describe the tone of the concept? Would you say that it is optimistic, celebratory, inclusive?
- Is there anything about this concept that doesn't work, in your opinion? Why is that?

REPEAT FOR CONCEPTS 2-4

HEAD-TO-HEAD

Now I'm going to show you a smaller image from each of the 4 concepts.

POLL: We're now going to do a poll. I'd like you to select which concept you feel is the MOST effective in representing Canada Day. Please select only one.

MODERATOR TO SHOW RESULTS OF POLL AND READ OUT LOUD NUMBER/PERCENTAGE WHO VOTED FOR EACH CONCEPT. MODERATOR TO DISCUSS IN ORDER FROM HIGHEST TO LOWEST.

- Is there a concept that you feel doesn't work at all?
 - IF YES: What makes you say that?

PERFORMANCE AND PRIORITIES – COST OF LIVING (10-55 minutes) Ottawa, Newfoundland, Calgary 55+ Approaching Retirement, Sherbrooke Youth Aged 18-24, Toronto, British Columbia Indigenous Peoples, Northern Quebec, Eastern Ontario Active and Veteran Members of the CAF, Vancouver, Prairies Francophones

- What does the Government of Canada do well?
- What does the Government of Canada need to improve on? Why do you say that? [Why do you feel this way?]
- Ottawa, Calgary 55+ Approaching Retirement, Mid-Size and Major Centres Ontario Caribbean Diaspora, Sherbrooke Youth Aged 18-24, Toronto, Vancouver In your opinion, what are the top issues that the Government of Canada should be prioritizing? Why?
 - Ottawa, Vancouver IF NOT MENTIONED: What about housing? How would you describe the housing situation in your community, specifically?
 - Ottawa, Vancouver How big of a priority should housing be for the Government of Canada?
 - Ottawa, Vancouver What are the biggest challenges or issues when it comes to housing?
 - Mid-Size and Major Centres Ontario Caribbean Diaspora Why are these issues important to prioritize?
 - Sherbrooke Youth Aged 18-24 IF NOT MENTIONED: What about when it comes to the cost of living?
 - What are the biggest challenges related to the cost of living that the Government of Canada should be prioritizing?
 - Toronto IF NOT MENTIONED: What about when it comes to immigration?
 - What are the biggest immigration issues the Government of Canada should be prioritizing?

- **Toronto** How big of a priority should housing be for the Government of Canada?
- **Toronto** What are the biggest challenges or issues when it comes to housing?
- **Toronto** How would you describe the housing situation in your community, specifically?
- **Ottawa, Toronto, Vancouver** What have you seen, read, or heard lately about the Government of Canada's work on housing?
 - IF NOT MENTIONED: Have you heard anything about the federal government giving more money to municipalities that commit to reducing red tape in order to build more housing?
- **Ottawa, Toronto, Vancouver** Whether you've heard about this or not, how do you feel about the Government of Canada providing funding for housing to municipalities that cut red tape to expedite the construction of multi-unit buildings, among other things?
 - Do you think this approach will be effective in your community? Why or why not?
- **Ottawa, Toronto, Vancouver** When you hear the word "densification" what comes to mind? Can you explain in your own words what you think it means?

Ottawa, Toronto, Vancouver CLARIFY AS NEEDED: "Densification" is the process of increasing the number of homes in a given area, typically by building more housing units or adding to existing structures.

- **Ottawa, Toronto, Vancouver** In your opinion, is greater density something governments should be encouraging in Canada's larger cities? Why or why not?
- **Ottawa, Toronto, Vancouver** When you picture the types of homes that might be built if governments were to focus more on greater density, what comes to mind?
- **Ottawa, Toronto, Vancouver** How do you feel about the idea of "densifying" your community?
- **Ottawa, Toronto, Vancouver** Would it have an impact on your community?
 - IF YES: What sort of impact do you anticipate – positive, negative, perhaps a bit of both?
 - PROBE AS NEEDED: What about impacts to public services like schools, hospitals, and transportation?
 - PROBE AS NEEDED: What about impacts on the availability and cost of housing? Are there any other ways your community could benefit from densification?

- **Ottawa, Toronto, Vancouver** Do you have any additional concerns about densifying your community?
 - IF YES: What are they?

Ottawa, Toronto, Vancouver The Government of Canada's Housing Accelerator Fund provides money to municipalities that agree to cut red-tape to build more homes faster. Cet argent peut servir à diverses fins, notamment à financer les projets d'infrastructure locale nécessaires pour soutenir les collectivités en expansion.

- **Ottawa, Toronto, Vancouver** In your opinion, what type of infrastructure projects should the Government of Canada be investing in to best support growing communities?
 - PROBE AS NEEDED: What about projects like public transit, drinking water and wastewater infrastructure, community energy systems, roads, bridges, bicycle lanes, or landscaping and new green spaces?
- **Ottawa, Toronto, Vancouver** Does knowing that the Government of Canada is helping to fund infrastructure projects that support growing communities affect your opinion about increasing housing density in Canadian cities? Why or why not?
- **Mid-Size and Major Centres Ontario Caribbean Diaspora** In your opinion, what are the top issues impacting the Caribbean community that the Government of Canada should be prioritizing?
 - When it comes to these issues, would you say that the Government of Canada is generally on the right track or wrong track? Why do you say that?
 - IF WRONG TRACK: What does the Government of Canada need to do to get on the right track?
- **Mid-Size and Major Centres Ontario Caribbean Diaspora** Thinking more generally, do you feel the federal government pays enough attention to the Caribbean community? Why or why not?
 - In your opinion, does the Government of Canada understand the issues you care most about? Why do you say that?
 - How should the federal government engage with the Caribbean community to better understand the important issues?
 - IF NOT MENTIONED: What about when it comes to the cost of living?
 - What are the biggest challenges related to the cost of living that the Government of Canada should be prioritizing?
- **Mid-Size and Major Centres Ontario Caribbean Diaspora, Sherbrooke Youth Aged 18-24** What have you seen, read, or heard about work the Government of Canada has done to tackle high cost of living? What do you think about what you've heard?
 - AS NEEDED: What about when it comes to housing? What about when it comes to groceries?

- **Mid-Size and Major Centres Ontario Caribbean Diaspora, Sherbrooke Youth Aged 18-24** Would you say the Government of Canada is generally on the right track or wrong track when it comes to addressing the high cost of living? Why do you say that?
 - IF WRONG TRACK: What does the Government of Canada need to do to get on the right track?
 - **Mid-Size and Major Centres Ontario Caribbean Diaspora** IF NOT MENTIONED: What about when it comes to immigration?
 - **Sherbrooke Youth Aged 18-24** IF NOT MENTIONED: What about climate change? How big of a priority should climate action be for the Government of Canada?
- **Mid-Size and Major Centres Ontario Caribbean Diaspora** How would you describe the immigration system in Canada?
 - Is it fair? Why or why not?
- **Mid-Size and Major Centres Ontario Caribbean Diaspora** What are the biggest immigration issues the Government of Canada should be prioritizing?
- **Mid-Size and Major Centres Ontario Caribbean Diaspora, Toronto** What have you seen, read, or heard about work the Government of Canada is doing on immigration?
 - What are your reactions to this? [What do you think about what you've heard?]
- **Mid-Size and Major Centres Ontario Caribbean Diaspora, Toronto** Would you say the Government of Canada is generally on the right track or wrong track when it comes to managing the immigration system? Why?
- **Mid-Size and Major Centres Ontario Caribbean Diaspora, Toronto** Do you think the Government of Canada should increase, decrease, or keep the rate of immigration at about the same level? Why?
 - IF INCREASE OR DECREASE: What impacts would this have in Canada?
- **Mid-Size and Major Centres Ontario Caribbean Diaspora** What else should the Government of Canada do to support the Caribbean community?
- **Sherbrooke Youth Aged 18-24** What have you seen, read, or heard about work the Government of Canada has done to address climate change? What do you think about it?
 - Would you say the Government of Canada is generally on the right track or wrong track when it comes to tackling climate change? Why?
 - IF WRONG TRACK: What does the Government of Canada need to do to get on the right track?

- **Sherbrooke Youth Aged 18-24** How much of an impact, if any, does climate change have on the cost of living?
- **British Columbia Indigenous Peoples** In your opinion, what are the top issues Indigenous peoples are facing that the federal government should be prioritizing?
 - What about for Indigenous peoples in the community where you live?
- **British Columbia Indigenous Peoples** In your opinion, has the Government of Canada prioritized reconciliation?
 - IF YES: Would you say it has been a minor priority, or a major priority?
- **British Columbia Indigenous Peoples** What areas do you think the Government of Canada should be prioritizing to help advance reconciliation? Why do you feel this way?
- **British Columbia Indigenous Peoples** How would you measure progress on reconciliation?
 - Are there specific actions or outcomes that would show progress? If so, what are they?
- **British Columbia Indigenous Peoples** Do you have any advice to help the federal government engage with and respond to the needs of Indigenous peoples living in urban areas?

Eastern Ontario Active and Veteran Members of the CAF Now I'd like to focus on issues affecting those currently serving or who have previously served in the CAF...

- **Eastern Ontario Active and Veteran Members of the CAF** In your opinion, what are the top issues impacting the CAF that the federal government should be prioritizing?
- **Eastern Ontario Active and Veteran Members of the CAF** What news have you ever seen, read, or heard about the Government of Canada's past work on any of these issues?
- **Eastern Ontario Active and Veteran Members of the CAF** What work, if any, is the federal government planning to do on these issues?
- **Eastern Ontario Active and Veteran Members of the CAF** Is the federal government generally on the right track or wrong track with respect to these issues? Why or why not?
 - IF WRONG TRACK: What could the federal government do to get on the right track?
- **Eastern Ontario Active and Veteran Members of the CAF** What about postings and career progression? Do you think CAF members should be able to progress through their career in one location?

- **Eastern Ontario Active and Veteran Members of the CAF** In your opinion, is post-traumatic stress injury (PTSI) among current and former CAF members an issue? Would you say it's a big issue or a smaller issue?
- **Eastern Ontario Active and Veteran Members of the CAF** What work, if any, has the federal government done to address this issue?
- **Eastern Ontario Active and Veteran Members of the CAF** In general, is the Government of Canada generally on the right track or the wrong track in addressing PTSI among current and former CAF members? What makes you say that?
- **Eastern Ontario Active and Veteran Members of the CAF** What should the Government of Canada do to address this issue?

CARBON PRICING (60 minutes) Newfoundland

- In your opinion, what are the top issues that the Government of Canada should be prioritizing? Why?
 - IF NOT MENTIONED: What about climate change?
 - How concerned are you, if at all, by climate change?
- Are you aware of anything the Government of Canada is doing to reduce carbon pollution in Canada?

CLARIFY: The Government of Canada is undertaking several measures to reduce carbon pollution. These measures include setting a price on carbon pollution, setting clean fuel standards, investing in renewable energy and clean technologies, and investing in energy efficiency programs. For today, we'll be focusing on the first measure: setting a price on carbon pollution.

- Before today, who was aware that the Government of Canada set a price on carbon pollution?
 - What, if anything, do you know about the price on carbon pollution?
- Based on what you already know, would you say you support or oppose putting a price on carbon pollution, or are you unsure?

Recently the Government of Canada made a few changes to the carbon pricing system. But first, I'm just going to explain how the system works broadly.



SHOW ON SCREEN:

There are two parts to carbon pollution pricing – a fuel charge, which applies to things like oil and gas, and a separate system for industry. In provinces where the federal fuel charge applies, all direct proceeds are returned to Canadians, mostly through the pollution price rebate, also known as the Climate Action Incentive payments (CAIP), to households. Most households receive more money back through these payments than they pay on the fuel charge.

The goal of this system is to encourage people to reduce their emissions, while also giving them the flexibility to decide when and how to do it. The idea is that the more changes a household makes (e.g., using different modes of transportation, switching from a natural gas furnace to an electric heat pump), the more they will save by not having to pay the fuel charge. Rebate amounts are based on the number of individuals in a household, not how much energy a household uses, and most households receive more money back through the pollution price rebate than they pay on the fuel charge.

- Does what I've outlined here match what you already knew about how the carbon pricing system works?
 - Is there any information here that is new to you?

[SHOW OF HANDS FOR EACH] Does anyone here heat their home using....

3. A heat pump
4. Home heating oil

As you may have heard, the Government of Canada recently announced that it is pausing the carbon pollution price on home heating oil until April 1, 2027.

- What is your reaction to this change?
- Is this a step you think the Government of Canada should or should not be taking?
- What impact, if any, does this change have on you?
- Does knowing this change the way you feel about the federal government's price on carbon pollution? How so?

SHOW ON SCREEN

When the Government of Canada announced the carbon pollution price pause on home heating oil, it also announced the following:

- It will make heat pumps free for low- to median-income Canadians in participating provinces (including Newfoundland); and
- A \$250 upfront payment for low- to median-income Canadians who want to make the switch to a heat pump
- What are your initial reactions to these measures?
- FOR THOSE WITHOUT A HEAT PUMP, ASK: Would you be interested in installing a heat pump in your home? Why or why not?
 - What factors would encourage you to consider switching your current home heating system to a heat pump?
- How might these changes affect you or your community?
- Do you think these are actions the Government of Canada should be taking? Why or why not?
- What else should the Government of Canada do to help with the affordability of home heating?

SHOW ON SCREEN:

For residents of small and rural communities, the pollution price rebate initially included a rural supplement of 10% (i.e., a 10% top up to their payments), since Canadians in these communities don't necessarily have the same options available to reduce their emissions, particularly when it comes to transportation.

On October 26, 2023, the Government of Canada announced it would be doubling the rural top-up for pollution price rebates from 10% to 20%, starting April 2024, in recognition of rural Canadians' different energy needs – for example, having to commute longer distances and having fewer available alternatives like public transit.

- Does knowing about this top-up change how you feel about the price on pollution? Why or why not?
 - What are your reactions to the Government of Canada doubling the rural top-up?
- Is this approach of pollution pricing fair to Canadians living in rural and smaller communities? Why or why not?



ECONOMY (25-35 minutes) Newfoundland, Calgary 55+ Approaching Retirement, Sherbrooke Youth
Aged 18-24

I now want to switch our focus back to the top issues you mentioned earlier that the Government of Canada should be prioritizing.

- IF ECONOMY NOT MENTIONED IN INITIAL DISCUSSION ABOUT TOP PRIORITIES: What about the economy? Is this an issue you think the Government of Canada should prioritize?
- Thinking of the various issues you've mentioned, where does the economy rank as a top priority? What makes you say that?
- What specifically with respect to the economy are you most concerned about – what do you think is the most pressing economic issue?

We've been discussing the economy, your concerns and the prioritization of economic issues. I would now like to get a better understanding from you about what comes to mind when you hear the following:

SHOW ON SCREEN:

- A clean economy
- A sustainable economy
- A strong economy
- An economy that works for all Canadians

ASK FOR EACH:

- What does this term mean to you?
- What would a [INSERT AS APPLICABLE] economy look like to you?

We're now going to do a poll.

POLL: I'd like you to choose the kind of economy the Government of Canada should be aiming to build. Please select the one that best describes the kind of economy you feel the Government of Canada should be aiming to build.

- A clean economy
- A sustainable economy
- A strong economy
- An economy that works for all Canadians

MODERATOR TO GO THROUGH SELECTIONS

- As far as you can tell, would you say that climate change is having an impact on Canada's economy?
 - IF YES: And would you describe it as a positive impact, or a negative impact? What makes you say that?
- Does taking action to combat climate change have an impact on Canada's economy?
 - IF YES: And would you describe it as a positive impact, or a negative impact? What makes you say that?
 - PROBE FOR EXAMPLES

Some say that right now, the Government of Canada needs to be focused on growing the economy, rather than fighting climate change. Others say that growing the economy and fighting climate change go hand in hand, so the Government of Canada needs to be focusing on both.

- Which is closer to your point of view? What makes you say that?

Pensions (50 minutes) Calgary 55+ Approaching Retirement, Eastern Ontario Active and Veteran Members of the CAF

- Generally, how would you describe the Government of Canada's management of the economy?
 - Are they generally on the right track or the wrong track? Why do you say that?
- Which economic issues do you think are the most important?
- [When we recruited you for this group, you indicated that you would be retiring sometime within the next 10 years.] I am wondering what your thoughts are about retirement. Is it something you think about a lot, a little, or not at all? What makes you say that?
 - To what degree are you concerned, if at all, about being able to retire? What specifically are you concerned about? [PROBE for finances, health, etc.]
 - Are you taking steps currently to prepare for retirement?
 - IF YES: What are they?
- SHOW OF HANDS: Who here is familiar with the Canada Pension Plan (CPP)?
 - What do you know about it?

REVIEW AS NEEDED: The Canada Pension Plan is a monthly, taxable benefit that replaces part of your income when you retire. With very few exceptions, every person over the age of 18 who works in Canada outside of Quebec and earns more than a minimum amount (\$3,500 per year) must contribute to the Canada Pension Plan (CPP). If you have an employer, you pay half the required

contributions (the amount comes off your paycheque), and your employer pays the other half. If you are self-employed, you make the whole contribution.

- Using a quick show of hands, who here feels they have a good understanding of how much they may be eligible for in CPP benefits?
- Will you be relying on CPP as part of your retirement income?
 - IF NO: Why not?
- Have you read, seen, or heard anything about the CPP lately?
 - IF NOT MENTIONED: As you may have heard, the provincial government in Alberta has proposed to withdraw from the CPP and create an Alberta pension plan.
 - What is your reaction to this proposal?
 - Does this seem like it would have a positive or negative impact on Albertans? What about on you, personally?

A firm which conducted an analysis of a hypothetical Alberta Pension Plan believes the province is entitled to 53% of CPP's base assets should it leave the plan, based on the firm's interpretation of the CPP Act.

- Does 53% seem accurate to you, or not? AS NEEDED: I know you're not experts, but what is your gut reaction? Why or why not?
- Does this seem like a fair deal for Albertans? What about for other Canadians?
 - How should the Government of Canada respond to this proposal, if at all? Does the Government of Canada have a role to play?

The Government of Canada has said that Alberta's proposal could weaken the pensions of both Albertans and Canadians who remain in the CPP.

- Does this seem like a valid concern, or not? AS NEEDED: Again, I know you're not experts, but what is your gut reaction? Why or why not?

Let's set aside a potential Alberta Pension Plan and focus on the existing CPP.

- How do you feel about the CPP?
 - Is it worth contributing some of your earnings now to get some support later on in life?
 - IF NOT COVERED EARLIER: How important is the CPP to your retirement planning?

CLARIFY:

As of 2019, the CPP is gradually being enhanced, which means that workers today will need to contribute a bit more annually but should end up with higher benefits when they retire.



- What do you think about this change?
- Do you have any concerns? What are they?

PUBLIC SENTIMENT (15 minutes) Mid-Size and Major Centres Ontario Caribbean Diaspora

Now, let's explore a broader topic...

- When thinking about your future living in Canada, what makes you feel optimistic?
- On the other hand, are there any things that make you feel worried or concerned about your future in Canada?
 - IF YES: What are they?
- How would you describe the state of diversity, equity, and inclusion in Canada?
 - Do you feel Canada is a society that welcomes and respects different cultures, beliefs, and values? Why or why not?

Jobs (25 minutes) Sherbrooke Youth Aged 18-24

- How would you rate the state of the job market right now? Is it good, poor, or somewhere in between? Why do you say that?
 - How easy is it for you to find a job in the field you're interested in? Are there any challenges/barriers you've encountered when searching for work?
 - Are there enough job opportunities in your area?
- Thinking five years into the future, do you imagine the Canadian job market will be worse, better, or the same? Why do you feel this way?
 - IF WORSE: What would make you more optimistic?
- Would you say the Government of Canada is on the right track or wrong track when it comes to creating good jobs in Canada?
- Are you aware of any work the Government of Canada is doing to help create jobs, provide skills training, or support workers?
- What else do you think the Government of Canada should do to help?

COMMUNITY SAFETY (20 MINUTES) Toronto

Now turning to community safety ...

- Do you feel that your community is safe? Why or why not?
- As far as you can tell, has there been an increase, decrease, or no change in the level of crime in your community?
 - IF INCREASE: What have you noticed specifically?
 - What do you think is behind the increase in crime? What are some of the causes?
- Who is most responsible for dealing with crime?
 - What role does the Government of Canada have in addressing crime?
- Do you know of anything the Government of Canada has done over the last few years to address crime? Are you aware of anything they are doing now?
 - IF NOT MENTIONED: What about any work on gun control?
 - IF AWARE: What are your reactions to this?
 - IF NOT MENTIONED: What about working to reduce gang activity and violence?
- What else should the Government of Canada do to help reduce crime?
- Can you think of anything else the Government of Canada could do to prevent crime?
 - PROBE: What about more mental health services? Addiction treatment? Housing?
 - Would these have an impact? Why or why not?
 - Should they be a priority for the federal government?

FALL ECONOMIC STATEMENT (30-40 minutes) British Columbia Indigenous Peoples, Northern Quebec, Eastern Ontario Active and Veteran Members of the CAF, Eastern Ontario Active and Veteran Members of the CAF, Vancouver, Prairies Francophones

- Has anyone heard anything about the Government of Canada's Fall Economic Statement (FES)?
 - IF YES PROBE IN-DEPTH:
 - What did you hear?
 - What are your overall impressions of the Fall Economic Statement?
 - What do you think the overall focus of the Fall Economic Statement is?
 - What specific initiatives are in it?
 - Is there anything in there you like?
 - IF YES, PROBE:
 - What do others think about (ITEMS MENTIONED)?
 - Anything you don't like?

- IF YES, PROBE:
 - What do others think about (ITEMS MENTIONED)?

CLARIFY AS NEEDED:

The Government of Canada has released its Fall Economic Statement. As some of you may know, the federal government typically issues an annual budget, but it's normally preceded in the fall with an economic update, known as the Fall Economic Statement. I'm going to show you some measures included in the FES.

SHOW ON SCREEN:

The following are some of the measures included in the Fall Economic Statement:

- Funding to help build more homes
- A Canadian Mortgage Charter, which details the mortgage relief that Canadians have the right to demand from their banks if they are in financial difficulty
- Taking steps to return short-term rentals (like some rentals listed on Airbnb, VRBO) that don't comply with applicable rules to the long-term rental supply
- Eliminating the GST on construction of new co-op rental housing and new rental housing
- Creating a new employment insurance benefit for new adoptive parents
- Removing GST and HST on counselling and psychotherapy services
- Cracking down on junk fees, like excessive roaming charges and ensuring children under 14 are seated beside their parents on airplanes at no additional cost
- Cracking down on anti-competitive practices by bigger companies, including grocery chains
- Investments to expand clean electricity across the country
- Investments to encourage clean technology manufacturing in Canada

POLL: Now I'd like you to select which one of these measures is the most important. Please select just one; if you don't think any of these are important, don't select any.

- Funding to help build more homes
- A Canadian Mortgage Charter
- Taking steps to return short-term rentals that don't comply with applicable rules to the long-term rental supply
- Eliminating the GST on construction of new co-op rental housing and new rental housing
- Creating a new employment insurance benefit for new adoptive parents
- Removing GST and HST on counselling and psychotherapy services
- Cracking down on junk fees and ensuring children are seated beside their parents on airplanes at no additional cost
- Cracking down on anti-competitive practices by bigger companies, including grocery chains
- Investments to expand clean electricity across the country
- Investments to encourage clean technology manufacturing in Canada

MODERATOR TO GO THROUGH EVERY SELECTION

- Why did you make this selection?
 - What impact do you think this measure will have?
 - Do you have any questions about this measure? If so, what are they?

- Overall, what is your reaction to these measures?
- Do you feel that these are the sorts of things the Government of Canada should be doing right now, or not? What makes you say that?

- Which of these measures do you believe will have the greatest impact on making life more affordable for Canadians? Why do you feel this way?
 - Will you or your family benefit from any of these measures?

- Now that we've discussed it for a bit, how would you describe the Fall Economic Statement in a sentence to someone who hadn't heard about it?
 - What do you think the overall focus of the Fall Economic Statement is?

- Taken together, what do the proposed measures in the Fall Economic Statement tell you about the Government of Canada's priorities?\

CANADIAN ARMED FORCES (20 minutes) Eastern Ontario Active and Veteran Members of the CAF

I'd like to shift to a discussion about the Canadian Armed Forces (CAF)...

- How do you feel about the CAF's contributions to the world and domestically in Canada?
 - PROMPT AS NEEDED: Do you feel proud? In general, do you think Canada needs to do more or less? Or do you think Canada should be doing more in some areas and less in others?

- In your opinion, what is currently working well in the CAF?

- What needs to improve?
 - IF NOT MENTIONED: What about military equipment?
 - IF NOT MENTIONED: What about recruitment?

FOR THE MAIN ISSUES RAISED:

- What makes this an issue?
 - What, if anything, has the federal government done to address this issue?
 - What should the Government of Canada do to address this issue?



- IF RACISM AND MISCONDUCT NOT MENTIONED AS AN ISSUE EARLIER, ASK: What about racism and misconduct in the CAF – is this a big issue?
 - What work, if any, has the federal government done to address this issue?
 - In your opinion, are things improving on this front?
 - IF NO: Do you think things will improve?

VETERAN HOMELESSNESS/HOUSING (15 minutes) Eastern Ontario Active and Veteran Members of the CAF

Now, switching the conversation to housing...

- When thinking about various issues, how top-of-mind is the cost of living and housing costs for current and former CAF members?
- Do you think the Government of Canada or CAF leadership needs to do more on this front?

Now I'd like to focus on issues potentially affecting veterans ...

- In your opinion, what kind of issue is homelessness for veterans – is it a minor issue, a major issue or not really an issue?
- What has the federal government done to address this issue?
- What should the Government of Canada do to address this issue?

PROMOTING AND PROTECTING THE FRENCH LANGUAGE (35 minutes) Prairies Francophones

- How big of a priority should protecting and promoting the French language be?
- What, if anything, is the Government of Canada doing to help protect and promote the French language?
 - IF NOT MENTIONED: Has anyone seen, read, or heard anything about the Government of Canada's new Action Plan for Official Languages?

The Government of Canada has announced its Action Plan for Official Languages. The Action Plan proposes over 30 measures aimed at achieving a few key objectives. First, I'm going to share with you the key objectives and a few examples of the proposed measures, and then I'll ask for your thoughts.



SHOW ON SCREEN ONE AT A TIME

Encouraging more Francophone immigration to Canada

Examples of measures:

- Creating a new French immigration policy;
- Expanding global promotion and recruitment work in French-speaking countries; and
- Investing in language training for newcomers.

Promoting lifelong learning opportunities in French

Examples of measures:

- Expanding program offerings in French minority-language schools outside of Quebec;
- Investing in French second-language programs throughout Canada; and
- Investir dans la création de garderies francophones partout au Canada.

Supporting French community organizations

Examples of measures:

- Boosting funding to Francophone community organizations;
- Providing grants to projects that strengthen attachment to the French language and Francophone culture; and
- Providing grants to Francophone artists.

Creating a centre within Heritage Canada that supports the Government of Canada in taking additional steps to support French language minority communities.

ASK AFTER EACH SCREENSHARE:

- What are your reactions to this objective and measures?
- What impacts do you think these will have?

ASK AFTER MEASURES HAVE BEEN DISCUSSED:

- Overall, which do you feel will have the greatest impact on promoting and protecting the French language? Why?
- Is there anything here the Government of Canada should not be doing? Why?
- What else should the Government of Canada do to promote and protect the French language?



CONCLUSION (5 minutes) All locations

- Before we close, is there anything else you would like to say to the federal government? It can be an additional point related to anything we discussed today, or it could be something you think is important but wasn't discussed.

Annexe C – Concepts publicitaires

Logo de la fête du Canada

Concept A :



Selon ce concept, trois logos d'une feuille d'érable aux mêmes contours rouges sont présentés côte à côte. À droite de chaque feuille figure une inscription en noir. La première se lit comme suit : « Fête du Canada », avec une ligne horizontale entre « Fête du » et « Canada »; la deuxième, « Canada Day », avec une ligne horizontale entre « Canada » et « Day »; et la troisième, « Fête du Canada Day » avec deux lignes horizontales, la première en dessous de « Fête du » et la seconde en dessous de « Canada ».

Concept B :



Selon ce concept, trois logos comportant tous la même image d'une feuille d'érable rouge sont présentés côte à côte. Les sections de la feuille sont délimitées en noir et chaque section renferme une teinte de rouge différente. Une inscription en noir figure sous chaque feuille d'érable. La première se lit comme suit : "Fête du Canada"; la seconde, "Canada Day"; et la troisième, "Fête du Canada Day".

Concept C:

Selon ce concept, trois logos représentant tous la même image d'une feuille d'érable blanche dont les contours sont délimités par des polygones de couleur et de forme différente disposés côte à côte. Sous chacune des images et légèrement à gauche, figure une inscription en rouge. La première se lit comme suit : « FÊTE DU CANADA »; la seconde, « CANADA DAY »; et la troisième, « FÊTE DU CANADA ».

Concept D:

Selon ce concept, trois logos représentant tous la même image d'une feuille d'érable rouge entourée d'un cercle rouge sur fond blanc sont présentés côte à côte. Chaque feuille d'érable contient une inscription en blanc. La première se lit comme suit : "Fête du Canada"; la seconde, "Canada Day"; et la troisième, "Fête du Canada Day".

Mot-symbole du gouvernement du Canada

Canada 

Sur l'image ci-dessus, le mot « Canada » est inscrit en caractères noirs sur fond blanc. Un drapeau canadien coloré, rouge et blanc figure au-dessus du « a » final.

Signature musicale du gouvernement du Canada



GC approved musical signature for FIP.wav

Ci-dessus, un court clip audio de deux secondes reprenant les premières notes de l'hymne national canadien.